

Élection 97 : La campagne libérale fédérale au Manitoba

par

Richard René J. Alarie

Thèse présentée
à la Faculté des études supérieures
de l'Université du Manitoba
en vue de l'obtention d'une

Maîtrise ès arts

Département d'Études politiques
Université du Manitoba
Winnipeg, Manitoba

© Richard Alarie, 1999



National Library
of Canada

Acquisitions and
Bibliographic Services

395 Wellington Street
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Bibliothèque nationale
du Canada

Acquisitions et
services bibliographiques

395, rue Wellington
Ottawa ON K1A 0N4
Canada

Your file *Votre référence*

Our file *Notre référence*

The author has granted a non-exclusive licence allowing the National Library of Canada to reproduce, loan, distribute or sell copies of this thesis in microform, paper or electronic formats.

The author retains ownership of the copyright in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque nationale du Canada de reproduire, prêter, distribuer ou vendre des copies de cette thèse sous la forme de microfiche/film, de reproduction sur papier ou sur format électronique.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur qui protège cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

0-612-41675-5

THE UNIVERSITY OF MANITOBA
FACULTY OF GRADUATE STUDIES

COPYRIGHT PERMISSION PAGE

Élection 97: La campagne libérale fédérale au Manitoba

by

Richard René J. Alarie

**A Thesis/Practicum submitted to the Faculty of Graduate Studies of The University
of Manitoba in partial fulfillment of the requirements of the degree
of
Master of Arts**

Richard René J. Alarie © 1999

Permission has been granted to the Library of The University of Manitoba to lend or sell copies of this thesis/practicum, to the National Library of Canada to microfilm this thesis/practicum and to lend or sell copies of the film, and to Dissertations Abstracts International to publish an abstract of this thesis/practicum.

The author reserves other publication rights, and neither this thesis/practicum nor extensive extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's written permission.

Table des matières

Dédicace et remerciements	4
Sommaire	5
Chapitre 1 – Introduction	6
1.1 Comment les Canadiens votent	6
1.2 L’historique de l’aliénation au Manitoba	15
1.3 Élitisme vs populisme	19
1.4 Les régionalismes	21
Chapitre 2 – Le contexte de la campagne fédérale au Manitoba	30
2.1 La révision des limites de circonscriptions électorales	30
2.2 Les préparatifs en vue de la campagne locale	35
2.3 Le livre rouge II	40
Chapitre 3 – L’impact de « l’inondation du siècle »	44
3.1 Le minutage du déclenchement des élections	44
3.2 Les stratégies locales	52
3.3 La décision du directeur général des élections du Canada	57
3.4 Les conflits avec les députés québécois	61
3.5 La question de la compensation pour les sinistrés	63
Chapitre 4 – Les intervenants autres que les candidats	66
4.1 La visite du premier ministre	66
4.2 L’appui des ministres fédéraux aux candidats locaux	70
4.3 Effets de l’intervention de la mairesse de Winnipeg	74
Chapitre 5 – Les préoccupations électorales au Manitoba	79
5.1 La création d’emplois	79
5.2 L’unité nationale	83
5.3 La santé	87
5.4 Le contrôle des armes à feu (Loi C-68)	91

Chapitre 6 – Les sondages publiés dans les journaux	98
6.1 Les problèmes de méthodologie	98
6.2 Résultats des sondages	104
Chapitre 7 – La conclusion	118
7.1 Les facteurs qui ont joué dans la perte des sièges	118
7.2 Les circonscriptions	122
Annexes	128
Bibliographie	133

DÉDICACE

Ce travail est dédié à mon frère défunt, Luc Jean J. Alarie, un passionné de la politique.

Remerciements

L'auteur aimerait remercier, par la présente, ceux et celles qui ont aidé à la réalisation de cette thèse. Merci d'abord à mon directeur, le professeur Raymond-M. Hébert, qui, par sa connaissance du sujet, m'a apporté une aide précieuse.

Un merci tout à fait spécial à mon épouse, Danielle de Moissac, qui a relu inlassablement mes écrits et m'a offert des critiques justes et équilibrées en plus de faire preuve d'une patience inépuisable à mon égard.

Merci également à ma directrice d'école Patricia Danylchuk qui m'a accordé du temps afin que je puisse effectuer des entrevues.

Je voudrais aussi remercier Sylvie Dilk et le Centre de rédaction du Collège universitaire de Saint-Boniface pour son aide dans la correction grammaticale de cette thèse.

Enfin, je voudrais remercier mes élèves de l'École Lagimodière, qui, par leur enthousiasme et leur énergie, démontrent le dynamisme qui caractérise notre communauté francophone manitobaine.

Sommaire

Au cours de la campagne fédérale libérale de 1997 au Manitoba, le Parti libéral du Canada (PLC) a perdu 6 sièges alors qu'il en occupait 12 auparavant, ce qui représente une réduction de 50 p. 100. Le PLC au Manitoba a perdu tous ses sièges en région rurale sauf celui de la circonscription de Provencher et il s'impose maintenant surtout dans les circonscriptions du centre urbain de Winnipeg.

Mon hypothèse par rapport à cette perte de popularité est que le PLC a sous-estimé l'impact que l'inondation du printemps 1997 a eu sur les électeurs manitobains. Ces derniers n'ont pas apprécié le déclenchement des élections alors qu'ils étaient en train de lutter contre les eaux de la rivière afin de sauvegarder leurs maisons.

Quoique le déclenchement des élections à ce temps inopportun ait été mal vu par la population manitobaine, il n'a pas constitué un facteur prédominant dans la perte de sièges du parti; cependant, il s'est ajouté au sentiment d'aliénation que les Manitobains ressentaient déjà envers Ottawa. De plus, le PLC a connu beaucoup de difficultés, surtout en milieu rural, avec la loi C-68, sur le contrôle des armes à feu. Une campagne bien organisée par les adversaires de cette loi a fortement nui aux candidats ruraux.

Chapitre 1 – L'introduction

Le Canada est un pays fondé sur les principes d'une démocratie monarchique. L'évolution de notre système politique a connu de nombreux tournants depuis la Confédération. Plusieurs facteurs entrent en jeu et peuvent expliquer l'orientation politique des Manitobains. Certains facteurs historiques démontrent que le Manitoba a été influencé par le système politique et culturel ontarien. D'autres facteurs, tel que l'électeur flottant, obligent les partis politiques à considérer des facteurs à court terme. Afin d'aborder l'étude du résultat des élections fédérales au Manitoba en 1997, il est important d'établir un contexte théorique et de proposer un modèle d'analyse.

1.1 Comment les Canadiens votent

Le Canada est un pays fondé sur les principes d'une démocratie monarchique. L'évolution de notre système politique a connu de nombreux tournants depuis la Confédération. Afin d'aborder l'étude du résultat des élections fédérales au Manitoba en 1997, il est important d'établir un contexte théorique et de proposer un modèle d'analyse.

Avant d'entamer cette analyse, il est important de souligner l'importance des élections de 1993 dans l'évolution politique du Canada. Depuis plus d'un siècle, la politique canadienne pratique la politique de courtage ou 'brokerage politics' : cette pratique politique tâche de regrouper la plus forte coalition dans l'ensemble du pays. Aux élections de 1993, ce modèle s'est effondré. L'arrivée en force du Bloc québécois et du Parti réformiste, deux partis régionaux, et la désintégration du Parti conservateur et du NPD a constitué un partage des eaux dans la politique canadienne. Les élections de 1993 révèlent les préoccupations régionales de la population ; le journaliste Edward Greenspon

affirme, « The long era of national parties and federal and provincial bureaucracies brokering regional differences among themselves has given way to the balkanization of Parliament. »¹ Après 1993, seul le Parti libéral pratique encore la politique de courtage. L'étendue de l'appui apporté aux deux partis régionaux lors des élections de 1993 accentue ce partage des eaux au Canada. Auparavant, les partis nationaux étaient souvent d'accord sur les grands principes de la fédération. L'élection du Bloc et des réformistes élimine cet accord mutuel : « The Bloc hates his (Chrétien) federalism and his record on the Constitution. Reform hates his centralism and his approach to the economy. »² Pour la première fois, des formations politiques sont élues soit pour détruire la fédération canadienne ou pour changer de façon fondamentale le gouvernement du pays. Le professeur Judith Maxwell souligne qu'avec les élections de 1993, le Parti libéral doit faire face à de nombreux problèmes uniques au pays. Elle affirme, « In a sense this mandate is going to be a turning point for the country that is not unlike the immediate postwar period. »³ Selon elle, le défi de gouverner un pays aussi vaste et diversifié que le Canada est compliqué par l'arrivée des partis régionaux représentant des régions méfiantes l'une de l'autre; ainsi, l'esprit de compromis et d'accommodation se trouve endommagé.

La 'politique de courtage'⁴ amène les partis politiques à former des coalitions nationales afin d'attirer autant de partisans que possible. Selon certains politicologues,⁵ le nombre de différences sociales au Canada, telles que la région, la langue, la religion et les

¹ *Globe & Mail*, 26 octobre 1993, p. A1.

² *Globe & Mail*, 26 octobre 1993, p. A4.

³ *Globe & Mail*, 26 octobre 1993, p. A1.

⁴ R. MacGregor Dawson, *The Government of Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1946, p. 509.

⁵ Ronald Lamber & James Curtis, « Perceived Party Choice & Class », *JCSP*, XXVI :2, juin 1993, p.273.

classes sociales, ont mené au développement d'un tel système. Tâcher d'orienter un parti vers un seul groupe social, une seule région ou une seule classe entraînerait le risque d'en éloigner beaucoup d'autres. Par nécessité, les partis politiques au Canada se sont historiquement donné comme mission d'être des grands créateurs de diverses coalitions. Les partis sont donc toujours dans le processus de former des coalitions afin de s'assurer la réussite électorale. Le parti qui réussit à former la coalition la plus forte est souvent le vainqueur. Une conséquence de ceci est que le climat électoral est instable au Canada : « Rather than having well-defined support from one election to another based upon the long-terms loyalties of social groups, brokerage politics must re-create coalitions at each election. »⁶ Les partis politiques doivent à toutes les élections tâcher de rebâtir leur coalition ; le fait qu'un groupe les soutenait lors d'une élection ne garantit pas son appui la prochaine fois.

Jon Pammett écrit que, contrairement à la politique britannique ou américaine, les formations politiques canadiennes ne sont pas orientées vers des classes sociales : «The combined weakness of class formation and class consciousness or identification in Canada makes the likelihood of a class-voting increase remote. »⁷ Une étude démontre, par exemple, qu'à mesure que le revenu familial augmente, la tendance des électeurs de voter pour un parti qui défendra les intérêts de sa classe sociale augmente.⁸ Le système politique canadien est donc caractérisé par une absence de partis qui démontrent de grands

⁶ Jean Jenson et al, *Absent Mandate*, Gage, 1984, p. 10.

⁷ Jon Pammett, «Class and Voting », *The Ballot and its Message*, Copp Clark Pittman, 1991, p. 153.

⁸ James Curties et al, «Social Class, Left/Right Political Orientations, and Subjective Class voting in Provincial and Federal Elections », *The Ballot and its Message*, Copp Clark Pittman, 1991, p. 168.

penchants vers un groupe ou des groupes; au lieu de cela, les partis tâchent généralement de former des alliances avec autant de groupes que possible.

Depuis les années 1960, « there has been an over-time erosion in the strength of federal party identification. »⁹ Au cours des trente dernières années, les électeurs sont devenus de plus en plus variables dans leur choix de partis politiques. La loyauté politique est devenue plus rare et l'électeur est plus sélectif par rapport au parti qu'il choisit. Il est important d'examiner le comportement des électeurs canadiens afin de mieux comprendre la façon dont ils votent. Les électeurs canadiens sont divisés en deux catégories : les partisans durables et les partisans flexibles.¹⁰ Les premiers sont ceux qui sont membres des formations politiques, travaillent pendant les campagnes ou ont un fort penchant pour un parti; ceux-ci sont très portés à voter pour le même parti lors d'une élection. Ces gens démontrent une identification stable, forte et constante envers un parti. Ils comprennent 25 p. 100 des électeurs. Les partisans flexibles sont ceux qui ne sont pas membres d'une formation politique, suivent irrégulièrement les tendances électorales et ne démontrent pas un grand attachement à un parti politique. Ces gens n'ont aucune identification stable, forte et constante envers un parti. Ils comprennent 75 p. 100 des électeurs.¹¹

En principe, les partis politiques peuvent se fier à leurs partisans durables; le problème est du côté des partisans flexibles. Jusqu'à quel point est-ce que ces derniers jouent un rôle déterminant dans notre système politique ? Selon LeDuc, «In every

⁹ Harold Clarke & Allan Kornbers, « Evaluation & Evolution : Public Attitude towards Canada's Federal Political Parties, 1965-91 », *JCSP*, XXVI :2, juin 1993, p. 302.

¹⁰ Jean Jenson et al, *Absent Mandate*, Gage, 1984, p. 10 et Lawrence LeDuc et al, «Partisan Instability in Canada : Evidence from a new panel study », *The Ballot and its Message*, Copp Clark Pittman, 1991, p 21.

¹¹ *Ibid*, p. 23.

Canadian election of recent years that has seen the defeat of a government, flexible partisans have been the key agents of change.»¹² En fait, les partisans flexibles sont beaucoup plus aptes à abandonner un parti pour en choisir un autre que les partisans durables. Étant donné que les partisans flexibles représentent une forte majorité, leur mouvement est critique pour les résultats électoraux. Les électeurs canadiens ont été décrits comme suit : «A voter is much more likely to be weakly committed, to swing from one party to another, to prefer different parties in different elections.»¹³ La loyauté de l'électeur est variable et n'est pas permanente. Un électeur ne se sent pas lié au parti pour lequel il a voté lors des dernières élections. Une étude effectuée au cours des trois élections de 1974, 1979 et 1980 a démontré que 41 p. 100 des électeurs ont changé de parti pendant ces six années!¹⁴ Les partisans flexibles jouent un rôle primordial dans le choix du parti gagnant. Quels facteurs ces gens considèrent-ils lors d'une élection ? Les facteurs à court terme ont un grand effet sur ces partisans : «they are heavily influenced by short-term forces operating in the political arena at particular times.»¹⁵ Les facteurs à court terme sont les préoccupations électorales et le leadership. Par exemple, un électeur appuiera le parti qui représente le plus ses idées, ses croyances : «a voter will switch to the party to which he feels closest at a given time.»¹⁶ Il est intéressant de noter que les candidats locaux ne sont pas tellement importants pour les partisans flexibles; leur intérêt est immédiat et ils veulent savoir ce que les partis peuvent faire pour eux maintenant. La

¹² Lawrence LeDuc et al, «From Old Choices to New Ones», *The Ballot and its Message*, Copp Clark Pittman, 1991, p. 109.

¹³ Harold Clarke et al, *Absent Mandate*, Gage, 1996, p. 50.

¹⁴ *Ibid.*, p. 68.

¹⁵ Harold Clarke et al, *Absent Mandate*, Gage, 1996, p. 98.

¹⁶ Jean Jenson et al, *Absent Mandate*, Gage, 1984, p.63.

direction que ces électeurs prendront dépendra beaucoup de la façon dont les partis répondront à leurs préoccupations. Si les partis politiques ne répondent pas aux préoccupations des partisans flexibles, ils risquent de s'aliéner ce groupe de votants. Il n'est donc pas surprenant que certains politicologues aient trouvé que «partisan shifting has been the norm over the last couple of decades.»¹⁷ Les partisans ne sont pas stables et leur loyauté n'est jamais garantie. Les partis politiques ont réagi en accordant plus d'attention aux facteurs à court terme. Les partis savent que ces facteurs sont les plus déterminants pour avoir le vote des partisans flexibles. C'est pour cela que les partis vont être très généreux lorsqu'il s'agira de la politique du parti. Ils veulent regrouper le plus de gens possible, et aussi former la plus grande coalition. Ils doivent toujours mesurer avec soin ce qu'ils font : une phrase mal dite pourrait offusquer un groupe ethnique ou linguistique et donc coûter cher aux urnes. En bref, un parti politique tente d'obtenir la majorité des votes des partisans flexibles; il obtient leur appui en faisant appel aux facteurs

Selon Wearing, l'électeur flottant, celui qui fait partie du 75 p. 100, « votes for what is in his best interest ».¹⁸ Parmi les électeurs, les gens qui sont portés à être des électeurs flottants ont moins de 35 ans et n'ont aucune formation postsecondaire. Au Manitoba, les centres urbains ont un plus grand pourcentage d'électeurs de moins de 35 ans que les centres ruraux; par contre, les milieux ruraux ont un plus grand pourcentage d'électeurs de moins de 35 ans qui n'ont aucune formation postsecondaire.¹⁹ Ceci démontre que les circonscriptions rurales ont un plus grand pourcentage d'électeurs flottants. Ces

¹⁷ *Ibid.*, p. 61.

¹⁸ *Ibid.*, p. 57.

¹⁹ Statistique Canada, *Système canadien d'information socio-économique*, 1996, p.34.

circonscriptions auront une plus grande tendance à voter pour ce qu'elles considèrent comme leur meilleur intérêt à court terme. Selon l'étude menée par Clarke et ses associés, 34 p. 100 des électeurs ont changé leur vote d'une élection à une autre;²⁰ de plus, tous les partis ont subi des changements dans les intentions de votes. Le facteur de la popularité du gouvernement était une des raisons mais «the advent of a new set of short-term factors associated with an election campaign is sufficient to cause large numbers of voters to change their preferences.»²¹ Les électeurs flottants ne sont pas préoccupés par les réussites ou les échecs d'un gouvernement; ils veulent plutôt considérer ce qu'un parti peut faire pour eux. Il est donc critique qu'un parti identifie les préoccupations électorales dès le début d'une campagne. En identifiant clairement ce qui préoccupe les électeurs, un parti a une meilleure chance d'élaborer des politiques qui leur plairont. Le défi pour les partis est d'élaborer des politiques qui seront acceptables pour l'ensemble du pays; compte tenu de la géographie et de l'étendue du pays, il est difficile de développer une politique nationale qui rejoindra toutes les régions du pays.

Jenson souligne que ce désir de répondre à plusieurs intérêts régionaux ou groupes d'intérêts crée un système politique instable.²² Les changements à court terme deviennent très importants et les partis tentent de s'assurer que leur chef ne fera pas de gaffe. Les candidats des circonscriptions doivent aussi surveiller leurs paroles afin de ne pas offusquer ou insulter un groupe. Si une préoccupation devient particulièrement importante durant de la campagne, les candidats et le leader doivent se prononcer sur ce sujet. Le cas

²⁰ Harold Clark et al, *Absent Mandate*, p. 139.

²¹ *Ibid.*, p. 140.

²² Jean Jenson, *The Ballot and its Message*, p. 78.

classique durant la campagne de 1997 fut l'inondation au Manitoba : les politiciens ont été forcés de se prononcer sur cet événement qui affligeait des dizaines de milliers de personnes au sud du Manitoba. Depuis la Confédération, les Partis libéral ou conservateur ont toujours formé soit le gouvernement ou l'opposition officielle²³. Ces deux partis nationaux ont pratiqué la politique de courtage afin de s'assurer une pluralité de votes au cours des élections.

Cependant, comme nous l'avons vu, la scène politique canadienne a changé à partir des élections de 1993 : les libéraux n'avaient plus à se préoccuper des conservateurs comme opposition mais seulement des deux partis régionaux. La montée d'un troisième parti est assez rare dans un système comme le nôtre, puisque dans un système politique où il existe le phénomène du 'first-past-the-post', les individus ne sont pas encouragés à voter pour les plus petits partis car ils ne veulent pas 'gaspiller' leur voix électorale²⁴. Le système politique canadien encourage la formation de deux grandes formations politiques et donc « voting tends to reduce political competition to a contest between two large parties. Other parties exist and even elect representatives, but they hardly ever take control of the government. »²⁵ L'individu veut que son choix puisse faire une différence, donc il est porté à voter pour un des deux partis principaux. Les tiers partis se développent lorsque l'un des deux partis principaux néglige les besoins du peuple. La montée du Parti réformiste en 1993 dans l'Ouest canadien fut le résultat, en partie, du fait que les gens ne se sentaient plus à l'aise avec les conservateurs. Ces derniers se disaient des fiscalistes conservateurs mais après neuf ans au pouvoir, le déficit se chiffrait toujours aux environs

²³ Tom Flanagan, *Waiting for the Wave*, Toronto, Stoddart, p. 201.

²⁴ *Ibid.*, p. 202.

de 28 \$ milliards et à la fin du mandat conservateur, il atteignait près de 40\$ milliards. Le départ de Brian Mulroney et l'arrivée de Kim Campbell, une députée de Vancouver, n'ont pas changé la perception des gens, qui croyaient que les conservateurs avaient changé d'orientation politique. Les principes de droite épousés par bien des gens de l'Ouest ne leur tenaient plus à cœur. Flanagan souligne que la réussite d'un troisième parti dépend de comment « a new party distinguishes itself from the main parties. »²⁶ L'incompétence de la campagne du Parti conservateur a aussi amené des électeurs de l'Ouest à abandonner le Parti conservateur en faveur du Parti réformiste. En 1993, les conservateurs ont perdu 55 p. 100 de leur appui et c'est le Parti réformiste qui en a bénéficié.²⁷ Ces gens constataient que le Parti réformiste était plus conservateur que les conservateurs et ils ont voté en conséquence. Dans certaines circonscriptions, le vote a été partagé entre ces deux partis de droite et a permis aux libéraux de l'emporter. Ce partage du vote ne s'est pas manifesté lors des élections de 1997, en raison de l'affaiblissement du Parti progressiste conservateur (PCC), et le Parti réformiste a solidifié les gains faits en 1993.

La montée du Parti réformiste au Manitoba durant les élections de 1997 s'explique, en partie, par sa stratégie électorale de 1993. Selon Randall Holcombe, la montée d'un troisième parti dans un système politique peut se décrire par la théorie de l'analyse des choix rationnels²⁸. Le modèle prend pour acquis que tous les électeurs sont rationnels et qu'ils veulent que leurs intérêts soient représentés au niveau politique. Si l'échelle

²⁵ Sydney Sharpe et Don Braid, *Storming Babylon*, Toronto, Key Porter, 1992, p. 2.

²⁶ Tom Flanagan, p. 209.

²⁷ *Ibid.*, p. 162.

²⁸ Randall Holcombe, «Barriers to Entry and Political Competition », *Journal of Theoretical Politics*, 3 (1991), p. 231.

idéologique est vue de façon linéaire, le Parti réformiste voulait se positionner à la droite du parti conservateur; en réalité, il voulait être plus conservateur que les conservateurs. Afin d'atteindre cet objectif, le Parti réformiste pouvait se concentrer sur les électeurs d'une seule région géographique, un luxe qu'un parti national n'avait pas. Les politiques que le Parti réformiste poursuivait étaient celles pour lesquelles les gens de l'Ouest ont toujours démontré un intérêt : l'opposition au bilinguisme officiel, l'opposition à un statut spécial pour le Québec, l'élimination du déficit. Sur ces points, bien des gens de l'Ouest trouvaient que les conservateurs avaient perdu beaucoup de leur crédibilité. Selon Flanagan, la popularité du Parti réformiste est due au fait que le parti sait ce que les gens de l'Ouest veulent entendre et il tente d'inciter les gens : ce parti « is waiting for crisis scenarios where it can distinguish itself from other parties ». ²⁹ L'avantage que le Parti réformiste possède est que son territoire est beaucoup moins étendu que celui des partis nationaux; il a donc le luxe de concentrer ses énergies dans l'Ouest canadien et de développer des politiques populaires dans cette région.

1.2 L'histoire de l'aliénation au Manitoba

De nombreux politicologues et historiens canadiens ont élaboré des théories concernant l'aliénation de l'Ouest canadien. Dans cette section, nous allons tenter de déterminer si ce phénomène existe au Manitoba.

Selon le professeur Mildred Schwartz, la région de l'Ouest est différente à cause de son évolution historique et politique; à son avis, « if regions differ politically, it is

²⁹ *Ibid.*, p. 211.

because social, economic and political conditions specific to them have led to different adaptations of the party system. »³⁰ Schwartz souligne que l'Ouest a évolué comme une région distincte à cause de ses expériences diverses; elle ne souligne pas, cependant, lesquelles des expériences sociales, politiques ou économiques furent cruciales à son développement. Certains chercheurs affirment que le régionalisme de l'Ouest s'est développé principalement à cause de facteurs économiques. Ces penseurs avancent surtout une théorie de dépendance du Manitoba par rapport au centre du Canada. Selon Wallace Clement, «regional inequality is a product of the coincidence of a corporate hierarchy, which is dominated by the multinationals with a class hierarchy, which is dominated by economic élites who live in the major metropolitan centres ». ³¹ Étant donné que les grands centres urbains ont toujours été à Montréal et à Toronto, le Manitoba a toujours été dépendant de ces métropoles pour sa survie financière. L'approche de Clement utilise l'analyse des classes et des élites afin d'expliquer l'établissement du régionalisme dans l'Ouest; cependant, une question fondamentale se pose : est-ce que l'étude des classes reflète adéquatement l'expérience du régionalisme du Manitoba ?

L'historien J.E. Rea utilise la thèse de la fragmentation ('fragment theory') du professeur américain Louis Hartz pour conclure que le régionalisme n'existe pas au Manitoba.³² Rea souligne que le Manitoba était un fragment de la culture dominante de l'Ontario : « The early migrants implanted their Ontario culture on the West so

³⁰ Mildred Swchartz, *Politics and Territory : The Sociology of Regional Persistence in Canada*, Montréal, McGill-Queen's University Press, p. 24.

³¹ Michael Ornstein, «Regional Politics and Ideologies » dans *Regionalism in Canada*, Toronto, Irwin, 1986, p.55.

³² J.E. Rea, «The Roots of Prairie Society » dans *Prairie Perspectives*, Toronto, Holt, 1970, p.49.

successfully that Manitoba adopted a more Ontarian perspective than the original province itself. »³³ Le Manitoba, selon Rea, était une colonie occidentale, un genre de microcosme de la culture ontarienne. Selon le modèle de Hartz-Horowitz, de Louis Hartz et Gad Horowitz, le Manitoba a été fondé sur des valeurs et les moeurs ontariennes car la province a accueilli de nombreux immigrants de cette province. Rea explique que cela crée un genre de nationalisme de substitut : les valeurs et les croyances de la culture politique manitobaine sont conservatrices mais la province «would now judge external factors from its own vantage point. »³⁴ Le Manitoba, selon ce modèle, est un fragment de l'Ontario et ce fragment est conservateur car les éléments qui sont parvenus de l'Ontario sont conservateurs. Ainsi, le Manitoba a développé une perspective conservatrice au sein de la Confédération.

La difficulté avec cette approche est que les Manitobains ne s'identifient pas au pouvoir central car il est dominé par les Ontariens. Selon une étude publiée en 1986³⁵, seulement 37 p. 100 des Manitobains se sentaient bien traités par le gouvernement fédéral; près de 2/3 des résidents de la province croyaient que le gouvernement central était injuste envers les Manitobains. Si les premiers immigrants ontariens ont réussi à implanter une colonie ontarienne vers la fin du 19e siècle, d'autres facteurs sont entrés en jeu pour créer un sentiment de méfiance envers les provinces centrales. Les vagues d'immigrants qui se sont précipités au Manitoba au début du vingtième siècle offrent possiblement une réponse.

³³ R .D. Francis, «Changing Images of the West, » *A Passion For Identity*, Toronto, Nelson, 1997, p.424.

³⁴ J.E. Rae, *Op. cit.*, p. 50.

³⁵ Michael Ornstein, «Regional Politics and Ideologies » dans *Regionalism in Canada*, Toronto, Irwin, p.66.

Des milliers d'immigrants furent encouragés à s'installer au Manitoba. On leur a promis de grands terrains défrichés, un climat tempéré et une société moderne. Ces images pittoresques étaient basées plutôt sur la fantaisie que la réalité. L'historien Herman Ganzevoort explique que le rôle de l'agent d'immigration était de faire venir les gens dans l'Ouest, peu importe la vérité de ses paroles. Il écrit : « the emigration agent depended on myth rather than fact to recruit. And it was all too obvious that myth and not reality was the great drawing card for potential emigrants. »³⁶

Ganzevoort ajoute qu'on a fait croire aux immigrants qu'ils arrivaient sur une 'terre promise' ; c'est seulement après leur arrivée qu'ils se sont rendu compte que la région était loin d'être idyllique. Faute de ressources financières pour retourner à leur pays d'origine, ils ont dû rester au Manitoba; pourtant ils n'ont pas développé d'amertume envers les autorités gouvernementales de l'Est qui leur avaient menti. Le malaise de l'Ouest et du Manitoba s'est produit après l'arrivée des vagues d'immigrants. Doug Owsram ajoute que les gens de l'Ouest, les immigrants et ceux qui sont nés dans la région, ont développé un attachement à la terre, ce qui a nécessité une réinterprétation de leur rôle dans le pays.³⁷ Ils n'acceptaient plus d'être une colonie de l'Ontario : « The West was no longer merely an adjunct of the East ; it was, westerners felt, something more than a new Upper Canada and something better. »³⁸ Cet attachement à la terre a permis de développer une nouvelle mentalité et a donné une nouvelle perspective par rapport à l'Est. L'identification à la terre

³⁶ Herman Ganzevoort, «Dutch Immigration to Canada 1892-1940 », thèse de doctorat, 1975, Toronto, U. de Toronto, 1975, p.154.

³⁷ R .Douglas Francis, « Changing Images of the West », dans *A Passion For Identity*, Toronto, Nelson, p.430.

³⁸ Douglas Owsram, *Promise of Eden*, Toronto, University of Toronto Press, p. 216.

était synonyme à l'isolation physique que les gens du Manitoba éprouvaient. C'est par le blé que les gens de l'Ouest se sont identifiés à leur région. Selon Wreford Watson, les gens de l'Ouest « entrenched themselves as wheat producers, thereby isolating themselves from engaging in industry. »³⁹ Donc l'image d'une région inférieure vis-à-vis de la nation renforçait une façon de vivre. Cette façon de vivre était différente et distincte de celle de l'Est.

Les auteurs Don Baird et Sydney Sharpe arrivent peut-être à la meilleure explication du régionalisme au Manitoba et dans l'Ouest soit le sentiment que cette région a été trompée par le Canada.⁴⁰ Les auteurs soulignent que les gens de l'Ouest se sont toujours sentis comme colonisés, résidants d'un territoire qui a moins d'importance et de pouvoir. Cette région lutte encore pour sa juste part dans la nation. La région a été achetée et habitée afin que les pouvoirs centraux et non pour le bien des gens de l'Ouest.

1.3 Élitisme vs populisme

L'utilisation du terme élite a été popularisée par l'économiste et sociologue Vilfredo Pareto. Selon sa définition, les élites politiques sont celles qui détiennent des positions hautement estimées en ce qui concerne leur accès à leurs contrôles aux valeurs significatives.⁴¹ Ces élites exercent une importante influence dans les domaines de la culture, la politique et l'économie d'une société. Le sociologue canadien John Porter a

³⁹ W. Watson, «The Role of Illusion in North American Geography », *The Canadian Geographer*, printemps 1969, p. 31.

⁴⁰ Don Baird & Sydney Sharpe, *Breakup : Why the West Feels Left Out of Canada*, Toronto, Key, 1990, p. 38-9.

⁴¹ Vilfredo Pareto, *The Mind and Society*, Londres, Cape, 1935, p. 1423-4.

adapté la définition de Pareto au contexte canadien, et il a décrit les élites dans le domaine politique.⁴²

Dans la hiérarchie du Parti libéral du Canada, le sommet est dominé par son chef. John McMenemy note que « The constitution of the party and especially their actual organization place an extraordinary concentration of power in the hands of the leader. »⁴³ De plus, Christina McCall-Newman écrit que, « The party is often described by both its adherents and its opponents as little more than a leader's machine driven by a small cadre on his behalf. »⁴⁴ Le parti fonctionne de façon à conférer d'énormes pouvoirs et responsabilités à leur chef. Cette concentration du pouvoir fait en sorte que le parti, lorsqu'il se choisit un chef, sera géré par une petite élite.⁴⁵

La structure du parti fait en sorte que le chef détient un énorme contrôle sur le parti et donc sur la décision de déclencher des élections. Cette décision de déclencher une élection se fait au niveau de ses conseillers principaux, de certains membres du Bureau du premier ministre (PMO) et de ses spécialistes de la politique.⁴⁶ Ces gens, qui jouent un rôle déterminant en ce qui concerne l'organisation d'une élection, conseillent le Premier

⁴² John Porter, «Elite Groups : A Scheme for the Study of Power in Canada, » *JCESP*, XXI, novembre 1955, p. 501.

⁴³ John McMenemy, «Party Personnel- Elites & Activists », dans *Political Parties in Canada*, Toronto, McGraw-Hill, 1976, p. 188.

⁴⁴ Christina McCall-Newman, *Grits – An Intimate Portrayal of the Liberal Party*, Toronto, Macmillan of Canada, 1982, p. 344.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 345.

⁴⁶ John McMenemy, «Party Personnel », dans *Political Parties in Canada*, Toronto, McGraw-Hill, 1976, 160.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 158.

ministre sur le moment propice pour aller de l'avant. Ce groupe de conseillers « are a small operating élite that exercises influence on a specific issue. »⁴⁷

1.4 Les régionalismes

Le régionalisme est né au Canada en raison de l'étendue du pays : les citoyens étaient peu nombreux et repartis sur un grand territoire. Les gens ont développé un attachement à leurs communautés, leurs paroisses et leurs localités. La première allégeance des gens a été pour leurs familles, leurs écoles, leurs églises et leurs villages. Les gens sont toujours plus préoccupés par ce qui se passe près de chez eux plutôt qu'à l'autre bout du pays. La grande majorité des Canadiens vivent à moins d'une heure de route d'où ils ont grandi; donc la communauté locale est toujours importante. En fait, «few Canadians have much experience of the country beyond their local vision. »⁴⁸ C'est en raison de ce manque de contact avec l'extérieur que la politique locale devient particulièrement importante. Les gens accordent leur loyauté d'abord à leur région.

Le Canada est avant tout un pays composé de régions parce qu'il est un pays de localités. Lorsque le contrat pour l'avion CF-18 a été accordé à la firme Canadair de Montréal plutôt que Bristol Aerospace de Winnipeg, même si ce dernier avait une offre plus attrayante que Canadair, les gens de l'Ouest ont réagi en disant que c'était un autre exemple d'injustice pour l'Ouest. C'est pour cela que lorsque le Manitoba subit un désastre naturel, ce n'est pas seulement la vallée de la rivière Rouge qui est touchée, mais

⁴⁸ *Ibid.*, p. A15.

politiquement, toutes les provinces de l'Ouest le sont. Ce sentiment d'empathie peut s'expliquer par le fait que les premiers pionniers devaient survivre seuls contre les éléments de la prairie canadienne; le gouvernement à Ottawa semblait toujours très loin et lent à comprendre les épreuves des pionniers.

Le sentiment de régionalisme, surtout vis-à-vis du Parti libéral, est renforcé par les événements du passé. Les gens de l'Ouest se rappellent bien lorsque Pierre Trudeau était en tournée avec ses fils en Colombie-Britannique et qu'il a salué ses concitoyens d'un wagon du train en haussant son doigt majeur à la foule. De leur côté, les fermiers des prairies n'oublieront pas le commentaire du même premier ministre à un agriculteur : 'Why should I sell your wheat?'. Encore aujourd'hui, les Albertains reprochent au Parti libéral d'avoir établi le Programme d'énergie national. Tout ceci constitue un bagage régional que le Parti libéral doit porter.

La culture politique manitobaine a été grandement influencée, dès sa rentrée dans la Confédération, par la composition de sa population, population qui a évolué au cours des décennies, notamment sur le plan ethnique; en est découlé des conséquences politiques. L'historien W.L. Morton souligne que le Manitoba, à la rentrée de la Confédération, était gouverné par des loyautés communautaires⁴⁹. La politique manitobaine, durant la première décennie après son entrée dans la Confédération, n'était pas organisée sur une base partisane. Les députés représentaient les intérêts de leurs circonscriptions de façon indépendante. À l'époque, les politiciens pensaient qu'il serait plus facile de négocier avec Ottawa si la législature manitobaine était unie et non-partisane, si le gouvernement fédéral

⁴⁹ W.L. Morton, *Manitoba : A History*, p. 214.

était d'un parti différent de celui du Manitoba; on croyait que le fédéral serait particulièrement antagoniste à une petite province d'une orientation politique différente.

Deux événements se sont produits pour changer l'orientation de la province face au gouvernement fédéral et on y retrouve les débuts de l'opposition de la province aux pouvoirs excessifs du fédéral. Le premier événement fut la construction des chemins de fer au Manitoba. Les fermiers manitobains, avec l'agrandissement des terres agricoles dans la province, réclamèrent un moyen d'amener leur récolte sur le marché. En 1880, la province « granted no less than six railway charters ». ⁵⁰ Elle accorda ces chartes pour répondre aux demandes des fermiers et pour permettre le développement agricole de la province. Une des voies ferroviaires allait à l'encontre de l'article 16 de la charte du Canadian Pacific Railway (CPR), qui interdisait la construction de toute voie ferroviaire au sud de la voie du CPR. Les compagnies qui s'installaient au sud du CPR pouvaient exiger des frais de transport moins élevés de la part des fermiers, ce qui leur permettait de faire des économies. Le gouvernement fédéral poursuivait à cette époque une politique visant à agrandir le pays et à empêcher la compétition de la part des voies ferroviaires américaines; par conséquent, il a tranché en faveur du CPR. Le Manitoba, dont les terres agricoles se trouvaient surtout au sud de la ligne du CPR, furent obligés de payer plus cher pour le transport de leur denrée la plus précieuse : le blé. Le résultat fut que « Manitoba farmers turned increasingly to the provincial government as a means of fighting their battle ». ⁵¹

Le deuxième incident qui a marqué la jeune province fut l'agrandissement des frontières de l'est de la province. Au début des années 1880, le gouvernement fédéral

⁵⁰ *Ibid.*, p. 215.

⁵¹ *Ibid.*, p. 216.

voulait agrandir les frontières manitobaines et a proposé de les étendre jusqu'à l'Ouest de Fort William, ce qui aurait permis au Manitoba de jouer un véritable rôle comme province centrale dans la Confédération. L'Ontario et le Manitoba réclamaient le même territoire; par contre, seul le fédéral représentait les intérêts du Manitoba, alors que l'Ontario représentait ses propres intérêts. Aucune décision finale n'ayant pu être négociée, les parties s'en remirent au comité judiciaire du Conseil Privé. En 1884, le Conseil Privé trancha en faveur de la position ontarienne et les frontières que l'on connaît aujourd'hui ont été établies.⁵² Du point de vue manitobain, la province centrale de l'Ontario a réussi à obtenir ce qu'elle voulait. Le Manitoba a appris que le fédéral n'est pas toujours le meilleur défenseur des intérêts provinciaux. Ce thème est revenu à maintes reprises par la suite.

Ces deux incidents menèrent les Manitobains à conclure qu'ils étaient seuls à défendre leurs intérêts provinciaux : les deux grandes provinces centrales et le fédéral avaient leurs propres intérêts, et ces intérêts visaient à réduire le rôle du Manitoba à l'alimentation des provinces centrales en denrées, ce qui le rendrait dépendent du fédéral pour toujours. Ainsi débute le réveil de l'autonomie provinciale et le désir de s'affirmer au niveau politique.

Moins d'une décennie après son entrée dans la Confédération, le Manitoba devint de plus en plus une province anglaise. De fait, les premières vagues d'immigration venaient surtout de l'Ontario et « the province was largely colonized out of loyalist Ontario. »⁵³ Le

⁵² Royaume-Uni : Judicial Committee of the Privy Council : Ontario vs Manitoba, 1889.

⁵³ *Ibid.*, p. 213.

modèle culturel ontarien fut implanté dans la nouvelle province et les ramifications s'en font sentir jusqu'à aujourd'hui. Les éléments conservateurs dans le 'fragment manitobain' partageaient le même zèle que l'Ontario par rapport à sa culture : « there was an implicit assumption of racial superiority.»⁵⁴ Le fragment manitobain croyait que la langue anglaise et la culture britannique étaient le sommet de la civilisation; il était donc normal que toutes les autres ethnies veuillent se joindre à eux. Les descendants du 'fragment' étaient donc préoccupés à s'assurer que les groupes ethniques sachent qu'ils vivaient dans une province britannique et que l'anglais était la langue de communication et d'instruction; c'était «the model of Ontario democracy of the mid-1800s, where Anglo-Saxons imposed their language and culture upon all others... »⁵⁵

L'intolérance du fragment manitobain s'est manifestée assez rapidement envers la population francophone de la province. Ce groupe linguistique jouissait des droits linguistiques enchâssés dans l'Acte du Manitoba ainsi que dans l'Acte de l'Amérique du Nord britannique. En dépit de ces garanties, le Procureur-général du Manitoba présenta, en 1890, un projet de loi abolissant l'utilisation de la langue française dans la législature, dans la fonction publique et dans les écoles, établissant ainsi la suprématie de l'anglais dans la province. Cela reflétait la pratique en Ontario, qui n'avait pas de clause sur le bilinguisme équivalente à celle que Louis Riel avait obtenue lors de l'entrée du Manitoba dans la Confédération. L'intolérance de la culture politique manitobaine s'est propagée et est devenue arrogante. Il est évident que la loi sur la langue officielle du Manitoba était

⁵⁴ *Ibid.*, p. 51.

⁵⁵ Raymond-M. Hébert, « Manitoba's French-language Crisis, 1983-84 : Origins and Early Legislative Debates », *thèse doctorale*, Université du Manitoba, 1991, p. 8.

ultra vires, mais le gouvernement provincial ne changea point d'avis. Des causes juridiques, telles que *Pellant v. Hébert*, ont établi que la province n'avait pas l'autorité d'abolir la langue française comme elle l'a fait en 1890; dans cette cause, le gouvernement manitobain a tout simplement ignoré la décision du juge Prud'homme : « The government was thus in contempt of court, but the authoritarian Ontarian mentality which had led to adoption of the 1890 measures was not about to be transformed by a mere court judgment ». ⁵⁶ De même, Morton affirme, « They were determined that Manitoba should be a British and Canadian province. » ⁵⁷ À l'aube du vingtième siècle, la culture politique manitobaine était solidement britannique et anglaise.

Les trois premières décennies du Manitoba dans la Confédération consolidèrent la position dominante du fragment britannique dans la province. Morton affirme que, « In Manitoba the political ascendancy of the Protestant Ontario settlers had been established. Their greater numbers and the creation of a general municipal system, had made their institutions and numbers dominant in the province. » ⁵⁸ La notion que le système britannique était l'apogée de la civilisation humaine a orienté la politique manitobaine dans des directions parfois extrémistes et racistes.

Les descendants du 'fragment' ontarien démontrent leur intolérance et leur autoritarisme de diverses façons. Les immigrants qui sont venus au Manitoba ont été encouragés à s'établir dans la prairie manitobaine. Le but était de permettre à la province de se peupler et d'exploiter ses terres fertiles; ses immigrants viennent de divers pays

⁵⁶ *Ibid.*, p. 17.

⁵⁷ W.L. Morton, *Manitoba : A History*, p. 245.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 241.

européens : l'Ukraine, la Pologne, la Russie, l'Allemagne et la Hongrie. L'arrivée de ces immigrants dans une province soi-disant britannique fut un choc pour les citoyens, et les dirigeants politiques ainsi que la population n'étaient pas prêts à les accueillir chaleureusement. L'immigrant « was made plainly aware that his language and his culture were his badges of inferiority, and a continuing obstacle to assimilation. »⁵⁹ Le résultat de l'abaissement et du manque de respect envers les immigrants fut l'assimilation de leurs enfants dans la culture anglaise. La première et la deuxième génération d'immigrants voulaient s'intégrer dans la culture dominante manitobaine; le gouvernement a accéléré ce processus en leur interdisant d'enseigner à leurs enfants dans leur langue maternelle. Tous les groupes ethniques ont perdu le droit d'enseigner à leurs enfants dans leur langue maternelle en 1916.⁶⁰

Le zèle d'assimiler les immigrants dans la majorité anglaise prit des tournants racistes. Durant les années 1920, le Klu Klux Klan (KKK) laissa savoir aux immigrants qu'ils n'étaient pas les bienvenus dans la province. Le message était que leurs valeurs, leurs langues et leurs mœurs n'avaient pas de place dans une société anglaise. L'immigrant était laissé avec l'impression qu'il ne pouvait pas s'épanouir dans sa culture au Manitoba. Le message est très clair aux enfants de cette première génération d'immigrants et à tous ceux qui ne faisaient pas partie du 'fragment' dominant.

Le fragment britannique de l'Ontario était donc intolérant des différences culturelles, politiques ou sociales. Morton affirme, « Anything which made for division seemed to invite a perpetuation of differences, and was condemned in the general opinion of the

⁵⁹ J.E. Rae, «The Roots of Prairie Society », p. 51.

⁶⁰ W.L. Morton, *Manitoba : A History*, p. 349-51.

British and Protestant majority. »⁶¹ Ces gens croyaient que le Manitoba devrait être une province britannique et canadienne, et que toute mesure qui permettrait d'atteindre cet objectif était justifié. Les groupes ethniques devaient être traités de la même façon mais selon le modèle britannique et avec la langue anglaise en commun. Cette domination par le 'fragment ontarien' a fait que le Manitoba a maintenu son allure britannique et anglaise. Certes la province a une grande diversité ethnique, mais elle a maintenu son caractère britannique. Selon Rae, « Prairie culture is more diverse but not essentially different from the turn of the century. »⁶² Les institutions politiques et sociales, que les loyalistes ontariens ont établies au Manitoba demeurent essentiellement intactes. Ceci a eu comme effet la création d'une ambiance de conformisme et d'intolérance. Les groupes qui ne partagent pas les valeurs ou moeurs du groupe dominant ont souvent été discriminés.

La domination d'une culture politique conservatrice explique en partie la tendance des Manitobains à élire des députés fédéraux qui sont conservateurs. L'annexe A démontre que depuis 1953, le Parti conservateur et tout récemment les réformistes ont bénéficié de cette culture conservatrice au Manitoba. Depuis le début des années 1950, le Parti conservateur fédéral au Manitoba a presque toujours remporté un plus grand nombre de sièges que tous les autres partis combinés, exception faite des élections de 1953, 1968, 1980 et 1993, alors que les électeurs ont moins appuyé le Parti conservateur, mais ils y sont toujours retournés par la suite. La culture manitobaine est donc surtout d'orientation conservatrice.

⁶¹ *Ibid.*, p. 245.

⁶² J.E. Rae, «The Roots of Prairie Culture », p. 54.

Le régionalisme est un facteur dont il faut tenir compte lorsqu'on discute de la campagne libérale au Manitoba. Peter C. Newman a noté qu'avant le début de la campagne de 1997, « The Liberals used to say all that matters is what you can see from the CN Tower on a clear day. In the Liberal theology, western Canada is an afterthought. »⁶³ Le Manitoba et les provinces de l'Ouest ont respectivement seulement 14 et 88 sièges à la Chambre des communes. L'Ontario à lui seul possède plus de sièges que tout l'Ouest. Ce manque d'équilibre régional est particulièrement frustrant pour les gens de l'Ouest. Ils se sentent frustrés que lorsqu'une tragédie se produit dans les provinces centrales, Ottawa réagit très vite; lorsqu'une tragédie se produit dans l'Ouest, Ottawa y attache moins d'importance.

En terminant, il y a donc plusieurs raisons, certaines historiques, certaines pratiques, qui expliquent pourquoi les Manitobains votent comme ils le font. Les Manitobains, surtout en milieu rural, sont portés à voter pour une formation conservatrice; en milieu urbain, des facteurs socio-économiques prennent de l'importance. L'importance du PCC dans la politique fédérale manitobaine est primordiale compte tenu du fait qu'il était la seule formation de droite au niveau national. L'arrivée du Parti réformiste lors des élections de 1993 et l'effondrement du PCC ont déclenché un processus de réorientation des électeurs ruraux vers le Parti réformiste, une réorientation qui allait avoir des conséquences majeures lors des élections de 1997.

⁶³ Peter C. Newman, *Globe & Mail*, 2 mai 1997, p. A4.

Chapitre 2 – Le contexte de la campagne fédérale libérale au Manitoba

En 1995, la commission manitobaine sur le redressement des circonscriptions s'est penchée sur la question de l'équilibre du nombre de votants dans chaque circonscription à l'échelle de la province. Pour le PLC au Manitoba, ce redressement a favorisé certains comtés tout en défavorisant d'autres. Les candidats libéraux ont apporté en discussion les enjeux du redressement ainsi que de nombreux autres facteurs qui pourraient être critiques pendant la campagne électorale.

2.1 La révision des limites de circonscriptions électorales

La représentation à la Chambre des communes est rajustée après chaque recensement décennal, ce qui est conforme à la *Loi constitutionnelle de 1867*⁶⁴ et à la *Loi sur la révision des limites des circonscriptions électorales*⁶⁵ (modifiée en 1985).⁶⁶ Après le recensement de 1991, le directeur des élections du Canada a publié dans la *Gazette du Canada*, le 13 juin 1992, les calculs exigés par la Loi constitutionnelle. Ces derniers ont eu pour conséquence d'augmenter le nombre de sièges à la Chambre, de 295 à 301.⁶⁷

Au Manitoba, une commission indépendante a été chargée de faire la révision des limites des circonscriptions électorales fédérales. La commission manitobaine comptait trois membres : le juge Charles Huband, le professeur Paul Thomas de l'Université du Manitoba et le professeur Raymond Hébert du Collège universitaire de Saint-Boniface. La commission manitobaine a tenu des audiences publiques afin de favoriser la participation

⁶⁴ *Loi constitutionnelle de 1867*

⁶⁵ *Loi sur la révision des limites de circonscriptions électorales*, 1985, p. 17.

⁶⁶ *Gazette du Canada*, le 13 juin 1992, p. 7.

⁶⁷ *Résultats officiels du scrutin*, Le directeur général des élections du Canada, 1997, p. 15.

du public au processus de la révision électorale.⁶⁸ Un comité parlementaire a été mis sur pied pour donner aux députés l'occasion de faire part de leurs objections aux modifications des limites de leurs comtés mais la décision finale revient à la commission de révision. Les élections fédérales de 1997 ont incorporé les redressements adoptés par cette dernière; les limites des circonscriptions ont été modifiées par le décret de représentation du 8 janvier 1996 et celui-ci est entré en vigueur lors de la dissolution de la Chambre.⁶⁹ Le Manitoba conservait 14 circonscriptions; suite à la révision, il y a eu une circonscription perdue en milieu rural et une autre s'est ajoutée à Winnipeg. Ceci est le résultat du mouvement démographique vers la ville, facteur dont la révision doit tenir compte.

Le redressement des comtés a favorisé les néo-démocrates mais surtout le Parti libéral. Ceci est particulièrement vrai à Winnipeg. Le tableau 2.1 indique les effets de la révision :

⁶⁸ *Ibid.*, p. 12.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 23.

Tableau 2.1

**Redistribution des circonscriptions en
1996**

Les comtés	Avance en 1993	Avance après la redistribution de 1996	Gain ou perte
Brandon-Souris	967	967	0
Charleswood-Assiniboine	13 367	9 880	-3 487
Churchill	907	2 196	1 289
Dauphin-Swan River	735	563	-172
Portage-Lisgar	-4 653	-2997	1 656
Provencher	2 656	1 446	-1 210
Selkirk-Interlake	4 705	5 390	685
St-Boniface	22 082	22 366	284
Winnipeg Centre	4 972	9 591	4 619
Winnipeg North-Centre	8 480	4 080	-4 400
Winnipeg North-St-Paul	3 488	7 554	4 066
Winnipeg South	11 128	12 883	1 755
Winnipeg South-Centre	20 593	20 425	-168
Winnipeg Transcona	-219	-360	-141

Aux élections de 1993, le Parti libéral a remporté de fortes majorités dans les comtés winnipegois de Winnipeg-South, St-Boniface, Winnipeg South-Centre et Charleswood-Assiniboine. Ces quatre comtés sont considérés comme acquis par le parti. L'énergie du PLC s'est tournée vers les comtés de Winnipeg Centre où le député David Walker était à la recherche d'un deuxième mandat et le Dr Rey Pagtakhan souhaitait en décrocher un troisième dans un nouveau comté, Winnipeg North-St-Paul.

Lors des élections de 1993, Walker a gagné avec 4 972 voix d'avance⁷⁰ sur la candidate néo-démocrate. Avec la révision de 1996, Walker aurait eu une avance de 9 591.⁷¹ Le redressement de cette circonscription a eu lieu aux dépens de John Harvard et de sa circonscription de Charleswood-Assiniboine. Une partie de celle-ci, qui a voté majoritairement pour le PLC aux élections de 1993, a été divisée au bénéfice de Walker. Étant donné que Harvard a remporté une forte majorité en 1993, cette partie de sa circonscription a été un plus grand bénéfice pour Walker. Quant à Rey Pagtakhan, le député de Winnipeg-North, il a choisi de se présenter dans la nouvelle circonscription de Winnipeg North-St-Paul. Son choix a été facilité par le fait que sa pluralité sur son adversaire passait de 3 488 à 7 554 voix dans cette circonscription.⁷² La raison derrière ce redressement favorable s'explique par le fait que sa nouvelle circonscription comprenait des éléments de l'ancien comté de Portage-Interlake du ministre libéral Jon Gerrard ainsi que celui de Selkirk-Red River du libéral Ron Fewchuk. De plus, sa majorité de 8 480 scrutins aux dernières élections a été réduite à 4 080 dans la nouvelle circonscription⁷³ de Winnipeg North Centre, un terrain traditionnellement néo-démocrate dont David Orlikow et Stanley Knowles avaient représenté des parties du comté. Le président de Probe Research, Scott MacKay, a noté, au sujet du redressement du comté, « That seat (North-Centre) was redistributed in such a way it makes it very ideal for the NDP ».⁷⁴ Cette

⁷⁰ *Résultats officiels de scrutin*, le directeur général des élections du Canada, 1993, p. 23.

⁷¹ *Winnipeg Free Press*, 14 avril 1997, p. A10.

⁷² *Ibid.*, p. A10.

⁷³ *Ibid.*, p. A10.

⁷⁴ *Ibid.*, p. A10.

course aurait été trop serrée pour le secrétaire parlementaire du premier ministre et donc, il n'a pas voulu affronter de nouveau la candidate néo-démocrate Judy Wasylycia-Leis.

En milieu rural, la nouvelle circonscription de Selkirk-Interlake a été créée. L'ancienne circonscription du ministre Jon Gerrard, Portage-Interlake, a été fractionnée en deux : Portage-Lisgar et Selkirk-Interlake. Cette première a l'habitude de voter pour une formation conservatrice. Cependant, en 1993, un candidat réformiste l'a emportée avec une avance de 4 653 voix. Gerrard a donc choisi le comté de Selkirk-Interlake, ce qui aurait dû augmenter son nombre de voix de 4 705 à 5 390.⁷⁵ Son opposition au redressement de son ancienne circonscription était due au fait qu'il ne possédait plus une partie du comté de Winnipeg. Il savait que les gens de la région d'Entre les lacs s'opposaient à la Loi C-68, la loi de l'enregistrement des armes à feu. Cette inquiétude était bien fondée. Les limites de la circonscription de Churchill ont aussi été modifiées. Le député libéral Elijah Harper aurait ainsi vu son nombre de voix passer de 907 à 2 196 après le redressement,⁷⁶ aux dépens de David Ifody, député libéral dans le comté de Provencher, qui aurait vu son avance passer de 2 656 à 1 446 voix.⁷⁷ De même, le député libéral de Dauphin-Swan River, Marlene Cowling, a vu son nombre de voix baisser légèrement de 735 à 563. Dans le comté de Brandon-Souris, le redressement n'a pas eu d'effet sur le nombre de voix obtenu par le député libéral Glen McKinnon.⁷⁸

En règle générale, on peut conclure que les députés libéraux ont bénéficié de la révision électorale : certains d'entre eux ont eu des redressements favorables alors que

⁷⁵ *Ibid.*, p. A10.

⁷⁶ *Ibid.*, p. A10.

⁷⁷ *Ibid.*, p. A10.

⁷⁸ *Ibid.*, p. A10.

d'autres ont connu un recul. Dans certaines circonscriptions, telles que Winnipeg South-Centre, Axworthy ne s'est pas inquiété de la perte de 168 voix, étant donné qu'il avait obtenu de fortes majorités lors des élections précédentes. Dans Selkirk-Interlake, Gerrard a été particulièrement inquiet par la perte d'une partie du Nord de Winnipeg, le quartier de St-Paul, car il savait que ce quartier avait tendance à voter libéral. Ses deux présentations devant le comité de redressement des frontières n'ont pu éviter que sa circonscription devienne entièrement rurale.

2.2 Les préparatifs en vue de la campagne locale

L'organisation de la campagne manitobaine s'est faite en partie par l'ensemble du caucus libéral manitobain, qui a élaboré une stratégie provinciale. La maison de sondage Angus Reid a été embauchée afin de mener une série d'enquêtes auprès de la population manitobaine.⁷⁹ Suivant les résultats de ces sondages, les députés libéraux ont organisé une campagne qui allait durer de 30 à 40 jours. Cependant, l'inondation du printemps de 1997 a bouleversé tous ces préparatifs : «Our plans simply went out the window»⁸⁰ ce qu'a confirmé un autre député urbain.⁸¹ Pour le député de Provencher : «It became clear that the central issue for my riding would be the flood.»⁸²

⁷⁹ Entrevue avec le député David Iftody, 15 avril 1998.

⁸⁰ Entrevue avec le député John Harvard, 17 avril 1998.

⁸¹ Entrevue avec le député Ronald Duhamel, 3 avril 1998.

⁸² Entrevue avec le député David Iftody, 15 avril 1998.

L'organisation locale d'une campagne ne peut se faire sans argent : «Money is critical to a campaign.»⁸³ Plus directement, un autre analyste affirme que «Money is the mother's milk of the modern campaign.»⁸⁴ En raison de l'importance de l'argent pour une campagne, il est nécessaire de prélever des fonds constamment. Une importance particulière est accordée aux prélèvements de fonds durant les mois qui précèdent l'élection. Cet argent est utilisé pour acheter des pancartes, des dépliants, faire passer des annonces à la radio et à la télévision et pour louer des locaux pendant la campagne. Les députés libéraux ont bénéficié du fait que leur parti était au pouvoir et donc le prélèvement de fonds était généralement plus facile pour eux que pour leurs adversaires. Cependant, le directeur général des élections impose des limites sur les dépenses. Élections Canada a déterminé et a publié les dépenses permises pour l'élection de chaque circonscription canadienne. Des 14 circonscriptions manitobaines, c'est la circonscription de Winnipeg-North-Centre qui a pu dépenser le moins : 55 182,80\$, alors que celle de Selkirk-Interlake dont le coût a atteint 72 201,46\$.⁸⁵ L'organisation locale désire terminer son prélèvement de fond avant le début de la campagne car, alors, il est plus facile de concentrer les ressources humaines et matérielles sur l'élection. La grande partie du prélèvement de fond est faite avant le début de la campagne, même si en général le candidat doit continuer à prélever des fonds au cours de la campagne.⁸⁶

⁸³ Anthony Gargrave et Raymond Hull, *How to Win an Election*, Toronto, MacMillan of Canada, p.159.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 43.

⁸⁵ Élections Canada, *La Liberté*, 10 avril 1998, p. 9-17.

⁸⁶ Entrevue avec le député John Harvard, 17 avril 1998.

Certains analystes ont affirmé que la sollicitation de fonds par téléphone est efficace et peut se faire par des bénévoles : « Telephone solicitation has become very popular and a profitable way to raise money.»⁸⁷ Cette pratique de prélèvement de fonds est utilisée par les députés libéraux du Manitoba. Certains d'entre eux ont même souligné l'importance de faire des appels téléphoniques dans la circonscription même.⁸⁸ Iftody cite un exemple où un parti a embauché une firme de télémarketing pour prélever des fonds; la compagnie fait tous ses appels à partir de son bureau à Toronto. Parfois, des erreurs se font et le télémarketeur demande un don au nom d'un candidat qui ne se trouve même pas dans la province de l'électeur, ce qui fâche les électeurs, surtout ceux qui sont dans les comtés ruraux. Il est donc préférable de demander des fonds pour un candidat local de la part d'une autre personne de la même localité. Il faut garder en tête que l'organisation d'une circonscription se fait différemment en milieu rural qu'en milieu urbain. On constate que ce qui est efficace et utile pour l'un ne l'est pas forcément pour l'autre. Ainsi, au Manitoba, les circonscriptions sont vastes et la population est dispersée; il faut donc parcourir un grand territoire pour rencontrer en personne les électeurs. La circonscription de Provencher, par exemple, est divisée en quatre districts : le nord, le sud, l'est et l'ouest. Chaque district a un capitaine qui est responsable de la coordination de la campagne sur son territoire. Chaque district est ensuite divisé en 12 sections. Chacune d'elle a un chef qui est responsable de rassembler des informations au sujet des sentiments de la population

⁸⁷ Paul Herrnson, *Party Campaigning in the 1980's*, Cambridge, Harvard University Press, p. 38.

⁸⁸ Entrevue avec le député David Iftody, 15 avril 1998.

locale. Il doit transmettre ces renseignements à son capitaine de section.⁸⁹ Cette structure permet au député de prendre le pouls des électeurs sans être présent en personne. Les limites temporelles et l'étendue géographique d'une circonscription font en sorte que le député se fie aux conseils de ses capitaines et de ses chefs. C'est suite à cette consultation continuelle que le député de Provencher a voté contre son gouvernement sur la loi C-68 et la loi sur l'homosexualité : la population n'appuyait pas les mesures du gouvernement et le député a choisi de refléter les désirs de ses électeurs.

En se préparant pour une campagne électorale en milieu rural, le candidat se doit d'être vu par les électeurs lors d'activités communautaires, de carnivals, de bonspiels, de fêtes de familles, etc. Le contact personnel est très important pour les gens, ils veulent sentir que leur représentant à Ottawa les appuie.⁹⁰ De plus, en ciblant des dirigeants tels que les conseillers municipaux, les prêtres, les ministres, les directeurs d'écoles et les préfets, le candidat maintient un contact indirect avec les électeurs. Par contre, l'étendue géographique d'une circonscription rurale ne permettant pas au candidat de rencontrer physiquement ses électeurs, la radio apparaît alors comme un moyen idéal d'en rejoindre une majorité. Or, les électeurs se préoccupent beaucoup de ce qui est fait au sein de leur communauté; tout message qui démontre que le député s'investit pour son électorat est bien perçu.

Par ailleurs, ce besoin d'être vu avec les gens diminue l'importance de la technologie. En milieu rural, les ordinateurs sont utiles mais non indispensables.⁹¹ Les

⁸⁹ Ibid

⁹⁰ Ibid

⁹¹ Ibid

télécopieurs permettent un échange avec le bureau national, mais on ne peut pas envisager de rejoindre un fermier laitier par ce biais; même s'il possède cet outil, il serait insulté d'être sollicité par son entremise. La même logique s'applique à ceux qui sont branchés à Internet et qui disposent d'un courrier électronique. Pour recevoir l'appui des gens ruraux, il faut aller les voir dans les étables, dans les champs et à leur milieu de travail. Une circonscription urbaine, quant à elle, a une plus forte concentration de population sur un territoire beaucoup plus limité; il est donc plus facile de rejoindre les électeurs.

Trois à quatre mois avant le début d'une campagne, une équipe est mise en place dont la priorité est de recruter des bénévoles, surtout au sein des membres du parti. L'équipe leur envoie un questionnaire afin de déterminer s'ils sont prêts à faire du porte à porte, à avoir une affiche sur leur gazon, à être capitaine de scrutin ou capitaine de district.⁹² Une fois les réponses collectées, l'équipe les trie selon les tâches requises et selon les régions dans la circonscription. Il est primordial de ne pas irriter le bénévole en lui donnant une tâche qu'il n'a pas demandée. S'il n'y a pas assez de bénévoles pour une tâche donnée, un membre de l'équipe contacte d'autres personnes et sollicite leur aide. L'équipe continue à recruter jusqu'au début de la campagne.

Certaines personnes importantes sont nommées plusieurs mois avant le début de la campagne, c'est le cas notamment du gérant de campagne, en qui le candidat doit avoir une très grande confiance.⁹³ En effet, le succès ou l'échec de la campagne dépend en grande partie de cette personne parce qu'elle est responsable du déroulement de la stratégie. Un assistant au gérant de campagne est également nommé. Les chauffeurs, les personnes

⁹² Ibid

⁹³ Op.cit.

spécialisées en informatique, les membres chargés de la distribution des pancartes ont tous un rôle qui doit être accompli avant le début de la campagne.⁹⁴ Idéalement, le candidat veut que toute son équipe soit en place avant le début de la campagne, mais en pratique, c'est rarement le cas. Selon un député urbain, c'est la nature humaine d'attendre jusqu'à ce que les élections commencent avant de se porter bénévole. Ceci fait en sorte que l'équipe n'a jamais tout en place avant le début de la campagne.⁹⁵

2.3 Le livre rouge II

Le livre rouge, produit par le Parti libéral aux élections de 1997, est modelé d'après celui des élections de 1993. Ce dernier a connu un grand succès en tant qu'outil de commercialisation et plan d'action pour trouver une réponse aux grandes questions du jour. En 1997, le Parti libéral était au pouvoir et la rédaction du livre rouge devait donc prendre une allure différente : « As the incumbent government seeking re-election, the Liberals wanted to make their proposed policies on jobs, unity, quality of life and identity appear substantial enough to command respect. But the policies should not be sexy enough to attract enduring attention nor specific enough to haunt them if the exigencies of government should require changes. »⁹⁶ Les auteurs principaux du livre rouge furent le secrétaire principal du premier ministre, Eddie Goldenberg, et son conseiller politique principal, Chaviva Hosek.⁹⁷ Le livre rouge comprenait plus de cent pages traitant de la santé, de la création d'emplois, de l'unité nationale, de la réduction d'impôts, des enfants

⁹⁴ Entrevue avec le député John Harvard, 17 avril 1998.

⁹⁵ *Ibid*

⁹⁶ *Globe & Mail*, 26 mai 1997, p. A6.

⁹⁷ *Ibid.*, p. A6.

et de l'identité nationale.⁹⁸ Le plan proposé demeurait vague en ce qui a trait aux projets précis d'un gouvernement libéral.

Si l'on s'attarde à la création d'emplois, on constate qu'il s'agissait là d'une préoccupation des électeurs que le Parti libéral ne pouvait pas négliger. Faisant référence à ce dernier, le livre rouge affirme : « Notre objectif en tant que société doit être de s'assurer que tous les Canadiennes et les Canadiens qui veulent travailler aient l'occasion. »⁹⁹ Contrairement aux élections de 1993 alors que les libéraux ont proposé un programme d'infrastructure qui se chiffrait à 6 milliards,¹⁰⁰ en 1997, ils proposèrent de créer les conditions propices à la création d'emplois plutôt que des programmes d'emplois spécifiques,¹⁰¹ ce qui voulait dire qu'un gouvernement libéral n'avait effectivement pas de projet de création d'emploi. L'élimination du déficit, la réduction de la dette et un faible taux d'inflation étaient également à l'ordre du jour. Tout ceci engageait très peu le parti pendant la campagne électorale. Un autre domaine souligné dans le livre rouge et que les électeurs avaient à cœur, était celui de la santé. Au cours des mois précédant les élections, des sondages ont démontré que la santé était l'une des plus grandes inquiétudes de la population manitobaine.¹⁰² C'est pourquoi au cours de leur premier mandat, les libéraux ont investi plus de 8 \$ milliards de leur budget annuel dans le domaine de la santé et de l'éducation postsecondaire. Le livre rouge annonçait une augmentation de 1,5 milliards de dollars dans la santé¹⁰³; en réalité, ce n'est pas une augmentation, mais les 1,5 milliards de

⁹⁸ Le livre rouge II, « Bâtir notre avenir ensemble », *Parti libéral du Canada*, Ottawa, 1997, p.54.

⁹⁹ *Ibid.*, p. 67.

¹⁰⁰ Le livre rouge(1993), « Créer de l'opportunité : le plan libéral », *Parti libéral du Canada*, 1993, p. 12.

¹⁰¹ *Op. cit.*, p. 72.

¹⁰² *Winnipeg Free Press*, 29 mai 1997, p. A2.

¹⁰³ Le livre rouge II, « Bâtir notre avenir ensemble », *Parti libéral du Canada*, Ottawa, 1997, p.38.

dollars seraient éliminés de la réduction prévue pour 1998. Rien d'autre ne serait accordé par un gouvernement libéral.

Sachant que l'élimination de la réduction du budget santé n'était pas suffisante pour les électeurs, le livre rouge proposait un plan national pour les médicaments prescrits. La réalisation de cette promesse est loin d'être certaine car elle dépend de nombreuses variables : « When a plan and timetable have been devised in collaboration among provinces, private players, consumers, health services providers and the federal government and when a sufficient number of provinces have agreed, we will be able to make a significant contribution to bringing it to reality. »¹⁰⁴

À quel point le livre rouge, document de 100 pages, a-t-il été lu par les électeurs ? Selon Ekos Research Associates, seulement 29 p. 100 des électeurs ont lu un document de l'un des partis politiques¹⁰⁵; en ce qui a trait au livre rouge, 17,4 p. 100 des électeurs en ont lu une partie. Il est évident qu'il s'agissait de gens instruits et donc plus portés à la lecture. Le volume du document décourage les électeurs qui étaient moins instruits et donc moins portés à lire. Le livre rouge, même si seulement 17,4 p. 100 de la population le consulte, est un outil dont la population bénéficie indirectement par l'entremise des journaux, des médias et des discussions politiques. L'efficacité du livre rouge est due à son effet à faire réfléchir les membres sur certaines grandes questions.

Le *Winnipeg Free Press* souligne que le livre rouge n'apportait aucune explication sur la nécessité de déclencher des élections. Or, comme le souligne Brian Cole, le fait que le gouvernement ait demandé l'avis du peuple avant la fin du mandat sous-entendait qu'il

¹⁰⁴ *Ibid.*, p. 35.

¹⁰⁵ Ekos Research Associates, communiqué de presse, 26 mai 1997.

devait exister une raison pour ce geste ; cependant, le livre rouge n'apportait aucun élément pressant si ce n'est le désir des libéraux de vouloir gouverner pendant un autre mandat, en d'autres mots, « We are having this election for the Liberal party's convenience, not for the country's need.»¹⁰⁶

En terminant, la redistribution des circonscriptions a permis à certains candidats libéraux d'être avantagés, d'autres moins. Les préparatifs d'une campagne en milieu rural et urbain diffèrent sur plusieurs points tels que l'importance attachée à la technologie et la présence du candidat à des fonctions culturelles. Certains candidats ont indiqué que le livre rouge II était un outil parmi plusieurs à leur disposition. Ce livre était lu surtout par les votants ayant une scolarité plus élevée.

¹⁰⁶ *Winnipeg Free Press*, 3 mai 1997, p. A14.

Chapitre 3 L'impact de « l'inondation du siècle »

Au printemps 1997, les Manitobains devaient non seulement faire face à la pire inondation du siècle, mais également s'engager dans un processus d'élections fédérales. La décision du premier ministre de maintenir les élections malgré la situation de la province a obligé le caucus libéral manitobain à changer complètement sa stratégie électorale. M. Jean-Pierre Kingsley, directeur général des élections du Canada, s'est cependant rendu au Manitoba afin d'évaluer l'étendue des dégâts et de décider si la tenue des élections dans les circonscriptions affligées devait être reportée. Parallèlement, un conflit avait lieu au sein du cabinet quant à l'ampleur de l'aide que les sinistrés manitobains allaient recevoir.

3.1 Le minutage du déclenchement des élections

Au printemps 1997, le Manitoba a connu sa pire inondation depuis plus d'un siècle. La rivière Rouge, à l'allure torrentielle, se faisait de plus en plus menaçante. Certains villages américains, traversés par cette dernière, étaient littéralement engloutis sous ses eaux, ce qui laissait présager le pire pour certains villages manitobains. Dans cette situation de crise, les Forces canadiennes sont intervenues et, dans plusieurs villages, ce sont les militaires qui représentaient l'autorité ainsi que le gouvernement local. Le nombre de soldats de l'armée de terre, de l'air et de la marine¹⁰⁷ dans la région a atteint plus de 10 000 personnes. Plus de 20 000 résidents ont été évacués de leur maison par mesure de sécurité.¹⁰⁸ Cependant, même si les reportages médiatiques laissaient transparaître les

¹⁰⁷ *Winnipeg Free Press*, 8 mai 1997, p. A3.

¹⁰⁸ *Ibid.*, p. A3.

peines, les angoisses et les luttes que les Manitobains subissaient quotidiennement en affrontant l'inondation, le premier ministre a déclenché des élections nationales.

Cette décision constituait un enjeu pour le PLC, d'une part parce que les sondages démontraient que le parti avait une forte avance sur ses adversaires¹⁰⁹ et, d'autre part, parce que les stratèges libéraux pensaient que l'inondation au Manitoba était un phénomène local qui se limitait à quelques circonscriptions et que l'aide fédérale qui en découlerait réparerait les blessures dues au déclenchement des élections. Le journaliste et ancien député provincial Jim Carr a bien résumé cette situation : « For whatever the reason, the Liberals underestimated the reaction, inside and outside this province, a miscalculation that must be keeping organizers awake at night. »¹¹⁰ Les dirigeants du PLC ont donc sous-estimé l'impact qu'un tel désastre pouvait avoir sur les électeurs : la réaction de la population manitobaine a été vive et amère. Le rédacteur en chef du *Winnipeg Free Press* a écrit, au lendemain du déclenchement : « we think that the Prime Minister is wrong to call an opportunistic election while southern Manitoba is under water and the Red River is threatening homes, businesses and possibly lives in Winnipeg. »¹¹¹ Un autre journaliste a rapporté que « Mr. Chrétien demonstrated a remarkable lack of judgment in calling for a national vote while tens of thousands of Manitoban are waging a fierce battle against the ravenous Red. »¹¹² La population manitobaine vivait dans l'angoisse constante face à la montée de la Rouge et elle ne voulait point considérer les enjeux d'une campagne électorale alors qu'une partie de son territoire était menacée. Les députés libéraux ont ainsi

¹⁰⁹ *Globe & Mail*, 10 avril 1997, p. A1.

¹¹⁰ *Winnipeg Free Press*, 3 mai 1997, p. A14.

¹¹¹ *Op.cit.*, 28 avril 1997, p. A11.

¹¹² *Winnipeg Free Press*, 30 avril 1997, p.A10.

constaté que le déclenchement des élections avait choqué profondément les électeurs manitobains. Le député John Harvard, dont la circonscription de Charleswood-Assiniboine n'a jamais été menacée par l'inondation, a même affirmé que plusieurs votants avaient déclaré : «How dare you have an election while Manitoba is in the midst of a natural disaster.»¹¹³ M. Ronald Duhamel, le député de St-Boniface, a, quant à lui, ajouté que plusieurs personnes comprenaient mal la raison pour laquelle le PLC avait déclenché une élection alors que les citoyens étaient en plein milieu d'une évacuation¹¹⁴ et qu'un nombre d'individus vivaient ce même drame au travers d'amis ou de membres de la famille. Ce désintérêt face à la politique nationale a d'ailleurs été fortement souligné par les journalistes manitobains : « The voters up and down the Red River Valley have made it clear they do not want an election now, that they have more important things to do than listen to politicians. »¹¹⁵

Cependant, si le déclenchement des élections a suscité un certain mécontentement chez plusieurs, il en a laissé d'autres indifférents. Le député Reg Alcock a signalé que le sud de sa circonscription était gravement touché par l'inondation. La communauté de St-Norbert avait été évacuée et plusieurs maisons englouties par les eaux. La partie ouest de cette même circonscription, qui comprend les quartiers de Lindenwoods et Whyte Ridge, « didn't care about the flood. »¹¹⁶ Un résidant de ces quartiers a déclaré : « I have better things to do than go out sandbagging. »¹¹⁷ Par conséquent, dépendant de la situation dans

¹¹³ Entrevue avec le député John Harvard, 17 avril 1998.

¹¹⁴ Entrevue avec le député Ronald Duhamel, 7 avril 1998.

¹¹⁵ *Winnipeg Free Press*, 30 avril 1997, p. A10.

¹¹⁶ Entrevue avec le député Reg Alcock, 25 avril 1998.

¹¹⁷ Commentaire de Michael Missler, 29 avril 1997.

laquelle les électeurs se trouvaient, les sentiments envers le déclenchement des élections étaient partagés.

Selon certains, le premier ministre n'avait nul autre choix que de déclencher les élections. John Collison, journaliste au *Western Report*, a rapporté que la faiblesse des partis d'oppositions faisaient de ces derniers une cible tellement alléchante que le premier ministre ne pouvait pas l'ignorer.¹¹⁸ Chrétien avait donc agi en opportuniste en déclenchant les élections comme il l'avait fait, mais telle était la nature de la politique : «Seizing opportunities is what politics is all about. »¹¹⁹ De plus, selon Collison, le Canada ne se limitait pas au Manitoba; s'il était politiquement avantageux d'avoir des élections alors qu'un désastre naturel frappait une région de cette province, c'était le prix à payer. Le premier ministre a également déclaré qu'il ne pouvait faire autrement que d'aller de l'avant avec les élections dans la mesure où les partis d'opposition avaient déjà commencé à faire campagne et que des millions de dollars avaient été investis depuis juin. De plus, Chrétien a souligné que le cabinet avait déjà choisi la date des élections, ce qu'ont contredit certains ministres qui ont affirmé ne pas avoir eu connaissance de la date précise des élections.¹²⁰ L'organisation des formations politiques ainsi que le bureau du directeur général des élections du Canada ont donc anticipé une élection au mois de juin.¹²¹ Il est bien connu que la décision finale sur une question si importante appartient au premier ministre.

¹¹⁸ *Western Report*, 30 avril 1997, p. 2.

¹¹⁹ *Ibid.*, p. 2.

¹²⁰ *Winnipeg Free Press*, 6 mai 1997, p. A3.

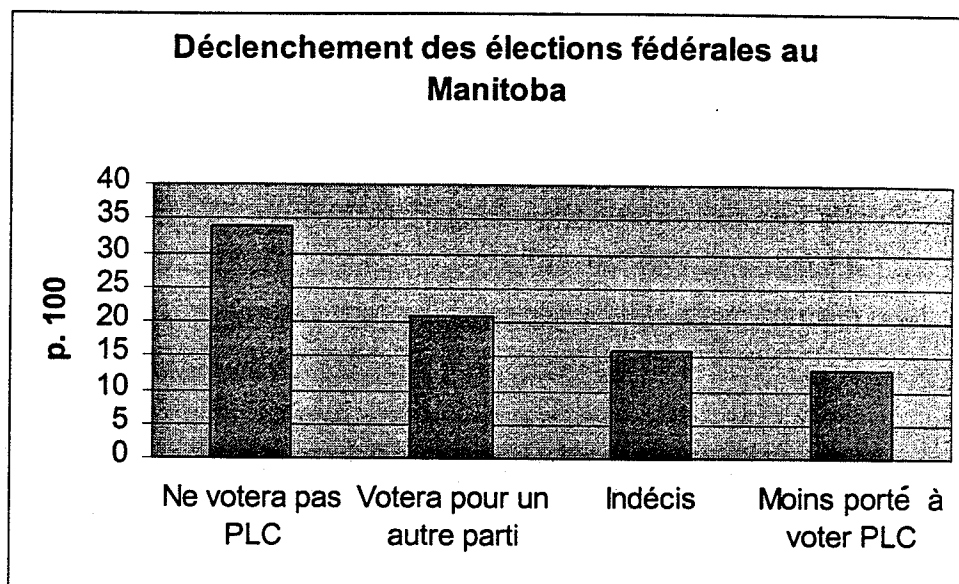
¹²¹ *Winnipeg Free Press*, 6 mai 1997, p. A3.

Le rédacteur en chef du *Winnipeg Free Press*, Brian Cole, rapporte que le premier ministre a commis deux erreurs fondamentales en déclenchant une élection, la première étant d'avoir agi ainsi en dépit de la situation manitobaine, la deuxième « was a failure to identify an issue important enough to justify going to the people now. »¹²² Selon Cole, c'est surtout ce second élément qui a provoqué une si grande colère de la population. Si le PLC en avait été à sa cinquième année de mandat ou s'il existait une question urgente sur laquelle la population canadienne devait se prononcer, les Manitobains auraient alors accepté l'état de faits qui s'imposait à eux, mais tel n'était pas le cas. Le déclenchement des élections leur a cependant transmis un message clair : les politiciens étaient arrogants et insensibles à leurs besoins de lutter pour préserver leurs foyers.¹²³ Deux sondages ont été effectués durant la campagne pour savoir ce que les Manitobains pensaient de ces circonstances électorales. Le premier a été effectué du 2 au 7 mai 1997. La première question posée était la suivante : « Est-ce que la décision du gouvernement libéral d'avoir une élection pendant que le Manitoba tentait de surmonter l'inondation a eu un effet sur votre intention de vote ? »¹²⁴ Trente-trois p. 100 des votants ont répondu par l'affirmative. Ces personnes devaient alors passer à la deuxième question qui cherchait à savoir si le déclenchement des élections avait modifié leur intention de vote. Les réponses à cette question sont représentées dans le graphique suivant :

¹²² *Winnipeg Free Press*, 7 mai 1997, p. A10.

¹²³ *Ibid.*, p. A10.

¹²⁴ *Ibid.*, p. A1.



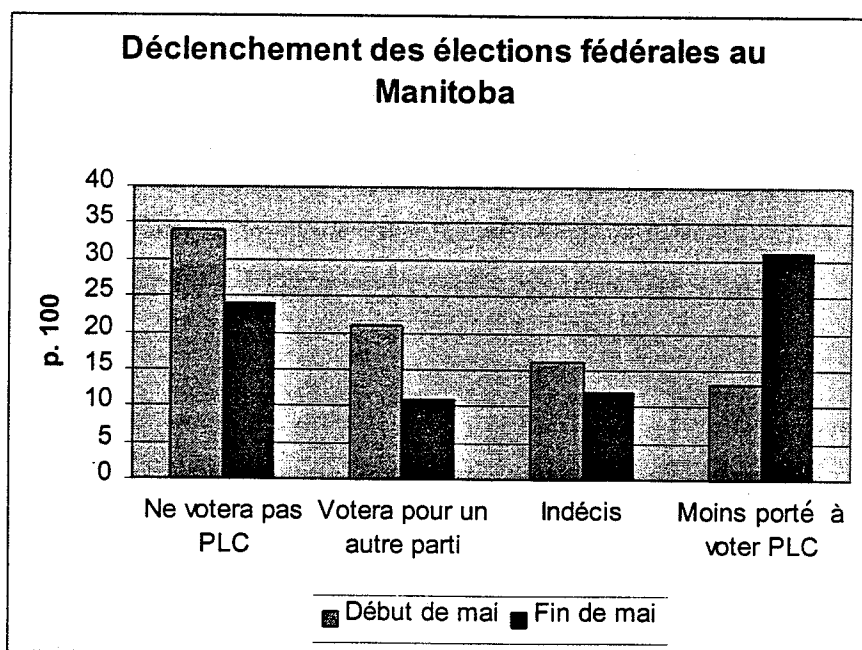
125

Parmi ceux qui ont souligné que le déclenchement des élections avait eu un impact sur leur décision, 34 p. 100 n'avaient pas, au départ, l'intention de voter pour le Parti libéral et 21 p. 100, anciennement partisans du PLC, allaient opter pour un autre parti. La population manitobaine démontrait de grandes réserves à l'égard des libéraux. Du point de vue stratégique, le PLC a estimé que plus de 11 p. 100 des électeurs manitobains ne les considéreraient plus comme une option valable le 2 juin. De plus, 7 p. 100 des électeurs manitobains, y compris les membres du PLC, ont avoué qu'ils allaient changer de parti.¹²⁶ Tous ces éléments laissent présager de sérieuses difficultés pour les libéraux, notamment dans les circonscriptions où ils menaient une lutte serrée. Il est ici intéressant de noter que

¹²⁵ *Ibid*, p. A1.

¹²⁶ Selon les calculs fournis par Probe Research.

les Winnipegois sont plus portés que les gens de la campagne à reconnaître que le déclenchement des élections a eu un impact sur leur intention de vote. Selon le sondage, 38 p. 100 des répondants winnipегоis contre 25 p. 100 des répondants ruraux ont affirmé que le minutage des élections avait eu un impact sur leur intention de vote. Un deuxième sondage, s'appuyant sur les mêmes questions, a été effectué du 21 au 23 mai 1997. Les résultats liés à la question de l'impact des élections ont été les mêmes que ceux du premier sondage : 33 p. 100 des électeurs manitobains ont affirmé que le déclenchement des élections avait eu un impact sur leur intention de vote.¹²⁷ Les résultats de la deuxième question, quant au genre d'impact que le déclenchement a eu, se présentent ainsi :



128

¹²⁷ *Winnipeg Free Press*, 30 mai 1997, p. A9.

¹²⁸ *Ibid.*, 30 mai 1997, p. A9.

Le président de la firme Probe Research, Scott MacKay, avance des remarques intéressantes au sujet des résultats du deuxième sondage. « The Liberals can take solace in the fact that the flood itself and the election call have declined dramatically as a top-of-mind election issue. »¹²⁹ Au début de la campagne, MacKay a relevé que près d'un Manitobain sur quatre était préoccupé par le déclenchement des élections; ce nombre est tombé à 3 p. 100 à la fin.¹³⁰ Ce dirigeant pense que le déclenchement des élections a perdu de son importance : au fur et à mesure que la pression liée à l'inondation retombait et que l'accalmie revenait sur Winnipeg, la colère que les gens avaient ressentie à l'égard du PLC s'amoindrissait, mais laissait place à un sentiment de cynisme envers ce parti. Peter Warren, journaliste à CJOB à Winnipeg, a affirmé que les gens du Manitoba avaient été très déçus par la politique opportuniste du gouvernement : « The attitude on the air has been one of disgust, almost 99 per cent. I think people are mad at the whole political system, starting with the Liberals and the Prime Minister. »¹³¹

Un autre élément important que le PLC aurait dû envisager avec le déclenchement des élections était la réaction des gens de l'Ouest canadien. Depuis la Confédération, ces derniers ont souvent eu le sentiment que l'on n'accordait aucune importance à leur opinion sur des questions nationales, sentiment que de nombreux politiciens provinciaux ont bien exploité.¹³² le déclenchement des élections leur a permis, une fois encore, de dénoncer le

¹²⁹ *Ibid.*, 30 mai 1997, p. A9.

¹³⁰ *Ibid.*, 30 mai 1997, p. A9.

¹³¹ *Globe & Mail*, 22 mai 1997, p. A3.

¹³² Les gouvernements provinciaux qui étaient d'une formation politique différente de celle d'Ottawa ont surtout bénéficié. Certains exemples sont les gouvernements conservateurs de Peter Lougheed en Alberta ainsi que les gouvernements créditistes de Bill Bennett et Bill Van der Zalm.

gouvernement libéral comme étant insensible à leurs besoins. Le premier ministre néo-démocrate de la Colombie-Britannique, M. Glen Clark, a critiqué Chrétien sur le minutage du déclenchement : « It is preposterous to call an election when Manitobans are involved in a desperate fight against floodwaters. »¹³³ Edward Greenspon, du journal *Globe & Mail*, a souligné, au début de mai, que le PLC tâchait de limiter au Manitoba les dégâts du déclenchement des élections : « One of the Liberals' concerns at this point is to contain the damage to only Manitoba. There have been a number of indications that some voters in other parts of Western Canada are using the Manitoba situation to show their own sense of alienation. »¹³⁴ Un autre journaliste du même quotidien a poursuivi la même idée en écrivant que « In the first week of his campaign for re-election, the Prime Minister has already managed to make westerners feel as overlooked as ever. »¹³⁵ Le déclenchement des élections, durant le désastre que vivait le Manitoba, a ravivé le sentiment d'aliénation que les gens de l'Ouest en général éprouvaient envers Ottawa, sentiment que le PLC a préféré ignorer au cours de la campagne de 1997.

3.2 Les stratégies locales

L'inondation du siècle a bouleversé les plans du Parti libéral au Manitoba : une campagne méthodique et élaborée avait été prévue; l'inondation a eu pour effet l'abandon ou la modification de tous ces plans. Les députés manitobains ont eu une tâche difficile à

¹³³ *Victoria Times-Colonist*, 28 avril 1997, p. 1.

¹³⁴ *Globe & Mail*, 2 mai 1997, p. A3.

¹³⁵ *Ibid.*, 2 mai 1997, p. A4.

accomplir, celle de suivre les directives de leur parti tout en restant sensibles aux besoins de la population s'ils voulaient être réélus.

La préparation de la campagne avait été amorcée au mois de janvier. Par exemple, dans Charleswood-Assiniboine, les listes des partisans avaient été préparées dès janvier, et inscrites dans la base de données de la circonscription; il restait désormais à recruter des bénévoles qui pouvaient prêter main forte pendant la campagne.¹³⁶ L'organisation locale est indispensable pour le recrutement et le maintien des bénévoles comme le dit Paul Herrnson, « local organization is critical to get out the vote and get volunteers. »¹³⁷ Harvard a lui aussi souligné l'importance du rôle du bénévole dans la campagne moderne. Les bénévoles permettent de diffuser le message du candidat dans tous les coins du comté¹³⁸ et font en sorte que les dépliants du parti et du candidat soient accessibles à tous les électeurs de la circonscription. Plus la base des bénévoles est grande, plus les tâches peuvent être divisées. Ceci est particulièrement important lorsqu'on utilise des appareils électroniques tels que les ordinateurs, les télécopieurs et les balayeurs qui requièrent certaines habiletés spécifiques. Certains députés, comme Reg Alcock, ont reconnu que sans l'aide de ces partisans, il n'aurait pas pu rejoindre tous ses électeurs en deux semaines.¹³⁹ David Ifody, député de la circonscription rurale de Provencher, partage les propos de ses collègues urbains. Leur formation à faire du porte à porte peut, selon certaines études, augmenter jusqu'à 10 p. 100¹⁴⁰ le nombre de votes pour un candidat.

¹³⁶ Entrevue avec le député John Harvard, 17 avril 1998.

¹³⁷ Paul S. Herrnson, *Party Campaigning in the 1980's*, Cambridge, Harvard University Press, 1980, p. 104.

¹³⁸ Entrevue avec le député David Ifody, 15 avril 1997.

¹³⁹ Entrevue avec le député Reg Alcock, 25 avril 1998.

¹⁴⁰ Anthony Gargrave et Raymond Hull, *How to Win an Election*, Toronto, MacMillan, 1979, p. 153.

L'importance du bénévole est également soulignée par deux politologues américains : « the blood and guts of a campaign is the volunteer. »¹⁴¹

Parallèlement, les partis politiques exploitent aussi les résultats de nombreux sondages afin de mettre sur pied une stratégie électorale; le caucus manitobain du PLC s'est appuyé sur ces outils dès les premiers mois de 1997 pour établir son plan de campagne.¹⁴² Lorsqu'il a été évident que l'inondation allait être d'une ampleur sans précédent, « tous les plans sont partis par la fenêtre. »¹⁴³ Les préparatifs et les renseignements recueillis méticuleusement par l'entremise des sondages ont donc perdu toute leur valeur, ce à quoi les candidats libéraux ont dû réagir rapidement. Ainsi, Alcock et Iftody ont obtenu du premier ministre la permission spéciale de s'absenter de la Chambre des communes à partir du début avril¹⁴⁴ car ils s'étaient rendu compte que leur présence physique dans leur circonscription constituait un atout publicitaire pour leur campagne. En étant proches des gens qui allaient être touchés par le désastre, ils donnaient un visage humain à la politique, un atout indispensable pendant la campagne. Quand les eaux de la rivière Rouge se sont retirées, Alcock a affirmé que lorsqu'il faisait du porte à porte, les gens l'ont remercié pour son travail pendant l'inondation,¹⁴⁵ mais n'ont pas mentionné tout ce qu'il avait accompli durant les trois années précédentes. La stratégie d'Alcock était parallèle à celle avancée par certains auteurs : « In each riding emphasize

¹⁴¹ Herbert Baus et William Ross, *Politics Battle Plan*, New York, MacMillan, 1968, p. 237.

¹⁴² *Op. Cit.*

¹⁴³ Entrevue avec le député Ron Duhamel, 7 avril 1998.

¹⁴⁴ *Winnipeg Free Press*, 24 avril 1997, p. A12.

¹⁴⁵ *Ibid.* p. A12.

¹⁴⁶ Anthony Gargrave et Raymond Hull, *How to Win an Election*, Toronto, MacMillan, 1979, p. 51.

what is most important to the voters there, don't be worried about other constituencies. »¹⁴⁶

Les députés libéraux savaient que l'inondation les plaçait dans une situation précaire : jusqu'à quel point pouvaient-ils faire campagne, défendre leur gouvernement qui venait de déclencher une élection pendant une inondation et aider les gens qui allaient être sévèrement touchés par le désastre ? Dans le *Winnipeg Free Press* du 24 avril 1997, on pouvait lire que : « The flood will also require candidates to maintain a delicate balancing act between campaigning and being labelled as insensitive for pursuing politics in the midst of a natural disaster. »¹⁴⁷ Cependant, Iftody et Alcock avaient déclaré publiquement que, pour eux, il n'y aurait pas de campagne jusqu'à ce que le danger de l'inondation soit écarté. Alcock « had already told his campaign workers and volunteers there will be no electioneering for at least the first week of the vote. »¹⁴⁸ L'image qu'on voulait transmettre était donc celle d'un politicien qui travaillait avec les sinistrés, ce qui lui permettait de créer une solidarité avec eux.

Ce qui est peut-être un peu frappant, c'est la réaction des gens qui n'étaient pas du tout menacés par les eaux. Harvard, le député de Charleswood-Assiniboine, a fait savoir au début de la campagne que les gens l'avaient trouvé ingrat d'avoir fait du porte à porte alors que la province se trouvait au milieu d'un désastre naturel :¹⁴⁹ en effet, même si ses électeurs n'étaient pas touchés directement par celui-ci, ils étaient très solidaires des gens en difficulté. Ils trouvaient cela répugnant d'être sollicités pour un vote quand des Manitobains venaient de perdre leur maison. Harvard a donc mis fin à sa campagne et est

¹⁴⁷ *Winnipeg Free Press*, 24 avril 1997, p. A12.

¹⁴⁸ *Winnipeg Free Press*, 24 avril 1997, P. A12.

¹⁴⁹ Entrevue avec le député John Harvard, 17 avril 1998.

allé remplir des sacs de sable sur Kingston Row. Ainsi, même s'il n'a pas bénéficié d'autant d'attention des médias qu'Alcock ou Iftody, les gens ne pouvaient désormais pas lui reprocher de ne pas lutter contre l'inondation. À St-Boniface, Duhamel s'est retrouvé dans une situation similaire : il ne pouvait pas faire campagne tant que les eaux de la rivière seraient hautes. Il s'est donc porté bénévole pour remplir des sacs de sable, mais son organisation a surveillé d'un oeil vigilant ce que les autres candidats dans la circonscription étaient en train de faire. Lorsqu'il a vu que quelques pancartes avaient été affichées, il en a placé lui aussi quelques-unes mais jamais plus que ses adversaires. Lorsque d'autres pancartes sont apparues, Duhamel en a placé encore d'autres.¹⁵⁰ Le but de cette stratégie était de faire en sorte que le candidat ne soit pas accusé d'avoir profité de la période de l'inondation pour faire campagne.

Une autre stratégie utilisée par le caucus manitobain du PLC a été d'établir une solidarité avec les électeurs manitobains sans aller à l'encontre des politiques de leur parti. Trois jours avant le déclenchement des élections, quatre députés libéraux, Alcock, Iftody, Duhamel et Walker, ont demandé au premier ministre «to consider delaying the election.»¹⁵¹ Le mot-clé était de 'considérer' et non de demander catégoriquement de retarder les élections dont les députés locaux, compte tenu de l'ampleur et de la magnitude du désastre, ne voulaient pas à cette période, évitant aussi un conflit politique. Le caucus s'est cependant assuré qu'Axworthy, dont la circonscription n'avait pas été touchée, n'avait pas pris part à la requête de ses collègues, car en tant que ministre, il ne devrait pas être perçu comme ayant un point de vue contraire à celui du premier ministre.

¹⁵⁰ Entrevue avec le député Ron Duhamel, 7 avril 1998.

¹⁵¹ *Winnipeg Free Press*, 25 avril 1997, p. A10.

3.3 La décision du directeur général des élections du Canada

Au début de la campagne électorale, de sérieuses questions ont été posées dans plusieurs circonscriptions manitobaines quant à la suite des événements : les eaux débordantes de la rivière Rouge et l'évacuation de plusieurs villages le long de la vallée, y compris celle de certains quartiers de Winnipeg, menaçaient la validité des élections dans ces circonscriptions. Le bureau du directeur général des élections du Canada pouvait encore suspendre les élections, à condition d'avancer des raisons valables. Selon la loi des élections fédérales, l'article 13 précise les conditions qui permettraient au directeur général de suspendre des élections : « Là où le directeur général des élections certifie en raison d'inondation, de feu ou autres désastres qu'il n'est pas pratique de mettre en oeuvre les provisions de cette loi dans des districts électoraux où une lettre officielle a été émise. »¹⁵² Si le directeur général estime qu'il n'est pas possible de maintenir une élection dans certains districts électoraux, il peut recommander au cabinet d'instaurer un délai de vote de 90 jours.¹⁵³ Il est intéressant de souligner que même si cette loi existe, elle n'a jamais été utilisée. M. Jean-Pierre Kingsley a donc dû prendre une décision par rapport à ce qui se passait au Manitoba. Il a tranché en faveur du maintien des élections, ce qui a soulevé de sérieuses questions par rapport à sa compétence. Par exemple, le bureau de Kingsley a eu la responsabilité d'établir les heures de fermeture des urnes, et plus spécifiquement les heures renversantes, afin de s'assurer que tous les bulletins de scrutin soient comptés en

¹⁵² *La loi électorale du Canada*, ministère de la Justice, 1995, p. 4.

¹⁵³ *Winnipeg Free Press*, 2 mai 1997, p. A14.

même temps.¹⁵⁴ Cependant, Kingsley a oublié que la Saskatchewan n'adhérait pas aux heures régulières; par conséquent, les urnes resteraient ouvertes 30 minutes de plus dans cette province. Lorsqu'un journaliste lui a posé une question à ce sujet, Kingsley a répondu : « The detail escaped me. »¹⁵⁵ L'inondation manitobaine a mis en lumière un autre exemple de son manque de professionnalisme. Un journaliste du *Winnipeg Free Press* a essayé de savoir ce qui arriverait si des circonscriptions étaient inondées pendant les élections, mais jusqu'au 30 avril, le bureau n'a pas offert de vraies réponses : « Although officials have promised concrete answers, they haven't delivered. Yesterday, the office was not returning the *Free Press'* phone calls. »¹⁵⁶ Les actions du bureau de Kingsley ont donc démontré que ce dernier avait sous-évalué le désastre manitobain. D'ailleurs, si le bureau n'était pas au courant qu'en Saskatchewan les heures différaient de celles des autres provinces, pouvions-nous nous attendre à ce qu'il soit capable de juger de l'ampleur d'un désastre naturel ? Toutefois, le 2 mai, Kingsley s'est rendu sur place au Manitoba pour juger l'étendue du désastre, afin de déterminer si une demande de délai pouvait être justifiée. Il a communiqué aux journalistes qu'il prenait ses responsabilités de directeur général très sérieusement et qu'il voulait s'assurer de la possibilité d'avoir des élections fédérales dans les circonscriptions touchées par l'inondation.¹⁵⁷ En hélicoptère, Kingsley a pris conscience de l'étendue de la mer Rouge : un lac de plus de 40 km de long là où, auparavant, il n'y avait qu'une rivière. À l'intérieur de cette vaste mer, des maisons, des fermes et des villages entiers avaient été submergés. Une série de villages, le long de la

¹⁵⁴ *Globe & Mail*, 2 mai 1997, p. A4.

¹⁵⁵ *Ibid.*, 2 mai 1997, p. A4.

¹⁵⁶ *Winnipeg Free Press*, 30 avril 1997, p. A7.

¹⁵⁷ *Ibid.*, 2 mai 1997, p. A14.

vallée, avait été désertées et seules des digues protégeaient les communautés. Tandis que les Manitobains luttait, Kingsley évaluait l'aspect pratique de la tenue des élections. Un journaliste a noté que « Kingsley will see a disaster area where the only time people think of an election is when they curse the timing of it. »¹⁵⁸ Par rapport à tout cela, le premier ministre Chrétien a tenu à préciser, à plusieurs reprises, que le bureau du directeur général des élections, indépendant du gouvernement, répondait au Parlement du Canada.¹⁵⁹ Chrétien a affirmé que « We have a great tradition of respect for the Chief Electoral Officer. I rely on the judgment of a completely independent official there. »¹⁶⁰ L'opinion publique a perçu ce commentaire comme une confirmation de l'indépendance et de l'impartialité du directeur général, ce qu'ont appuyé, par la suite, les conseillers du premier ministre.¹⁶¹ Leurs remarques n'avaient aucun autre but que de valider l'absence d'autorité du premier ministre sur le sujet du déclenchement des élections, conférant alors au directeur général les qualités d'officier indépendant et neutre. Pourtant, lors d'une entrevue avec le député David Iftody, cette même indépendance du bureau du directeur général a été remise en question. Iftody a souligné qu'au cours de la campagne, Chrétien, entouré de ses conseillers, l'avait appelé d'Ottawa : inquiet au sujet des sinistrés du Manitoba, il désirait savoir ce qu'il pouvait faire pour les aider et aurait ajouté : « I can overrule Kingsley if I want to. »¹⁶² Chrétien contredisait ainsi ses propres tenus plus tôt, soutenu par ces conseillers qui avaient publiquement affirmé qu'il ne pouvait annuler la décision du

¹⁵⁸ *Ibid.*, 2 mai 1997, p. A14.

¹⁵⁹ *Ibid.*, 2 mai 1997, p. A14.

¹⁶⁰ *Winnipeg Free Press*, 6 mai 1997, p. A1.

¹⁶¹ *Ibid.*, 6 mai 1997, p. A1.

¹⁶² Entrevue avec le député David Iftody, 15 avril 1998.

directeur général mais qui en privé prétendaient le contraire. Il serait bon, peut être, de préciser ici que l'étendue de l'indépendance du bureau du directeur général est limitée. Certes, Kingsley a raison lorsqu'il affirme qu'il doit répondre au parlement et non au gouvernement. Selon le bureau du directeur général, ce dernier peut être remplacé mais seulement avec l'appui de plus de deux tiers du parlement.¹⁶³ Par conséquent, tout en tenant compte de la situation manitobaine, Kingsley a rencontré les présidents des bureaux de vote des districts électoraux au Manitoba pour avoir leur point de vue. Or, ces individus avaient été nommés par le PLC et non par le parlement du Canada : « Kingsley met with his returning officers, each one picked by the current federal government which called the election. »¹⁶⁴ Par conséquent, ils ont dû faire savoir à Kingsley que le vote devrait avoir lieu, ce qui a très certainement eu un impact conséquent sur sa décision finale. Par ailleurs, l'appui du ministre local et du ministre des Affaires extérieures, Lloyd Axworthy, a très certainement joué sur la décision. Depuis le début de la campagne, Axworthy avait souligné que le vote devrait avoir lieu et qu'il était encore possible de mener une élection à terme, même si le Manitoba connaissait la pire inondation du siècle. En 1979, malgré l'inondation de cette année-là, toutes les circonscriptions manitobaines avaient voté. Cette fois-ci, selon Axworthy, les Winnipegois pouvaient s'estimer chanceux car l'énumération s'était faite plus tôt et la ville avait donc pu s'occuper parallèlement et de l'inondation et des élections. « Axworthy has been telling anyone who will listen that the election should go ahead because an earlier than usual enumeration has already given us a two-week head

¹⁶³ Lettre du bureau du directeur général du Canada, 9 mars 1999.

¹⁶⁴ *Winnipeg Free Press*, 12 mai 1998, p. A10.

start on the campaign. »¹⁶⁵ Le ministre ne s'est pas arrêté là et a précisé qu'en 1979, il avait rempli des sacs de sable durant la campagne et que cela ne l'avait pas empêché non seulement de mener sa campagne jusqu'au bout mais également de remporter la victoire. Cependant, il n'a pas insisté sur le fait qu'en 1979, sa circonscription, Winnipeg-Fort Garry, avait été grandement touchée par l'inondation, qu'il était un nouveau candidat qui se présentait aux élections fédérales, alors qu'en 1997 sa circonscription de Winnipeg South-Centre n'était pas touchée directement par l'inondation et qu'il a refusé, d'après le réseau local de CBC, de prêter main forte aux sinistrés.¹⁶⁶ Selon le journaliste Fred Cleverley du *Free Press*, Kingsley a peut-être eu une autre raison pour ne pas repousser les élections au Manitoba : si le délai avait lieu, théoriquement les libéraux auraient pu être privés de leur majorité, ce qui, d'une part, n'était pas souhaitable, mais qui, d'autre part, aurait signifié que le vote manitobain influencerait fortement la composition de la majorité. Or, « We can't let you people in Manitoba decide who will be the next government. »¹⁶⁷ La décision de Kingsley de continuer les élections dans tous les districts électoraux manitobains a été prise le 5 mai, soit trois jours après sa visite au Manitoba, ce qui a soulevé beaucoup de colère.

3.4 Les conflits avec les députés québécois

Au cours de la campagne, le *Globe & Mail* et le *Winnipeg Free Press* ont rapporté qu'un conflit avait éclaté au sein du cabinet libéral quant à l'importance de l'aide

¹⁶⁵ *Ibid.*, 12 mai, 1997, p. A10.

¹⁶⁶ 24 Hours, CBC, 30 avril 1997.

¹⁶⁷ *Ibid.*, 12 mai 1997, p. A10.

financière prévue pour les sinistrés. Le conflit a eu ses origines chez les députés libéraux du Québec qui ne voulaient pas donner l'impression à leurs élus que le gouvernement fédéral était plus généreux envers les Manitobains qu'il ne l'avait été envers les sinistrés du Saguenay en 1996 : « Ottawa must not be seen to be more generous to Manitoba than it was to Quebec in the aftermath of the Saguenay floods. »¹⁶⁸

Le ministre québécois le plus vocal a été Marcel Massé, qui a refusé qu'Axworthy annonce des projets ou la construction de structures alors que cela n'avait pas été proposé aux Saguenayiens.¹⁶⁹ Le point épineux était le rôle qu'Ottawa jouerait dans la construction des digues permanentes au Manitoba. L'aide financière ne permettrait pas qu'on construise de nouvelles structures mais qu'on remplace seulement des routes et des ponts détruits. Le gouvernement du Manitoba estimait que la construction des digues permanentes coûterait plus de 75 millions de dollars aux deux paliers de gouvernement, mais selon Massé, toutes les nouvelles structures telles que l'agrandissement des autoroutes, n'étaient pas couvertes par l'entente, et, par conséquent, ne pouvaient l'être par l'aide fédérale. En fait, les députés québécois redoutaient une réaction négative de leurs électeurs. Ils ont cité, par exemple, le fait qu'après l'inondation du Saguenay, une municipalité a voulu rebâtir un pont à deux voies pour en faire un pont à trois voies; Ottawa a dit non, prétextant qu'il ne défraierait que le coût de la construction détruite. Les Manitobains devraient donc être assujettis aux mêmes critères que les Saguenayiens,¹⁷⁰ ce à quoi Axworthy a répliqué en disant que la construction des digues permanentes limiterait

¹⁶⁸ *Globe & Mail*, 15 mai 1997, p. A5.

¹⁶⁹ *Ibid.*, 15 mai 1997, p. A5.

¹⁷⁰ *Ibid.*, 15 mai 1997, p. A5.

les dépenses fédérales liées à l'inondation suivante, catastrophe naturelle où Ottawa « ends up footing 90 per cent of the bill associated with flood damage. »¹⁷¹ Par la suite, Axworthy a fait remarquer que l'épargne réalisée par le gouvernement grâce à la construction du canal de dérivation autour de Winnipeg se chiffrait à plus de 2 milliards de dollars depuis sa construction en 1969, alors que son coût de construction n'avait atteint que 69 millions de dollars.

Ce conflit au sein du cabinet a empêché Chrétien d'annoncer, lors de sa visite le 20 mai à Winnipeg, le montant d'argent qui serait versé pour la cause. *The Globe & Mail* a rapporté que le premier ministre avait probablement avisé son cabinet qu'une aide financière supplémentaire serait accordée à la province du Manitoba, mais cette division d'opinions au sein même de son cabinet l'a empêché d'annoncer une entente globale durant sa deuxième visite au Manitoba alors qu'il a été obligé de dire «I am not here to sign a final agreement. »¹⁷²

3.5 La question de la compensation pour les sinistrés

La compensation des sinistrés a fait l'objet d'une bataille politique entre le PLC et le gouvernement conservateur de Gary Filmon, qui a voulu négocier une entente globale avant l'élection; la campagne électorale présentait, en effet, l'occasion de forcer la main des gens d'Ottawa afin d'obtenir l'argent nécessaire pour dédommager la province des dégâts causés par l'inondation. Le gouvernement fédéral, confronté à diverses opinions au sein du cabinet, n'a pas voulu dévoiler l'étendue de l'aide financière disponible afin de ne

¹⁷¹ *Ibid.*, 15 mai 1997, p. A5.

¹⁷² *Winnipeg Free Press*, 21 mai 1997, p. A1.

pas offusquer les électeurs québécois. Comme nous l'avons vu plus haut, tout cela n'avait d'autre but qu'une accusation mutuelle entre les deux paliers de gouvernement.

Le 1er mai 1997, les deux gouvernements ont signé « the Canada-Manitoba Agreement on Red River Flood Disaster Assistance. »¹⁷³ Cette entente, négociée par le ministre de la Défense nationale Doug Young, Axworthy et Filmon, a permis à la province de toucher 25 millions de dollars immédiatement pour lutter contre l'inondation. L'argent devait servir à ériger des digues, des buttes, compenser les fermiers, réparer les entreprises et gérer les eaux,¹⁷⁴ mais promettait également que d'autres subventions allaient être accordées pour qu'on puisse construire l'infrastructure nécessaire afin d'éviter un autre désastre coûteux. Lorsque Chrétien est venu à Winnipeg le 20 mai, la province s'attendait à ce que le premier ministre libéral signe une entente globale : « The province wants a detailed \$270 million aid package announced now. »¹⁷⁵ Les différents paliers de gouvernement devaient se partager également le coût. Cependant, bien que les libéraux hésitaient quant à une entente globale par crainte de retombées chez les électeurs québécois, ils réitéraient leur affirmation que les sommes allaient augmenter selon le besoin. Politiquement, ceci leur a permis de dire aux électeurs du Québec que les Manitobains n'avaient pas reçu plus que les Saguenayiens. Par ailleurs, le *Winnipeg Free Press* a obtenu auprès du greffier adjoint au Conseil privé fédéral, Ronald Bilodeau, une lettre de la province du Manitoba dans laquelle on précisait comment la somme du programme de 270 millions de dollars allait être dépensée.¹⁷⁶ La plus grande dépense,

¹⁷³ *Winnipeg Free Press*, 2 mai 1997, p. A1.

¹⁷⁴ Canada-Manitoba Agreement on Red River Flood Disaster Assistance (1997), p. 3-8.

¹⁷⁵ *Op. Cit.*, 22 mai 1997, p. A1.

¹⁷⁶ *Ibid.*, 22 mai 1997, p. A2.

chiffrée à 150 millions de dollars, était reliée à la construction de digues. Puisqu'elle était difficile à justifier politiquement, les libéraux ont décidé de s'accorder un délai avant de verser cette somme. Cependant, ils ont annoncé qu'un autre 25 millions de dollars serait injecté dans le processus d'aide aux entreprises, aux fermiers et aux organismes à but non lucratif, victimes de l'inondation. Les caractéristiques de cet apport financier n'allaient pas à l'encontre de ce que les sinistrés du Saguenay avaient reçu. Au Manitoba, les libéraux ont donc donné l'impression de verser de l'argent aux sinistrés. Seul le gouvernement provincial s'est senti frustré, car il s'est rendu compte que son temps avait été limité pour forcer la main du fédéral à signer une entente qui allait lui assurer le versement de 140 millions de dollars. Le 23 mai, presque tous les conflits entre les deux gouvernements étaient résolus ou presque; il ne restait que la question « of details of floodproofing and enhanced diking. »¹⁷⁷

En terminant, le déclenchement des élections durant 'l'inondation du siècle' ainsi que la décision du directeur général des élections de maintenir la date de celles-ci dans toutes les circonscriptions manitobaines se sont révélés, bien évidemment, très impopulaires. Par ailleurs, le caucus manitobain a dû changer sa stratégie électorale et même improviser. Toutefois, l'image du ministre Axworthy et du député Iftody distribuant des chèques de compensation aux sinistrés vers la fin de la campagne a permis aux Manitobains de se rendre compte que le fédéral ne les abandonnerait pas.

¹⁷⁷ Ibid., 24 mai 1997, p. A7.

Chapitre 4 - Les intervenants autres que les candidats

Plusieurs intervenants de poids se sont impliqués dans la campagne électorale fédérale au Manitoba, dont le premier ministre qui s'est rendu dans la province à deux reprises, le 26 avril et le 22 mai, la première visite ayant eu un impact désastreux que la seconde a tenté de récupérer. De nombreux autres ministres fédéraux sont également venus dans plusieurs circonscriptions afin de prêter main forte aux députés qui éprouvaient des difficultés. Enfin, l'appui inattendu de la mairesse de Winnipeg auprès du premier ministre et du PLC a également eu un impact sur la campagne électorale.

4.1 La visite du premier ministre

Le premier ministre Jean Chrétien est venu à deux reprises au Manitoba pour prêter main forte à la campagne libérale fédérale dans la province. Sa première visite, le 26 avril, à la veille du déclenchement des élections, a été un désastre sur le plan des relations publiques parce qu'organisée à la hâte.¹⁷⁸ Les médias régionaux, nationaux et internationaux avaient parlé de l'inondation du siècle qui s'était déroulée dans la vallée de la rivière Rouge.¹⁷⁹ Des chaînes de télévision, telles que CNN, avaient diffusé, en direct de la Fourche et à travers le monde,¹⁸⁰ des reportages sur le désastre naturel qui frappait le Manitoba et dont on parlait jusqu'à Hong Kong qui avait dépêché une de ses équipes sur les lieux.¹⁸¹ Face à cette présence médiatique et étrangère, le premier ministre s'est senti

¹⁷⁸ *Winnipeg Free Press*, 30 avril 1997, p. A3.

¹⁷⁹ *Globe & Mail*, 2 mai 1997, p. A2.

¹⁸⁰ Entrevue avec le député David Iftody, 16 avril 1998.

¹⁸¹ *Ibid*

obligé de faire acte de présence au Manitoba. Les libéraux occupaient 12 des 14 sièges manitobains à la Chambre des communes, et pour toutes ces raisons, le premier ministre ne pouvait donner l'impression de rester indifférent aux souffrances des Manitobains. Malheureusement, sa visite très courte au Manitoba, a provoqué un cirque médiatique que le Parti libéral a grandement regretté par la suite. En premier lieu, les Manitobains ont regardé Chrétien traverser des propriétés privées où des familles, des amis et des volontaires luttèrent contre la crue : voir le premier ministre du Canada accompagné de ses conseillers, de ses ministres et de ses cameramen traversant maladroitement les cours de la rue Scotia à Winnipeg était comique : « It was a spectacle to see the Prime Minister lumber across private property trying to get a glimpse of the impending disaster. »¹⁸² De plus, l'acte de voir Chrétien lancer un seul sac de sable a nui à la réputation des libéraux au Manitoba. Les jours suivants, les journalistes ont parlé du manque de tact et de respect du premier ministre envers les Manitobains : « It is insulting and unacceptable that the Prime Minister call an election during a crisis in Manitoba. It was further compounded by his token gesture of helping people out by tossing one sand bag. »¹⁸³ Même après qu'il a quitté le Manitoba, les gestes du premier ministre ont continué à susciter beaucoup d'indignation de la part de la population manitobaine. Mais la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, c'est qu'après avoir observé Jean Chrétien consacrer quelques heures à surveiller la mise en place d'un plan de protection contre la crue, après avoir ressenti de l'amertume face à son geste faussement symbolique, les Manitobains se sont réveillés le lendemain pour apprendre que des élections fédérales avaient été déclenchées! C'était trop

¹⁸² *Winnipeg Free Press*, 29 avril 1997, p. A2.

¹⁸³ *Ibid.*, p. A7.

à prendre en l'espace de quelques jours. La population a manifesté sa colère à la radio, dans les journaux et à la télévision,¹⁸⁴ soulignant le fait qu'elle devait combattre un désastre naturel comme on n'en avait jamais vu de ce siècle et que les libéraux, eux, ne pensaient qu'à gagner des élections, qui aurait pu être déclenchées jusqu'à 18 mois plus tard. Les priorités des libéraux, selon les Manitobains, semblaient être très mal placées, ce qu'a révélé un sondage, publié dans les semaines qui ont suivi la visite du premier ministre, démontrant que les libéraux avaient été durement frappés par le déclenchement des élections¹⁸⁵ : « People are quite irate at the Prime Minister and the Liberal Party as a whole. »¹⁸⁶ Il est intéressant de noter, cependant, que le député John Harvard, ne s'inquiétait pas de l'indignation populaire,¹⁸⁷ expliquant qu'il était préférable que les gens se sentent indignés au début d'une campagne électorale plutôt qu'à la fin. Dans le cas du Manitoba, les gens ne connaissaient pas l'ampleur du désastre auquel ils étaient confrontés : ils auraient préféré le savoir avant qu'une élection soit déclenchée. Les jours qui ont suivi l'annonce ont été inquiétants pour les candidats libéraux manitobains : le député Ron Duhamel a siégé sur le comité responsable d'organiser la prochaine visite du premier ministre¹⁸⁸ qui se voulait donc stratégique et qui n'avait point d'autre but que de réparer l'image du parti qui avait été grandement endommagée le 26 avril.

Le retour du premier ministre en terre manitobaine a eu lieu le 22 mai, après la crue et après que la grande incertitude des gens au sujet de la gravité de l'inondation s'était

¹⁸⁴ À la station CJOB, 80% des répondants étaient mécontents de l'appel des élections.

¹⁸⁵ *Winnipeg Free Press*, 12 mai 1997, p. A1.

¹⁸⁶ *Ibid.*, p. A2.

¹⁸⁷ Entrevue avec le député John Harvard, 4 mai 1998.

¹⁸⁸ Entrevue avec le député Ron Duhamel, 3 avril 1998.

apaisée. Les stratèges libéraux se sont assurés que les médias suivaient de près le premier ministre, que le parcours était minutieusement planifié afin qu'aucun événement spontané ne survienne.¹⁸⁹ Le premier ministre a rencontré les préfets des diverses municipalités affectées par l'inondation pour leur faire savoir que le fédéral les appuierait financièrement, tout en restant vague quant aux limites de son aide, mais la population a perçu sa présence comme une reconnaissance de l'effort des Manitobains et de sa volonté de les aider.¹⁹⁰ Le soir du 22 mai, le premier ministre est allé prêter main forte à son secrétaire parlementaire Rey Pagtakan. Plusieurs sondages ont révélé qu'il menait une campagne serrée dans le nouveau comté de Winnipeg North-St-Paul.¹⁹¹ La décision de Chrétien d'organiser un rassemblement dans le comté de Pagtakan révélait son inquiétude face à la possibilité que son secrétaire parlementaire perde son siège.¹⁹² La visite du premier ministre, véritable faveur personnelle qu'il lui faisait, a pu augmenter son appui électoral jusqu'à 5 p. 100, soit par 3 000 voix.¹⁹³

Enfin, selon un sondage réalisé vers la fin de la campagne, la colère que les Manitobains éprouvaient à l'égard du premier ministre et du Parti libéral ainsi que l'amertume ressentie face aux erreurs commises s'étaient dissipées au cours des semaines.¹⁹⁴

¹⁸⁹ *Winnipeg Free Press*, 24 mai 1997, p. A2.

¹⁹⁰ *Ibid.*, p. A2.

¹⁹¹ *Winnipeg Free Press*, 23 mai 1997, p. A5.

¹⁹² Entrevue avec le député Rey Pagtakan, 12 juin 1998.

¹⁹³ Entrevue avec le député Ron Duhamel, 4 avril 1998.

¹⁹⁴ *Winnipeg Free Press*, 3 juin 1997.

4.2 L'appui des ministres fédéraux

L'appui apporté par les divers ministres fédéraux aux candidats libéraux manitobains a été considérable, mais il est difficile d'évaluer son impact sur la campagne. Selon le député Ron Duhamel, l'appui d'un ministre dans une circonscription n'est pas particulièrement important : « Pour avoir un impact, un ministre doit venir avec quelque chose à offrir à la circonscription. Sinon, il passe inaperçu. »¹⁹⁵ Duhamel affirme que dans sa circonscription, si la ministre de l'Environnement s'y rendait, on lui accorderait peu d'attention alors que si la ministre de la Santé annonçait une subvention médicale pour l'Hôpital St-Boniface, l'annonce aurait un impact positif car les services de santé constituent une des priorités du comté. Le député de Provencher, David Iftody, est du même avis : la présence d'un ministre de taille peut donner un coup d'élan à une campagne,¹⁹⁶ mais il précise qu'il est particulièrement important que son intervention ait lieu vers la fin de la campagne et soit fortement médiatisée, notamment parce que les retombées qui en découleront pourraient convaincre les indécis à voter du côté du ministre, surtout s'il fait l'éloge du candidat local.

Durant la campagne fédérale, six ministres fédéraux ont fait campagne au Manitoba : Paul Martin, ministre des Finances; Doug Young, ministre de la Défense; Ralph Goodale, ministre de l'Agriculture; Allan Rock, ministre de la Justice; John Manley, ministre de l'Industrie et Lloyd Axworthy, ministre des Affaires étrangères.¹⁹⁷ La première visite fut

¹⁹⁵ *Op. cit.*

¹⁹⁶ Entrevue avec le député David Iftody, 16 avril 1998.

¹⁹⁷ *Winnipeg Free Press*, 1 juin 1997, p. A3.

celle du ministre Doug Young qui appuyait le candidat Glen McKinnon dans le comté Brandon-Souris.¹⁹⁸ Les sondages démontraient que celui-ci connaissait des difficultés avec le candidat conservateur et maire de Brandon. L'appui de Young a été stratégique car, en tant que ministre de la Défense, il était en mesure de donner des subventions pour la Base des forces canadiennes (BFC) à Shilo, même si, lorsqu'interrogé par un journaliste, Young a répondu : « I'm not here for that. I am here to support my good friend Glen McKinnon. »¹⁹⁹ Ces propos, quoique justes et honnêtes, n'ont pas aidé McKinnon dont la campagne aurait bénéficié d'un appui important, un appui que Young aurait pu donner en faisant une annonce importante. En refusant de le faire, le ministre a provoqué des doutes chez les électeurs quant à la raison de sa visite.

Le ministre de l'agriculture, Ralph Goodale, a décidé lui aussi de prêter main forte au candidat de Selkirk-Interlake, Jon Gerrard, pris dans une lutte serrée avec les candidats du Parti réformiste et du NPD. Dans sa campagne, Gerrard voulait insister sur la base agricole de la circonscription, ce qu'accentuait la présence du ministre de l'Agriculture. Goodale a accompagné Gerrard à Stonewall, Teulon et Selkirk,²⁰⁰ répondant aux questions des fermiers, et a signalé les réalisations du gouvernement fédéral au cours du dernier mandat, insistant sur le fait que leur député était aussi ministre au sein du cabinet fédéral et que son élection ne pouvait qu'être à leur avantage. Cependant, comme dans le cas de Young-McKinnon, aucune annonce majeure touchant les préoccupations des électeurs n'a été faite. Les fermiers reconnaissaient les efforts antérieurs du ministre de l'Agriculture

¹⁹⁸ *Brandon Sun*, 27 mai 1997, p. A1.

¹⁹⁹ *Ibid.*, p. A1.

²⁰⁰ *Stonewall Argus*, 28 mai 1997, p. 1.

mais s'intéressaient surtout à savoir quels gestes le premier ministre allait poser après les élections. Cette absence d'annonce conséquente n'a pas joué en faveur de Gerrard et sa perte de moins par 80 votes en a témoigné.

Même si la circonscription de Winnipeg-Centre est reconnue pour son agressivité, le ministre de la Justice Allan Rock est venu soutenir le candidat libéral David Walker, et surtout réitérer les avantages de son projet de loi sur le contrôle des armes à feu,²⁰¹ projet populaire à Winnipeg, notamment au centre-ville où une forte proportion des actes criminels ont lieu. Par ailleurs, Rock a annoncé la mise sur pied de programmes pour encourager les jeunes autochtones à ne pas se joindre à des 'gangs'. Cependant, bien que son intervention se soit révélée appropriée et bénéfique à la campagne de Walker, elle n'a pas eu le poids espéré dans le contexte d'autres facteurs tels la composition socio-économique et la tradition électorale de la circonscription.

Puis, ce fut au tour du ministre de l'Industrie, John Manley, de venir soutenir Rey Pagtakhan. Les sondages démontraient que Pagtakhan aurait de la difficulté à remporter la victoire. « For the second time in a week, a senior government member flew in to give Pagtakhan's campaign a boost. »²⁰² En tant que ministre de l'Industrie, Manley a annoncé que son gouvernement avait pour objectif d'installer l'Internet dans toutes les écoles canadiennes avant la fin de l'année 1998 et qu'il subventionnerait plusieurs projets à cet effet. Ainsi, il rejoignait la jeunesse, une partie de l'électorat à qui la technologie est souvent associée.

²⁰¹ *Winnipeg Free Press*, 29 mai 1997, p. A.

²⁰² *Winnipeg Free Press*, 23 mai 1997, p.A9.

Le député de Provencher, David Iftody, a été, quant à lui, très heureux d'accueillir l'homme fort du gouvernement Chrétien, le ministre des Finances, Paul Martin. Ces dernières années, peu de ministres ont obtenu le respect de la communauté internationale et nationale comme le ministre Martin.²⁰³ Son budget, chaque printemps, annonce une réduction substantielle du déficit national. Il réussit cela en exigeant que tous les secteurs de la population canadienne contribuent à la réduction du déficit. Le résultat est que le déficit était passé de 42 milliards à 17 milliards de dollars en 1995 et le ministre s'était engagé à le réduire à 0 en deux ans. Provencher est une circonscription conservatrice du point de vue fiscal et les petites entreprises et les fermes dominent le paysage. Le fait que le ministre des Finances se soit déplacé pour venir apporter officiellement son appui à Iftody dans sa circonscription démontre de ce que les journaux en milieu rural²⁰⁴ et winnipegois²⁰⁵ ont rapporté lors de la visite du ministre. Le journal *Le Carillon* a rapporté l'importance d'avoir un ministre prestigieux afin de donner un coup d'élan à la campagne d'Iftody.²⁰⁶

Cette campagne électorale a également été marquée par la participation du ministre des Affaires étrangères, Lloyd Axworthy, notamment parce qu'il est également à la télévision d'une circonscription winnipegoise. Son leadership était en évidence lors des négociations liées à la compensation que les Manitobains recevraient suite à l'inondation du siècle, et il n'a pas négligé de souligner les programmes sociaux partagés que le fédéral et la province menaient conjointement et les avantages d'avoir un député qui serait du côté

²⁰³ *Winnipeg Free Press*, 20 mai 1997, p.A2.

²⁰⁴ *The Carillon*, 28 mai 1997, p. 4.

²⁰⁵ *Winnipeg Free Press*, 28 mai 1997, p.A4.

²⁰⁶ *Op. cit.*, p. A4.

du gouvernement plutôt que de celui de l'opposition,²⁰⁷ cependant, le plus grand impact qu'Axworthy ait eu s'est produit quelques jours avant les élections alors qu'en compagnie du député David Iftody, il s'est rendu dans le village de Sainte-Agathe. Là, les deux hommes ont distribué les premiers chèques de compensation de l'inondation²⁰⁸. Cette image de deux politiciens distribuant de l'argent à une population ravagée par les effets de l'inondation a eu un impact, car les électeurs ont enfin vu les libéraux comme des politiciens qui s'intéressaient au sort des victimes du désastre.²⁰⁹ Avec ce geste, Axworthy et Iftody ont réussi à renverser l'image désastreuse des libéraux que le premier ministre avait laissée lors de sa première visite. D'ailleurs, la victoire d'Iftody atteste du fait que les électeurs de Provencher ont vu ces gestes très positivement.

Cependant, il est intéressant de souligner que les députés libéraux du Manitoba qui avaient une forte avance dans les sondages n'ont pas bénéficié de la visite d'un ministre. Les députés Reg Alcock, Ron Duhamel, Lloyd Axworthy et John Harvard ont mené leur campagne sans intervention directe du premier ministre ou d'un ministre fédéral, ce qui confirme que les ministres sont souvent priés d'intervenir dans les circonscriptions où la lutte est serrée.

4.3 Effets de l'intervention de la mairesse de Winnipeg

L'appui que la mairesse de Winnipeg, Mme Susan Thompson, a apporté au premier ministre ainsi qu'au PLC au cours de la campagne électorale, était complètement inattendu

²⁰⁷ *Winnipeg Free Press*, 30 mai 1997, p. A6.

²⁰⁸ *Ibid.*, p. A6.

²⁰⁹ *Ibid.*, p. A6.

et s'est avéré très bénéfique pour les libéraux. En effet, par la deuxième visite de Chrétien, les libéraux ont tâché de contrecarrer les conséquences liées au lancement du sac de sable²¹⁰. Vers la fin mai, plusieurs circonscriptions libérales paraissaient quelque peu vulnérables à cause des difficultés que le parti avait rencontrées au cours de l'inondation²¹¹. Lors d'une conférence de presse avec le premier ministre, le 20 mai, la mairesse a déclaré : « We would not have survived without the military. »²¹² Or, la conférence de presse se portait surtout sur la cause des sinistrés et la compensation offerte par les divers paliers du gouvernement. La déclaration de la mairesse semblait donc avoir été parachutée afin de réparer la réputation du premier ministre et du Parti libéral et de tenter de faire oublier 'l'incident du sac de sable'. C'est pourquoi plusieurs députés libéraux ont eu à répondre à la question suivante : « Existait-il une entente entre le premier ministre et la mairesse pour qu'elle ait fait une telle déclaration le 20 mai 1997 ? » La plupart des députés ont nié qu'une telle entente puisse avoir existé. John Harvard a même ajouté : « I've never heard anything regarding a deal between Mayor Susan Thompson and the Prime Minister », ²¹³ propos que Ron Duhamel et David Iftody ont tous deux confirmés, ce dernier affirmant : « I was never aware if a deal between the mayor and the Prime Minister had ever been made. »²¹⁴ Cependant, Duhamel a reconnu que la déclaration de Thompson avait bénéficié au parti et le fait qu'elle soit venue aider le parti au Manitoba

²¹⁰ *Winnipeg Free Press*, 22 mai 1997, p. A2.

²¹¹ *Ibid.*, p. A2.

²¹² *Ibid.*, 21 mai 1997.

²¹³ Entrevue avec le député John Harvard, 4 mai 1998.

²¹⁴ Entrevue avec le député David Iftody, 16 avril 1998.

pendant une période difficile n'a pas été oublié par le premier ministre. Duhamel a ajouté que les faveurs politiques sont souvent récompensées.²¹⁵

Sur le plan médiatique et populaire, la déclaration de la mairesse a été largement oubliée jusqu'à ce qu'elle s'apprête à annoncer qu'elle ne se présenterait pas en tant que candidate aux élections de 1998. Paul Samyn, journaliste au *Winnipeg Free Press*, a rapporté que « Thompson has a federal patronage position in January »²¹⁶. Il a également précisé que Thompson avait exprimé à plusieurs reprises son désir d'occuper un poste fédéral « that would take advantage of her skills as a goodwill ambassador. »²¹⁷ Samyn a découvert qu'au mois de janvier 1998, le premier ministre Chrétien a promis à Thompson un poste de représentant commercial à Minneapolis. A cette période, toutes les vérifications de sécurité avaient été effectuées,²¹⁸ ce qui sous-entend que le processus avait déjà été amorcé à l'automne 1997. Un autre journaliste du *Winnipeg Free Press*, David O'Brien, a tenté d'expliquer la raison d'être de la générosité du premier ministre : « Thompson's support of the Chrétien Liberals during last year's flood has not gone unnoticed by the Prime Minister's Office. »²¹⁹ Le fait que les membres du bureau du premier ministre aient reconnu l'effort de la mairesse était critique, car ce sont eux qui sont grandement responsables des nominations de patronage.²²⁰ O'Brien note aussi que certains députés libéraux étaient conscients de l'ambition de la mairesse. Lloyd Axworthy, le

²¹⁵ Entrevue avec le député Ron Duhamel, 4 avril 1998.

²¹⁶ *Winnipeg Free Press*, 23 avril 1998, p. A1

²¹⁷ Ibid

²¹⁸ Ibid

²¹⁹ Ibid

²²⁰ Ibid

député manitobain avec le plus d'ancienneté, a déclaré : « Susan has mentioned it (the Minneapolis posting) to me and I have taken consideration of it. »²²¹ Cependant, il est possible que les autres députés absents du cabinet fédéral n'aient pas été au courant des aspirations de la mairesse.

A mesure que le temps passait, d'autres détails sont venus émousser l'histoire. Ainsi, la journaliste Kim Guttormson a écrit que le poste à Minneapolis n'était pas disponible avant une autre année : « the diplomatic posting Thompson had been eyeing in Minneapolis wouldn't be available for another year. »²²² Elle a également précisé que les libéraux n'avaient pas voulu faire de la nomination de Thompson un cas de patronage. En attendant une autre année, l'histoire allait se dissiper et la nomination allait se faire plus clandestinement.²²³ Mais, il ne faut pas oublier que la mairesse est avant tout une politicienne, qui a toujours maintenu qu'elle n'occuperait le poste de mairesse de Winnipeg que pendant deux mandats, le deuxième prenant fin en octobre 1998. Sa déclaration en faveur du PLC, le 20 mai 1997, lui a donné la possibilité d'embrasser une autre carrière après celle qu'elle a occupée sur la scène politique.

En conclusion, on peut déduire de ce va-et-vient ministériel que certaines visites ont été fructueuses et d'autres moins. Il faut bien reconnaître que dans certains cas, elles ont permis à certains députés libéraux de conserver leurs sièges comme dans le cas d'Iftody et de Pagtakhan. Dans le cas du premier ministre, il a fallu s'assurer que la deuxième visite au Manitoba, celle du 22 mai, se déroulerait un peu mieux et qu'elle effacerait les

²²¹ *Winnipeg Free Press*, 23 avril 1998, p.A1.

²²² *Winnipeg Free Press*, 24 avril 1998, p.A2.

²²³ Ibid

conséquences désastreuses de la première, sévèrement critiquée par la population manitobaine. Enfin, l'appui de la mairesse de Winnipeg était un geste bien calculé afin de lui permettre d'obtenir le poste de représentant commercial à Minneapolis.

Chapitre 5 - Les préoccupations électorales au Manitoba

Au cours de la campagne fédérale, les Manitobains ont eu l'esprit préoccupé par certains sujets clés dont un taux de chômage relativement élevé dans plusieurs circonscriptions, et, durant les deux dernières semaines de la campagne, le thème de l'unité nationale. Par ailleurs, les compressions budgétaires dans le domaine de la santé et la réduction des transferts du fédéral à la province en matière de santé constituaient un autre sujet d'inquiétude. La loi C-68 sur le contrôle des armes à feu a, quant à elle, suscité beaucoup de colère, surtout en milieu rural, de la part des fermiers et des chasseurs.

5.1 La création d'emploi

La création d'emploi restait un thème clé pour les libéraux qui, lors de leur premier mandat, avaient attaché beaucoup d'importance à l'idée de remettre le Canada au travail. Le livre rouge I soulignait une dépense de plus d'un milliard sur des projets d'infrastructure dont le but principal était de stimuler l'économie.²²⁴ Au niveau politique, cette approche keynésienne avait porté fruit et s'était traduite par un vote populaire massif. Durant la campagne de 1997, aucune dépense d'infrastructure n'avait été annoncée dans le livre rouge II; cependant, les libéraux devaient maintenir un équilibre entre la création d'emploi et la réduction du déficit.

À l'échelle nationale, selon Statistique Canada, plus de 350 000 emplois ont été créés entre 1993 et 1997²²⁵ et ce, au cours du premier mandat des libéraux. Savoir jusqu'à quel point cette croissance économique peut leur être imputable n'est pas chose facile,

²²⁴ Le livre rouge(1993), « Créer de l'opportunité : le plan libéral », *Parti libéral du Canada*, 1993, p. 28.

²²⁵ Statistique Canada, *SCISC*, Ottawa, 1998, p. 26.

mais le pas est vite franchi par certains électeurs qui concluent que les libéraux ont honoré leur promesse. Le député de Winnipeg North-St-Paul, Dr Rey Pagtakhan, a affirmé que tout cela a conféré une légitimité au parti en matière de création d'emplois.²²⁶ Malheureusement, cette perception s'est opposée, durant la campagne 1997, aux données de Statistique Canada qui révélaient un taux de chômage national en hausse de 0,3 p. 100 au mois d'avril,²²⁷ malgré la création de 33 000 nouveaux emplois.²²⁸ Le problème était que les libéraux étaient victimes de leur propre succès : plus l'économie offrait d'emplois, plus les gens cherchaient à en obtenir un. Ainsi donc, au mois d'avril, aux 30 000 postes ouverts s'opposaient près de 80 000 demandeurs d'emploi.²²⁹ Ce détail n'est pas passé inaperçu des médias, ce dont ont témoigné les manchettes du *Winnipeg Free Press* : « Rise in jobless figures hits Liberal campaign »²³⁰ et « Jobless rate grabs spotlight ».²³¹ Le quotidien a également rapporté que le premier ministre avait été interrompu au cours de la journée du 9 mai par des manifestants à Terre-Neuve, une province durement touchée par le chômage.²³² Même si la déclaration des libéraux démontrait qu'il y avait eu création d'emplois au courant de leur premier mandat, les électeurs ne se souvenaient que de cette augmentation de chômage qui touchait l'ensemble du pays.

Quant au Manitoba, un phénomène intéressant s'y est produit par rapport au reste du Canada. Alors qu'au niveau national, le taux de chômage avait augmenté de 0,3 p. 100, au

²²⁶ Entrevue avec le député Dr Rey Pagtakhan, 26 mai 1998.

²²⁷ Statistique Canada, *SCISC*, Ottawa, 1998, p. 42.

²²⁸ *Ibid.*, p. 11.

²²⁹ *Ibid.*, p. 12.

²³⁰ *Winnipeg Free Press*, 10 mai 1998, p. A1.

²³¹ *Ibid.*, p. C7.

²³² *Ibid.*, p. C7.

Manitoba, il avait diminué de 0,4 p. 100 pour atteindre 6,6 p. 100,²³³ soit une différence de 3 p. 100 entre le Manitoba et le Canada. Proportionnellement, le Manitoba comptait 33 p. 100 de moins de chômeurs que le reste du pays. De plus, la province avait généré 2 000 des 33 000 nouveaux emplois du mois d'avril, ce qui signifie que le Manitoba produisait 6,1 p. 100 des nouveaux emplois dans tout le Canada même si sa population représentait seulement 3,3 p. 100 de la population canadienne.²³⁴ Cependant, cette situation économique n'était pas équitablement répartie dans toute la province. Les villes de Winnipeg et de Brandon connaissaient des taux de chômage légèrement plus faibles que la moyenne provinciale tandis que des circonscriptions comme Selkirk-Interlake, dont le taux de chômage atteignait jusqu'à 24 p. 100 ou certaines parties de Churchill qui, malgré la présence de villes industrielles telles que Flin Flon, au Pas et Thompson, connaissaient un taux de chômage de près de 40 p. 100.²³⁵ Ce n'est donc pas par hasard que ces deux circonscriptions, touchées par le chômage et dirigées par des députés libéraux élus en 1993, aient rejeté ce même parti en 1997. Indépendamment de tout cela, les électeurs manitobains, selon un sondage effectué au début de la campagne et avant la publication du taux de chômage, ont affirmé qu'ils préféraient les libéraux aux autres partis en matière de création d'emploi et de gestion de l'économie, ce qu'a confirmé le journaliste Stevens Wild : « Manitobans believe the Liberals are the party most capable of managing the economy. »²³⁶ Deux fois plus de Manitobains ont cru que les libéraux représentaient le

²³³ Statistique Canada, *SCISC*, Ottawa, 1998, p. 54.

²³⁴ Calcul effectué en se servant d'une population de 1 million pour le Manitoba et de 30 millions pour le Canada.

²³⁵ Statistique Canada, *SCISC*, Ottawa, 1998, p. 59.

²³⁶ *Winnipeg Free Press*, 14 mai 1997, p. A12.

meilleur parti en matière de création d'emplois. Les réponses à la question en pourcentage sont les suivantes :

PLC	31 %	
PCC	15 %	
NPD	14 %	
Reform	12 %	
Indécis	23 %	²³⁷

Le PLC jouissait d'un appui particulièrement fort dans les régions où le taux de chômage était faible, comme dans le cas de la ville de Winnipeg, à l'exception cependant du quartier nord-est qui faisait plutôt confiance au NPD sur le plan économique : « respondents in north-eastern Winnipeg had more confidence in the NDP, with 30 per cent favouring the New Democrats and 26 per cent favouring the Grits for managing the economy. »²³⁸ Le sondage soulignait également que la confiance des électeurs envers le PLC était étroitement reliée au niveau d'éducation ainsi qu'au niveau de revenu familial de ceux-ci : « confidence in the Liberals increased with level of education and level of family income. »²³⁹ Les familles ayant un revenu de moins de 29 500 \$ mettaient sur un pied d'égalité le PLC et le NPD en ce qui concerne la gestion de l'économie; tandis que celles qui gagnaient plus de 60 000 \$ votait à 43 p. 100 en faveur du PLC et n'accordaient que 12 p. 100 des voix au NPD.²⁴⁰ Ces données sont conséquentes car ce sont ceux qui ont le plus

²³⁷ Ibid., 14 mai 1997, p. A12.

²³⁸ Ibid., 14 mai 1997, p. A12.

²³⁹ Ibid., 14 mai 1997, p. A12.

²⁴⁰ Ibid., 14 mai 1997, p. A12.

d'instruction qui connaissent le taux de chômage le plus faible; ceux qui travaillent le plus ont également les revenus familiaux les plus élevés.

Selon le journaliste Paul Samyn du *Winnipeg Free Press*, il n'y avait aucun doute quant au fait que les électeurs manitobains et canadiens se préoccupaient principalement de la création d'emplois : « Manitobans' and Canadians' primary concern is jobs. »²⁴¹ Selon Probe Research, vers la fin de la campagne, 57 p. 100 des électeurs manitobains affirmaient que la situation du travail constituait leur préoccupation numéro 1 sur leur liste électorale.²⁴²

5.2 L'unité nationale

Alors que l'unité nationale était loin d'être une préoccupation manitobaine en début de campagne électorale, au fur et à mesure que celle-ci se déroulait, les sentiments ont changé dramatiquement : « National unity has become one of the top three concerns of Manitoba voters. »²⁴³ Comment un tel reversement de situation s'explique-t-il?

Au début de la campagne, seulement 11 p. 100 des Manitobains se souciaient de l'unité nationale;²⁴⁴ vers la fin de la campagne, ce chiffre a augmenté de 100 p. 100 pour atteindre 22 p. 100.²⁴⁵ Au début et à la fin du mois de mai, Probe Research a effectué un sondage à ce sujet dont la question posée aux électeurs était la suivante : « Oubliez un moment pour qui vous allez voter aux élections fédérales. Lequel des partis fédéraux,

²⁴¹ *Winnipeg Free Press*, 29 mai 1998, p. A9.

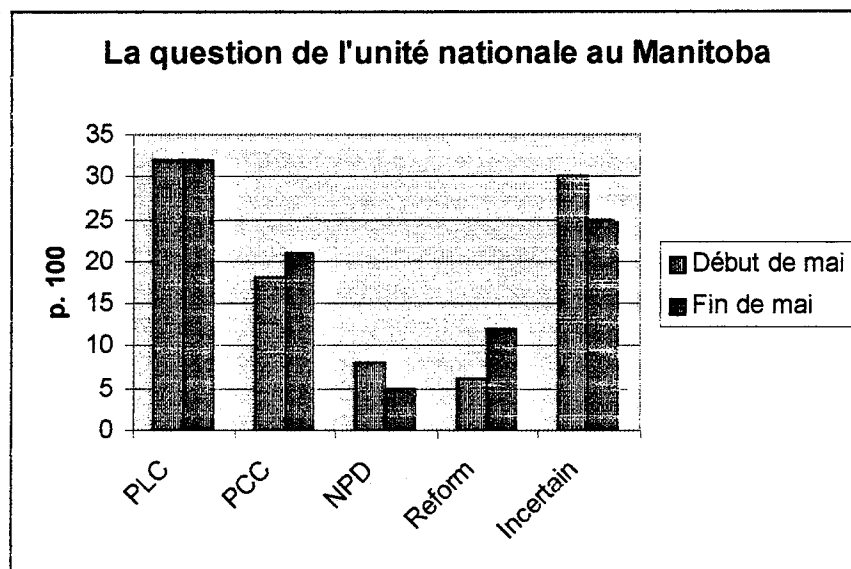
²⁴² *Ibid.*, 29 mai 1997, p. A9.

²⁴³ *Ibid.*, 20 mai 1997, p. A9.

²⁴⁴ *Probe Research*, 9 mai 1997, p. 2.

²⁴⁵ *Winnipeg Free Press*, 29 mai 1997, p. A9.

selon vous, serait le plus efficace quant à la question de l'unité nationale et de l'avenir du Québec ? »²⁴⁶ Voici les résultats des deux sondages :



247

Pourquoi ce retournement de situation dans une province qui avait subi sa pire inondation depuis plus d'un siècle ? La réponse à cette question revêt de multiples facettes. En premier lieu, le débat anglais des chefs de partis, diffusé le 15 mai, a permis au dirigeant du Parti réformiste, Preston Manning, de préciser sa position quant à l'unité nationale. Jusqu'alors, aucun parti n'avait discuté du sujet et Manning y a vu là l'occasion d'augmenter sa cote de popularité auprès des électeurs. En fait, son intention était de rejeter le statut distinct du Québec et de déclarer l'égalité de toutes les provinces : « I reject special status for Quebec and would allow all provinces equal authority over

²⁴⁶ *Op. cit.* p. 2.

²⁴⁷ *Probe Research*, 9 mai 1997, p. 2.

language, culture and other powers. »²⁴⁸ C'est cette idée d'égalité de toutes les provinces qui a séduit les électeurs du Manitoba et de l'Ouest canadien. Il est ironique de constater que la position du Parti réformiste était semblable à celle du PLC au cours des années de Pierre Trudeau. Jean Chrétien, alors ministre de la Justice, défendait cette position : celui-ci voulait l'égalité de toutes les provinces et s'insurgeait contre le fait que l'une d'elle puisse réclamer un statut spécial, y inclus le Québec, étiquette qui reviendrait à dire qu'une province est trop faible pour faire concurrence aux autres en matière d'économie ou de culture.²⁴⁹ Ce concept d'égalité, qui est fondamentalement libéral, a été appuyé par Chrétien et le PLC même après le départ de Trudeau.

En second lieu, la question de l'unité nationale a été le talon d'Achille des libéraux. Le parti savait que sa stratégie, lors du référendum de 1995, avait presque divisé le pays; il a donc voulu éviter le sujet. Le journaliste David Kuxhaus a donc fait le constat suivant : « the governing Liberals have been trying to dodge the contentious issue of national unity. »²⁵⁰ Le Parti réformiste, de son côté, a adopté la stratégie inverse et déployé toute son énergie pour placer la question au centre de sa stratégie électorale, ce dont ont témoigné les annonces publicitaires et les discours de Manning lors des dernières semaines de la campagne : « Reform leader Preston Manning has made unity a cornerstone of his campaign speeches. »²⁵¹ Conformément à ce qui précède, le président de Probe Research, Scott MacKay, a noté que l'intérêt accordé par les Manitobains à la question de l'unité

²⁴⁸ *Winnipeg Free Press*, 29 mai 1997, p. A8.

²⁴⁹ Pierre Trudeau, *Le fédéralisme et le canadien-français*, Montréal, Jour, p. 24.

²⁵⁰ *Op.cit.*, 29 mai 1997, p. A8.

²⁵¹ *Winnipeg Free Press*, 29 mai 1997, p. A8.

nationale avait doublé²⁵² et par la même renforcé la position du Parti réformiste : «concern with the national unity issue has doubled in two weeks and the popularity of the Reform party has risen in Manitoba over the same period.»²⁵³ Certes, un lien existe entre les deux. MacKay affirme que l'appui populiste de Reform et son optique de l'égalité des provinces touchent le coeur des Manitobains et des gens de l'Ouest.

En dernier lieu, le professeur D.N. Sprague de l'Université du Manitoba décrit le débat sur l'unité nationale comme étant empreint d'un style paranoïaque de la politique, car ce thème joue sur l'image du chef de parti ainsi que sur celle de son parti, et cible un ennemi précis qui, sauf dans le cas du Parti réformiste, est le Bloc québécois. Du fait qu'il existe cette lutte entre deux idées diamétralement opposées, la raison n'a pas eu l'occasion de refaire surface.²⁵⁴ Ce style de politique, plus courant pendant des temps d'incertitude ou de crise, engendre des attitudes malsaines, «stimulate the exposed nerve of rivalry based on race, colour, religion, region or language and they unleash antagonisms that have no limit.»²⁵⁵ À des fins stratégiques, le Parti réformiste a voulu faire revivre les peurs que les Manitobains ainsi que tous les Canadiens avaient connues au cours du référendum deux années auparavant. En faisant appel à leur sens du patriotisme, ce parti a essayé de démontrer que les séparatistes étaient ceux qui voulaient fracturer le pays et détruire le rêve canadien : les gens de l'Ouest ont donc perçu le Bloc ainsi que le Québec comme une force centralisatrice ayant exploité l'Ouest canadien depuis le début de la Confédération. D'ailleurs, le professeur Sprague affirme que les électeurs «have a profound sense of

²⁵² *Ibid.*, 29 mai 1997, p. A2.

²⁵³ *Ibid.*, 29 mai 1997, p. A8.

²⁵⁴ *Winnipeg Free Press*, 30 mai 1997, p. A12.

²⁵⁵ *Ibid.*, 30 mai 1997, p. A12.

hopelessness and powerlessness. »²⁵⁶ et, qu'ils soient manitobains ou canadiens, ont eu le sentiment qu'ils n'avaient aucun contrôle sur leur province ou leur pays. Ainsi, certains événements ont eu lieu sans qu'ils aient été capables d'en modifier le cours ou même de les changer. Par conséquent, ils ont décidé qu'aucun groupe, qu'il soit ethnique ou linguistique, ne pourrait avoir plus de droits qu'eux. C'est la raison pour laquelle l'idée de statut spécial pour une province a profondément déçu certains électeurs, car elle s'opposait à la notion d'égalité des groupes. Donc, il fallait qu'aucun groupe ne reçoive de privilèges. Selon Sprague, le Parti réformiste a joué sur ce sentiment au Manitoba, et en a récolté les bénéfices en triplant son nombre de sièges dans la province.

5.3 La santé

La santé constitue un autre sujet d'inquiétude des électeurs manitobains, car depuis de nombreuses années, ceux-ci ont vu le nombre de lits d'hôpitaux ainsi que celui de postes d'infirmières et d'aides-infirmières diminuer. Le gouvernement provincial a expliqué qu'il avait été obligé d'effectuer ces compressions en raison des coupures de transfert de fonds moins importants provenant du gouvernement fédéral. Cependant, lorsque les Manitobains se sont rendu compte que les principes de l'universalité des soins de santé allaient être remis en question et qu'ils allaient devoir payer pour des soins dont ils auraient besoin, ils se sont alarmés. Le député Rey Pagtakhan a exprimé leurs sentiments ainsi : « People were concerned with what was happening with Medicare and its future in Canada. »²⁵⁷ Qu'allait-il arriver aux plus âgés quand ils requerraient de plus en

²⁵⁶ Ibid., 30 mai 1997, p. A12.

²⁵⁷ Entrevue avec le député Dr Rey Pagtakhan, 26 mai 1998.

plus de soins ? Le système qu'ils avaient connu toute leur vie allait-il s'effriter et les laisser supporter seuls le plein fardeau financier occasionné par ces soins ?

Ces questions nécessitaient des réponses quant à l'engagement du gouvernement libéral envers l'universalité des soins de santé. Bien que ce principe ait été reproduit à partir du modèle néo-démocrate de la Saskatchewan, ce sont les libéraux qui l'ont adopté au niveau fédéral.²⁵⁸ Or, lors de leur premier mandat en 1993, les libéraux ont laissé entendre que le système de santé devait changer, et ils y ont apporté quelques modifications, continuant ainsi le processus déjà entamé par le gouvernement conservateur de Brian Mulroney. Ainsi, d'après Frances Russell du *Winnipeg Free Press*, «The Liberals have reduced the federal presence in the key fields of health, post-secondary education and social policy by another \$7 billion on top of the cumulative \$97 billion in cuts by the end of the century implemented by the Tories.»²⁵⁹ Par ailleurs, la loi C-91, qui consiste à défendre le prix élevé des médicaments prescrits sur ordonnance, constituait un autre cheval de bataille des libéraux qui s'y étaient opposés avec acharnement lorsque le projet avait été présenté à la Chambre des communes par le gouvernement conservateur : «the Liberals bitterly fought the 20-year monopoly when it was introduced by the former Conservative administration.»²⁶⁰ En défendant les compagnies pharmaceutiques, les libéraux ont fait en sorte que le prix des médicaments reste élevé, compte tenu de la position de monopole de ces sociétés. L'importance accordée au prix des médicaments est de taille puisque les drogues, obtenues avec et sans ordonnance, sont, dans notre système

²⁵⁸ *Loi canadienne sur la santé*, département de la santé, 1968, p. 14.

²⁵⁹ *Winnipeg Free Press*, 28 avril 1997, p. A10.

²⁶⁰ *Ibid.*, 28 avril 1997, p. A10.

de santé, les seuls éléments lucratifs dont le pourcentage au sein du budget de la santé augmente. Selon Russell, « Almost everything else, from hospitals and doctors to public health and home care, has either remained stagnant or decreased in terms of its proportion of the health budget between 1975 and 1994. »²⁶¹ Le prix des médicaments consommés, caractérisés par une augmentation de 44 p. 100 ces 20 dernières années, constitue une portion du budget qui est passée de 8,8 p. 100 à 12,7 p. 100, alors que les coûts associés aux hôpitaux ont été réduits de plus de 17 p. 100 et sont passés de 44,9 p. 100 à 37,2 p. 100 quant à la proportion du budget représentée.²⁶² Cette loi, présentée par les conservateurs et maintenue par les libéraux, permet aux compagnies pharmaceutiques, telles que Bristol-Myers-Squibb, Pfizer et Merck, de réaliser de très bons profits au Canada.²⁶³ L'établissement d'un monopole de 20 ans fait en sorte que l'argent des contribuables « diverts scarce taxpayers' dollars from all other aspects of medicare and funnel them into the pocket of multinational drug companies already enjoying some of the highest profit margins in the corporate world. »²⁶⁴

Par conséquent, les libéraux savaient qu'ils étaient vulnérables dans le domaine de la santé et que le NPD, surtout au Manitoba, leur ferait concurrence, ce qui a inmanquablement eu lieu lors des élections provinciales, pendant lesquelles le NPD a consacré une grande partie de sa stratégie à attaquer les gouvernements fédéral et

²⁶¹ *Ibid.*, 28 avril 1997, p. A10.

²⁶² *Ibid.*, 28 avril 1997, p. A10.

²⁶³ *Financial Post*, 27 février 1997, p. 15.

²⁶⁴ *Winnipeg Free Press*, 28 avril 1997, p. A10.

provincial sur leurs carences dans le domaine de la santé.²⁶⁵ C'est pour répondre à cette attaque que les libéraux ont proposé un programme national de médicaments obtenus sur ordonnance. En 1994, le coût par contribuable de ce type de drogue atteignait plus de 6,5 milliards de dollars; les libéraux ont voulu réduire ce fardeau au niveau du contribuable, en établissant « un projet national et un calendrier en vue de la prise en charge universelle des médicaments indispensables délivrés sur ordonnance. »²⁶⁶ Pourtant, certains, comme la journaliste Ruth Teichroeb, ont qualifié cette stratégie des libéraux au Manitoba d'étrange. En effet, ils ont consacré beaucoup d'énergie à imposer leur programme de médicaments délivrés sur ordonnance alors que, dans la réalité, les Canadiens étaient plutôt préoccupés par les soins de santé à domicile : « The Liberals have seized upon a national drug plan as a major election plank and are hoping no one asks about home care. That's curious in and of itself, since some opinion polls have shown that home care was a higher priority on Canadians' wish list. »²⁶⁷ De plus, durant la campagne, les libéraux se sont trouvés dans une situation précaire : ils devaient à la fois défendre les coupures qu'ils avaient faites dans le domaine de la santé et valoriser le système de santé universelle en annonçant un nouveau programme de médicaments. Par conséquent, à l'avenir, les libéraux se devront d'aborder le sujet des soins à domiciles sous peine d'éloigner leurs électeurs.

²⁶⁵ *Ibid.*, 22 mars 1995, p. A3.

²⁶⁶ Le livre rouge II, « Bâtir notre avenir ensemble », *Parti libéral du Canada*, Ottawa, 1997, p.71.

²⁶⁷ *Winnipeg Free Press*, 11 mai 1997, p. B2.

5.4 Le contrôle des armes à feu (Loi C-68)

La loi sur les armes à feu, présentée par le ministre de la Justice du gouvernement libéral Allan Rock, a eu un impact majeur au Manitoba, surtout dans les milieux ruraux où elle n'a pas été aussi bien perçue que dans les milieux urbains parce que, selon ses opposants, elle ne s'appliquait ni aux fermiers, ni aux chasseurs. Ottawa imposait encore une fois sa volonté dans l'Ouest sans consulter la population. Le député libéral de Provencher, David Iftody, a voté contre le projet de loi, un geste que son assistant a, par la suite, défendu. Les gens qui avaient élu Iftody en 1993 habitaient en campagne; or, les électeurs de Steinbach ou d'Altona²⁶⁸ n'appuyaient pas majoritairement le PLC dans le cadre de la loi C-68. Il fallait donc ne pas créer de remous susceptibles de perdre leur appui. La loi C-68 ne tenait nullement compte des besoins des habitants de la campagne. Ainsi, un fermier ne voyait pas l'utilité d'enregistrer son fusil puisque lui-même, son père ainsi que son grand-père n'avaient jamais eu à le faire, que sa carabine, loin d'être un instrument de malveillance,²⁶⁹ figurait parmi les outils essentiels à la personne de campagne.

Iftody n'avait donc d'autres choix que de voter contre le projet de loi C-68 afin de représenter la volonté de ses électeurs : « As a politician, I made a commitment to the people of Provencher to defend their interests in Ottawa. If that means I must vote against my own government from time to time, then so be it; Bill C-68 was one of those

²⁶⁸ Entrevue avec Gordon Malhy, assistant au député de Provencher David Iftody.

²⁶⁹ *Ibid*

²⁷⁰ Entrevue avec le député David Iftody, 15 avril 1998.

instances. »²⁷⁰ Mais le choix d'Iftody était beaucoup plus calculé : en effet, il savait que s'il désirait représenter sa circonscription, il était primordial qu'il puisse défendre les intérêts des gens qui l'avaient élu, et selon ses sources dans la circonscription, voter contre la volonté de ses partisans avait le potentiel de le détruire. Cependant, sa décision de privilégier les intérêts de ses électeurs plutôt que ceux de son gouvernement risquait de lui coûter cher : « By voting against the government, I've hurt my career but it was something I had to do. »²⁷¹ D'autres députés libéraux en milieu rural ont, quant à eux, opté pour la loi C-68. Son collègue manitobain, le député de Churchill, Elijah Harper, est devenu célèbre en 1990 lorsqu'il a opposé son parti, le NPD au Manitoba, ainsi que le gouvernement conservateur, au sujet de l'accord du Lac Meech. En dépit du fait que sa victoire en 1993 ne bénéficiait que d'une marge de moins de 1 000 scrutins, Harper a soutenu son parti, ainsi que son gouvernement, ne tenant pas compte du souhait de ses électeurs, à majorité autochtone, qui, traditionnellement, se sont opposés au contrôle des armes à feu. La décision de Harper a entraîné une conséquence inévitable : pendant la campagne électorale, Harper a perdu l'appui de divers organismes, notamment celui du Manitoba Keewatinowi Okimakanak (MKO) qui « speaks for 26 reserves. Most of the reserves are in the Churchill riding where Harper seeks re-election. »²⁷² Or, la circonscription de Churchill comprenait près de 75 000 habitants dont la moitié était autochtone; l'appui du MKO était donc primordial pour consolider sa base d'électeurs. D'ailleurs, en 1993, « the MKO endorsement was one of the keys to Harper's narrow

²⁷¹ *Ibid*

²⁷² *Winnipeg Free Press*, 18 mai 1997, p. A1.

victory over the long-time NDP incumbent. »²⁷³ Le grand chef George Muswaggon a déclaré que les chefs avaient été divisés sur la question du contrôle des armes à feu ainsi que sur les changements proposés par les libéraux à l'Acte indien en décembre 1996.²⁷⁴ Cependant, historiquement, les autochtones voyaient l'utilisation de leurs armes à feu comme un outil indispensable à leur façon de vivre. Que ce soit pour la chasse ou pour faire la tournée des lignes de pièges, les fusils étaient indispensables à leur façon de vivre. Le plus surprenant a été de constater que si la loi C-68 a suscité la colère autochtone, elle a également eu le même impact sur la population blanche de Churchill. L'organisme local, The Thompson Handgun Club, s'est farouchement opposé à cette loi, le faisant savoir publiquement en achetant plusieurs espaces publicitaires dans le journal *Thompson Citizen* et ce, afin de convaincre la population de voter contre le parti et le député qui l'avaient proposée. De plus, le club s'est appuyé sur une autre tactique pour laisser connaître son opinion sur la question : une semaine avant les élections, il a transmis un message informant les gens que la loi C-68 coûterait cher et que les propriétaires d'armes à feu auraient à en défrayer les coûts.²⁷⁵ « The Thompson Handgun Club reminds people there is another cost. That is the cost to taxpayers to administer legislation that will not control criminals nor crime. »²⁷⁶ Néanmoins, Harper n'a pas été le seul à aller à l'encontre de ses électeurs.

Le député libéral Glen McKinnon a lui aussi voté pour le projet de loi, ce qui lui a valu d'être sévèrement critiqué par ses électeurs de la circonscription rurale qu'il

²⁷³ *Ibid.*, 18 mai 1997, p. A2.

²⁷⁴ *Ibid.*, 18 mai 1997, p. A1.

²⁷⁵ *Thompson Citizen*, 23 mai 1997, p. 6.

²⁷⁶ *Ibid.*, 23 mai 1997, p. 6.

représentait, Brandon-Souris, qui comprenait non seulement la ville de Brandon, mais aussi de petits villages et des fermes où la présence d'un fusil sur la propriété était normale. Les critiques qu'on lui adressait par le biais des journaux locaux laissaient un goût amer : « Once again, our invisible MP for Brandon-Souris Glen McKinnon, has decided to offer a sanctimonious opinion on the effects of gun control legislation. »²⁷⁷ Les lettres du rédacteur ont souvent été critiques du fait qu'Ottawa a refusé la loi sans consulter les gens : « Bill C-68 has been rammed through »²⁷⁸ Cette opposition contre la loi C-68 dans la circonscription était aussi basée sur le fait que les communautés rurales allaient devoir défrayer la plupart des coûts associés au contrôle des armes à feu. Gary Funnell a écrit dans le *Brandon Sun* qu'il pouvait y avoir jusqu'à 21 millions d'armes à feu au Canada et que le coût moyen pour en enregistrer une se chiffrait à 82,69 \$, ce qui faisait un total de 1,7 milliards de dollars.²⁷⁹ Cependant, même avec la contribution du gouvernement fédéral et les revenus issus de l'enregistrement, Funnell a estimé que la loi C-68 allait coûter 1,5 milliards de dollars ou 55 dollars à chaque contribuable canadien.²⁸⁰ Au Manitoba, le coût atteignait plus de 55 millions de dollars. Un autre journaliste de la circonscription de Brandon-Souris, Bill Stilwell, a lui aussi observé que le fardeau financier de la loi C-68 reposerait sur les épaules des communautés. Le village de Neepawa a une population de 7 000 résidants et, selon Stilwell, la municipalité aurait à payer 200 000 \$ par année pour défrayer les coûts associés à la loi C-68, « This would

²⁷⁷ *Brandon Sun*, 12 mai 1997, p. 4.

²⁷⁸ *Ibid.*, 12 mai 1997, p. A4.

²⁷⁹ *Brandon Sun*, 18 mai 1997, p. 5.

²⁸⁰ *Ibid.*, 18 mai 1997, p. 5.

mean that Neepawa taxpayers would be paying at least \$200 000 in staff time to implement a gun registration system whether they need it or not. »²⁸¹ Les coûts étaient-ils nécessaires, étant donné que le village n'avait pas de problème avec les armes à feu ? Un thème parallèle a été soulevé dans les journaux qui ont affirmé que la loi C-68 avait été présentée pour le bénéfice des grands centres urbains, sans considération aucune pour les milieux ruraux : « Is it necessary to have gun control in Toronto ? Possibly. Is it necessary for a farmer living two miles north of Arden, Manitoba ? Not likely. »²⁸² Les gens ont vu le projet de loi d'Allan Rock, député libéral de Toronto et avocat, comme une solution à la criminalité de la région; or, les conditions de Toronto n'étaient pas celles des milieux ruraux manitobains.

La circonscription rurale de Dauphin-Swan River représentée depuis 1993 par Marlene Cowling, libérale, est un autre endroit où la population s'est élevée contre la loi C-68. Cowling avait voté en faveur du projet de loi de son gouvernement alors que plusieurs résidents de la circonscription ne partageaient pas son avis. Les lettres au rédacteur du Dauphin Herald ont rapporté que Cowling avait commis une faute et qu'elle devait renoncer à son vote d'appui pour la loi C-68.²⁸³ La députée a fait part de ces critiques aux électeurs lors d'un débat des candidats, mais lorsque la question de la loi C-68 lui a été posée, elle a répondu : « No question, I support it wholeheartedly. »²⁸⁴ Ce commentaire a été dévastateur mais pas autant que sa réponse à la question suivante : 'Si vous aviez à choisir entre les souhaits de vos électeurs et de votre parti, lequel choisiriez-

²⁸¹ *Brandon Sun*, 18 mai 1997, p.5.

²⁸² *Ibid.*, 26 mai 1997, p. 4.

²⁸³ *Dauphin Herald*, 11 mai 1997, p.3.

²⁸⁴ *Ibid.*, 13 mai 1997, p. 1.

vous ?' La réponse de Cowling a été directe : « I will absolutely follow the party line over my constituency wishes. »²⁸⁵ Il est difficile d'expliquer l'étendue de cette naïveté politique, surtout venant d'une députée qui a siégé à Ottawa pendant plus de trois ans, mais elle traduit un manque de jugement quant à l'impact que de tels commentaires pourraient avoir chez les électeurs et la colère qu'ils susciteraient chez eux. Il est évident qu'en 1993, sa marge de victoire était de moins de 1 000 voix et, de tels propos sur un sujet si sensible dans sa circonscription n'ont pas aidé sa candidature. Son ignorance politique lui a coûté cher.

La circonscription rurale de Selkirk-Interlake, autre région particulièrement touchée par la loi C-68, compte un nombre important de chasseurs qui n'ont pas manifesté beaucoup d'enthousiasme pour enregistrer leurs armes à feu. Malgré cette attitude des votants et même s'il savait que cela allait lui causer des ennuis, le député libéral Jon Gerrard a voté pour le projet de loi. Il a abordé le sujet le moins possible et s'est surtout préoccupé de l'état de l'agriculture dans la région et de la manière dont le gouvernement libéral avait aidé les fermiers. Toutefois, même si le journal *Stonewall Argus* a souligné la contribution de Gerrard dans le domaine de l'agriculture,²⁸⁶ un grand nombre d'électeurs ont voté contre le PLC en raison de la loi C-68 dans cette circonscription.

Finalement, il est important de noter que les partis d'oppositions, le NPD, le PCC et le Parti réformiste, s'opposaient tous à la loi C-68, prétendant qu'elle aurait dû être abolie ou modifiée radicalement. Dans les circonscriptions rurales, les députés libéraux ont été

²⁸⁵ *Ibid.*, 13 mai 1997, p. 3.

²⁸⁶ *Stonewall Argus*, 25 mai 1997, p. 1.

une cible facile pour ceux qui avaient une arme à feu et qui ne voulaient pas l'enregistrer. Parmi les électeurs qui les ont tout de même choisis en 1993, plusieurs ont changé d'allégeance en raison de cette loi et, étant donné la faible majorité avec laquelle certains députés libéraux avaient gagné en 1993, ces derniers auraient dû être plus à l'écoute des craintes de ceux qu'ils représentaient.

En terminant, on s'aperçoit ainsi que les préoccupations électorales des Manitobains étaient semblables à celles de tous les Canadiens. Les Manitobains étaient inquiets de l'inégalité de la création d'emplois : les centres urbains disposaient d'une croissance plus élevée que les milieux ruraux. Les Manitobains étaient aussi inquiets de l'avenir du pays. Les résultats du référendum de 1995 ont démontré que l'appui des forces fédéralistes au Québec n'était pas aussi puissant que prévu. Par conséquent, certains Manitobains se sont demandés si d'autres formations politiques pouvaient prendre la relève des libéraux. Les coupures dans la santé et l'augmentation des prix des médicaments sur ordonnance préoccupaient les gens. La différence principale se rapportait à la loi C-68 car le Manitoba ainsi que les provinces de l'Ouest se sont opposés à l'étendue portée et au pouvoir de la loi. Le mécontentement que cette loi a soulevé a nui à plusieurs candidats libéraux en milieu rural en 1997.

Chapitre 6 – Les sondages publiés dans les journaux

Outils indispensables, les sondages publiés dans les journaux donnent une certaine idée quant à l'intention de vote d'une population, idée d'autant plus précise que la technologie permet d'en exploiter les résultats assez rapidement. Durant la campagne électorale de 1997, une agence de sondages, Ekos, a procédé différemment des autres, variant sa méthode d'analyse des données, tandis qu'Online Direct Polling s'est appuyée sur Internet. Les libéraux ont donc exploité les informations transmises par ces agences de sondages et les ont comparées à celles obtenues par le biais de leurs ressources internes.

6.1 Les problèmes de méthodologie

Depuis les années 1980, au Canada, les sondages occupent une place prépondérante dans le processus d'une campagne électorale, même si elle est nettement inférieure à celle de certains pays occidentaux²⁸⁷ où la publication de sondages se fait plus fréquemment. Les sondeurs, qui s'efforcent de connaître les préférences d'une population en questionnant un échantillon de celle-ci, disposent de plusieurs modèles statistiques existants pour faire les calculs mais doivent s'assurer que l'échantillon choisi est représentatif de la population sondée, notamment en ce qui a trait au groupe d'âge, au sexe, à la situation géographique, à profession et au niveau de scolarité de chaque individu. Bien que ces études soient effectuées par des organismes qui défendent la justesse et le caractère scientifique de leur méthodologie, les pratiques de ces institutions sont parfois

²⁸⁷D. Butler, D. Kavanagh, *The British General Election of 1987*, London, MacMillan, 1988, p. 125. L'étude démontre que pendant la campagne électorale de 1987 au Royaume-Uni, plus de 70 sondages nationaux avaient été effectués sur une étendue de 4 semaines. Les sondages présidentiels de 1988 aux États-Unis se faisaient presque quotidiennement.

contestées. Par conséquent, « a representative sample will reflect the opinions of the whole within prescribed margins of error. »²⁸⁸ Telle est la théorie, mais en pratique, la sélection de l'échantillon est critique afin d'obtenir des résultats qui soient justes et représentatifs. Le travail ardu des agences de sondages est donc basé sur la création d'un échantillon dont le choix affectera la validité des résultats. De plus, la méthode utilisée pour la cueillette des données peut varier et c'est là qu'un des problèmes se pose. Comment l'échantillon sera-t-il interrogé ? Quelles seront les questions posées ? Dans quel ordre et à quel temps de la journée seront-elles posées ? Telles sont les interrogations qui permettent d'établir les critères d'un sondage. La grande majorité des sondeurs pense que la meilleure façon de sélectionner un échantillon est de faire des choix de façon aléatoire, ce qui veut dire, du point de vue statistique, que chaque personne dans la population sondée a une chance égale à celle des autres d'être choisie pour l'échantillon.

Cependant, si la théorie fait l'unanimité, la mise en oeuvre d'un tel processus pose plusieurs défis. Voici ce que Darrell Bricker, vice-président d'Angus Reid Group, a noté à ce sujet : « Polling is now becoming much more of a high-risk occupation than it used to be; we are walking on a razor here. »²⁸⁹ Ainsi, les sondeurs devraient limiter leur échantillon parmi la population qui a le potentiel de voter et ce, en se basant sur la liste des électeurs canadiens. Or, au Canada, ceci n'est pas possible jusqu'à ce que le recensement soit fait à travers le pays, ce qui signifie concrètement que, généralement, les sondeurs ne peuvent se procurer cette liste avant le milieu de la campagne. Cependant, l'établissement d'un registre permanent d'électeurs par le directeur général des élections du Canada

²⁸⁸ Alan Frizzell et al, *The Canadian General Election of 1984*, Ottawa, Carleton University Press, 1985, p. 76

²⁸⁹ *Globe & Mail*, 30 avril 1997, p. A7.

devrait, à l'avenir, résoudre ce problème. Dans le cadre de la campagne électorale de 1997, qui a été si courte, les sondeurs n'ont pas pu avoir accès aux données relatives au recensement avant la fin de la campagne.

Par ailleurs, lorsqu'une personne est choisie pour faire partie de l'échantillon, un autre problème pratique se présente : se rendre sur place et interviewer la personne. Étant donné l'étendue géographique du pays, cette approche peut coûter très cher. Malgré cela, une maison de sondages, Canadian Institute of Public Opinion (Gallup), a opté pour cette méthode.²⁹⁰ D'autres, tels que Gallup, établissent les échantillons de la population qui présentent les mêmes traits démographiques. Les intervieweurs n'ont donc qu'à obtenir un nombre fixe de réponses dans leur échantillon pour avoir une juste représentation de la population. Le téléphone représente une alternative moins coûteuse sur laquelle cette société s'appuie également. La logique est simple : 97 p. 100 des foyers canadiens sont équipés d'un téléphone, donc ils sont accessibles par ce médium. Les sondeurs choisissent l'échantillon au hasard en se servant de logiciels informatiques qui sélectionnent des numéros téléphoniques dans tous les annuaires canadiens. Mis à part son coût relativement modeste, cette méthode présente un autre avantage, la rapidité de l'obtention et de l'analyse des résultats, car la technologie permet qu'une maison de sondage s'établisse dans un bureau central et que tous les appels se fassent de là. Les intervieweurs sont installés devant un ordinateur dans lequel ils entrent les réponses de l'échantillon, réponses qui sont ensuite alimentées vers un ordinateur central qui évalue les résultats. Généralement, 48 heures après la fin des entrevues, le commanditaire a les résultats en

²⁹⁰ Op.cit., p. 76.

main. Cependant, cette approche présente quelques variables imprévisibles, dont le sexe de la personne qui répond.

L'agence Ekos Research Associates d'Ottawa s'appuie, quant à elle, sur une autre méthode pour sonder la population. Elle se sert du téléphone pour choisir son échantillon initial dont elle sélectionnera une partie pour la suite du processus,²⁹¹ ce qui « allows pollsters to track the movement of individual respondents over time. »²⁹² Cette approche est nouvelle mais comparativement à d'autres procédés utilisés pendant la campagne électorale elle a démontré qu'un pourcentage plus élevé de votants optaient pour le PLC. Cependant, elle remet en question la nature du choix, par le hasard, de son échantillon car, selon les principes de probabilité, tout individu doit avoir une chance égale de faire part de l'échantillon, ce qui n'est pas le cas avec cette approche. Ekos affirme pourtant pouvoir apprendre davantage des électeurs. Or, le procédé lié à la cueillette de leurs données est remis en question, ce que le président d'Ekos, Frank Graves, a fait remarquer : « our method might result in the Liberals registering a slightly higher level of support than in other polls. »²⁹³

Un nouveau genre d'agence de sondages, telle la maison Online Direct Polling de Toronto, se sert d'Internet pour réaliser ses entrevues. Son approche et ses calculs sont similaires à ceux des entrevues téléphoniques; la différence se trouve dans le médium utilisé. Dans ce genre d'entrevue, cependant, on ne peut s'assurer de la justesse des renseignements, voire même si le répondant est majeur. De plus, étant donné que la

²⁹¹ *Globe & Mail*, 25 avril 1997, p. A8.

²⁹² *Ibid.*, p. A8.

²⁹³ *Ibid.*, p. A8.

plupart des utilisateurs d'Internet sont des gens instruits, dont le revenu est supérieur à la moyenne, il serait difficile d'obtenir un échantillon représentatif de la population en général. Le grand atout de cette approche est le coût modeste qu'elle engendre, étant donné qu'il n'y a pas d'appels interurbains et que les réponses des personnes interrogées sont enregistrées directement dans un ordinateur central. Cependant, le choix des questions constitue un autre problème. Certes, les agences de sondages accordent beaucoup de soin à la structure des questions posées et à leur contenu dont voici un exemple standard : ' Si une élection avait lieu demain, pour quel parti politique voteriez-vous ? ' ²⁹⁴ En réalité, les sondeurs, et surtout les commanditaires, sont intéressés par plusieurs autres éléments liés à l'élection : l'impression que les gens ont du leader du parti, les préoccupations électorales, leur engagement à aider un parti et leurs opinions sur les annonces publicitaires.

De plus, selon les agences de sondages, l'ordre des questions peut avoir un effet sur les réponses de personnes interrogées. Grégoire Gollin, président de la société montréalaise Createc, souligne que « the positioning of questions about leadership immediately before questions about voting intentions can have a major influence. » ²⁹⁵ Cette opinion est partagée par Jean-Marc Léger, président du Groupe Léger & Léger, qui souligne que l'ordre des questions relatives au leadership peut 'contaminer' les autres réponses. ²⁹⁶ Il serait donc souhaitable que ces interrogations soient formulées après que le répondant a indiqué son choix de parti. Malgré cela, certaines agences de sondages

²⁹⁴ Alan Frizzell et al, *The Canadian General Election of 1984*, Ottawa, Carleton University Press, 1985, p.77

²⁹⁵ *Globe & Mail*, 30 avril 1997, p. A7.

²⁹⁶ *Ibid.*, p. A7.

continuent à poser ces questions avant celle reliée à l'intention de vote.²⁹⁷ Se pose le problème, par la suite, de savoir ce qu'il faut faire des indécis et de ceux qui refusent de répondre aux questions. Certaines agences de sondages catégorisent les premiers comme étant tous ceux qui ne votent pas, les seconds comme les personnes qui ne savent pas si elles veulent voter ainsi que celles qui vont voter mais qui n'ont pas encore décidé pour quel parti. D'autres agences de sondages éliminent les individus qui déclarent ne pas vouloir voter.²⁹⁸ Étant donné qu'il peut y avoir de 8 à 12 p. 100 des personnes interrogées qui ne savent pas quel parti appuyer et de 4 à 8 p. 100²⁹⁹ qui refusent de dire qui elles vont appuyer, la façon de traiter ces données peut avoir un effet important sur les résultats du sondage.

Par ailleurs, la volatilité des électeurs canadiens fait en sorte qu'il est difficile de sonder d'une façon précise l'intention de vote de la population. Plus de 65 p. 100 des électeurs³⁰⁰ n'ont aucune allégeance à un parti et peuvent donc changer leur intention de vote durant une campagne. Cela rend la tâche du sondeur difficile : il doit tenter de déterminer comment son échantillon va voter tout en tenant compte de la possibilité que ce dernier change son fusil d'épaule durant la campagne. Cependant, il faut savoir que cette volatilité, très grande au début d'une campagne, diminue au fur et à mesure que le jour de l'élection approche.³⁰¹ Le problème auquel le sondeur doit faire face est que les médias et

²⁹⁷ L'agence de sondage CROP continue à poser les questions de leadership avant de demander quel parti l'individu appuiera.

²⁹⁸ Ceci fut cité par un représentant de CIPO lors d'une réunion de l'Association canadienne de la recherche statistique appliquée, juin 1979.

²⁹⁹ Alan Frizzell et al, *The Canadian General Election of 1988*, Ottawa, Carleton Univ. Press, 1989, p.96.

³⁰⁰ Jon H. Pammett, 'Elections' dans *Canadian Politics in the 1990's*, Toronto, Nelson, 1990, p. 272.

³⁰¹ *Ibid.*, p. 275.

les politiciens veulent obtenir les résultats des sondages bien avant la fin de la campagne, ce qui rend l'exercice difficile.

Bien que les sondages politiques ne soient pas une science exacte, il est peu probable qu'ils disparaissent un jour. Les politiciens en ont besoin pour savoir ce que les électeurs pensent.³⁰² Ils peuvent faire du porte à porte, mais ils n'obtiendront pas une vue globale sur ce qui se passe dans leur circonscription, leur province ou leur pays et n'auront assurément pas le temps d'aller chercher les informations que les sondages permettent de recueillir, et certainement pas avec le même degré de fiabilité.

6.2 Résultats des sondages

Au début de la campagne électorale de 1997, les sondages ont démontré que les libéraux obtiendraient une autre forte majorité. Selon la maison Ekos, ils bénéficiaient de l'appui de 50,1 p. 100 des électeurs au niveau national contre 14,7 p. 100 pour les conservateurs, 12,8 p. 100 pour les réformistes, 9,7 pour les bloquistes et 7,8 p. 100 pour le NPD.³⁰³ Au Manitoba, les 12 sièges occupés par les libéraux ne semblaient pas menacés.

Après le déclenchement des élections le 27 avril, la maison de sondages américaine Zogby International a effectué un sondage pour Reuters, du 1er au 4 mai, à l'échelle du pays. Parallèlement, la maison Probe Research a fait un sondage au Manitoba du 2 au 7 mai. Voici leurs résultats :

³⁰² Anthony Gargrave et Raymond Hull, *How to Win an Election*, Toronto, MacMillan, 1979, p. 135.

³⁰³ *Globe & Mail*, 25 avril 1997, p. A8.

Tableau 6.1

Parti	Zogby (Can)	Probe (Man)
PLC	47,6	36
PCC	16,2	22
Reform	15,4	14
NPD	10,2	28
Bloc	7,7	0
Date	1-4 mai	2-7 mai
Échantillon	1 005	1 017 ³⁰⁴

L'élément le plus frappant est le fait qu'il y ait un écart si important pour les libéraux, entre les intentions de vote aux niveau national et provincial : la différence se chiffre à plus de 11 p. 100! Il est vrai qu'au Manitoba le Bloc québécois n'est pas un parti officiel; par conséquent, il ne constitue pas une option pour les Manitobains. Si l'on ne tenait pas compte du Québec, province où les libéraux avaient reculé pour faire place aux bloquistes, le PLC aurait eu un appui de 49,1 p. 100³⁰⁵ à travers le pays, écart que l'on pourrait attribuer à la popularité du gouvernement. Cependant, l'agence Zogby bénéficie d'une très bonne réputation : c'est elle qui a prédit le plus précisément la marge de victoire des élections présidentielles aux États-Unis en 1996. Le président de la compagnie, M. John Zogby, note que « Chrétien has remarkable strength. »³⁰⁶ Le problème avec son sondage est que l'échantillon défini n'était pas assez grand : en fait, bien qu'il ait eu pour but de représenter l'ensemble de la population canadienne (environ 22 millions d'électeurs), il était identique à celui sélectionné par Probe pour la population manitobaine (environ 700 000 électeurs). De plus, la probabilité d'erreur est nettement plus grande chez Probe que chez Zogby, situation que connaît également Environics. Lorsque l'agence

³⁰⁴ *Winnipeg Free Press*, 6 mai 1997, p. A3 et 12 mai 1997, p. A1.

³⁰⁵ Ajustez à l'échelle du pays en éliminant le Québec.

³⁰⁶ *Winnipeg Free Press*, 6 mai 1997, p. A3.

Environics a effectué ses sondages nationaux, les échantillons qu'elle a utilisés comprenaient moins de 2 000 personnes, ce qui ramènerait la représentation du Manitoba dans ces sondages à environ 67 électeurs, nombre sur lequel Environics se fierait pour représenter l'ensemble des 700 000 électeurs manitobains. Sa marge d'erreur dans de telles circonstances est donc nettement plus élevée. Or, si d'habitude ses sondages ont une marge d'erreur de 2,2 p. 100, dans une province comme le Manitoba, la marge d'erreur de son échantillon manitobain pouvait atteindre jusqu'à 6,6 p. 100 !³⁰⁷

De surcroît, le Manitoba subissait sa pire inondation du siècle lorsque Probe a posé ses questions. À ce moment-là, les élections n'étaient plus la priorité des électeurs et les résultats des sondages allaient en subir les effets. Comme l'a souligné le député David Walker, « it is important to realize the poll was taken while the Red River was cresting and reflects everyone's concerns about the flood threat at that time. »³⁰⁸

Voici les cinq questions que Probe a posées aux électeurs manitobains :

1. Thinking of how you feel right now, which party's candidate are you most likely to support on June 2?
2. Regardless of how you intend to vote, over the past few weeks has your opinion of the _____ improved, stayed the same or gotten worse?
3. Is there a major federal political party that you feel you could definitely not support in this election?
4. Regardless of what party forms the next federal government which one of the following three approaches do you consider to be the most important at this time?
 - Reducing the national debt?
 - Increasing spending on social programs?
 - Reducing personal income taxes for all citizens ?

³⁰⁷ *Globe & Mail*, 30 mai 1997, p. A5.

³⁰⁸ *Winnipeg Free Press*, 12 mai 1997, p. A2.

5. The federal Liberals have decided to hold national elections after governing for three one-half years of a possible five-year term. In your opinion, is this election timing OK or should the Liberals have waited until their term of office was closer to expiring?³⁰⁹

Il est important de noter que Probe a été très prudent en posant sa première question afin d'éviter que les réponses obtenues ne soient faussées par la situation liée à l'inondation. En posant la question sur l'appel des élections à la fin du questionnaire, Probe a évité la remise en question et la critique possible de vouloir encourager les électeurs à se prononcer contre les libéraux.

Voici les résultats de Probe du 2-7 mai au Manitoba :

Tableau 6.2

**Appui des partis au Manitoba parmi les groupes socio-économiques
(pris du 2-7 mai 1997)**

Base sur le recensement de 1991	Total	Sexe		Âge			Éducation				Revenu familial		
		mâle	féminelle	18 à 34	35 à 54	55 et plus	école primaire ou secondaire	terminé secondaire	poste-secondaire	diplôme universitaire	moins de 30 000 \$	30 000 \$ à 59 999 \$	plus de 60 000 \$
Tous les répondants (Base non-ajustée)	692	354	337	263	230	198	128	189	206	163	233	246	160
	685	321	364	217	285	183	127	184	204	164	224	247	160
PLC	36	35	37	36	35	37	32	34	35	40	34	37	36
PCC	22	21	22	22	22	22	14	23	24	24	15	26	27
NPD	28	26	30	32	27	24	38	28	22	27	38	23	22
Reform	14	17	10	10	16	17	17	13	18	8	12	14	15
Autres	1	1	0	1	1	0	0	1	1	1	1	0	0

310

Selon les résultats obtenus au début de la campagne, nous constatons que les femmes ont plus tendance à appuyer le Parti libéral que les hommes, bien que la différence n'atteigne que 2 p. 100. Par ailleurs, nous pouvons noter que l'âge des électeurs ne semble pas être un facteur très important pour le parti, et que l'appui selon les différents groupes

³⁰⁹ *Winnipeg Free Press*, 13 mai 1997, p. A8.

³¹⁰ Probe Research, *Winnipeg Free Press*, 13 mai 1997, p. A8.

d'âges est assez homogène, malgré une légère majorité chez les gens ayant 55 ans ou plus. Il est intéressant de comparer l'appui accordé au Parti libéral par rapport à celui des autres partis. Les libéraux et le NPD récoltent la grande majorité des intentions de vote chez les jeunes de 18 à 34 ans. Les libéraux continuent à maintenir les intentions votes des deux autres groupes d'âge, alors que le NPD perd considérablement l'appui des électeurs au fur et à mesure qu'ils vieillissent. Les réformistes vont à contre-courant du NPD : leur appui provient surtout des gens les plus âgés, alors que les libéraux réussissent à attirer l'appui de tous les groupes d'âges.

Le sondage Probe indique aussi que le niveau d'instruction des électeurs doit également être pris en compte : plus un électeur est instruit, plus il a tendance à voter libéral. Ceci est surtout vrai pour ceux qui détiennent un diplôme universitaire : ils appuyent les libéraux à plus de 13 p. 100. Les électeurs ayant un diplôme secondaire ou postsecondaire vont majoritairement adopter les couleurs libérales mais avec une plus faible majorité, 6 et 11 p. 100 respectivement. Les libéraux constituent donc le premier choix de ceux qui ont terminé leurs études secondaires et surtout de ceux qui ont un diplôme universitaire, mais sont devancés par le NPD dans le cas des autres électeurs.

Si l'on s'attarde maintenant au revenu familial, on constate que les libéraux sont plus populaires chez la classe moyenne, dont les revenus s'échelonnent entre 30 000 \$ et 60 000\$, par 11 p. 100 par rapport aux conservateurs. Ceux dont les salaires sont inférieurs à 29 000 \$ préfèrent le NPD par une marge de 4 p. 100. Enfin, chez ceux qui gagnent plus de 60 000 \$, ce pourcentage n'atteint que 9 p. 100.

Il faut aussi tenir compte de la répartition des intentions de vote entre les régions urbaines et rurales qui est un autre point à souligner. Notez la figure ci-dessous :

Tableau 6.3

Appui rural et urbain

	Manitoba	Régions rurales	Régions urbaines	
Echantillon	1 017	392	595	
PLC	36	30	40	
PCC	22	25	20	
NPD	28	25	30	311

Nous constatons que les libéraux ont été particulièrement forts à Winnipeg et légèrement en avance en région rurale, où la lutte était serrée : en effet, ils n'ont devancé que de cinq sièges les autres partis. Le sondage de la firme Probe a démontré que les électeurs, quel que soit leur sexe, leur niveau socio-économique ou leur éducation, ont choisi majoritairement le Parti libéral en lui accordant 36 p. 100 des voix. Cependant, cette confiance présentait quelques failles en région rurale, ce qui laissait présumer au parti qu'il devait livrer un certain nombre de batailles afin de maintenir son avance.

En premier lieu, lors d'élections fédérales, le taux de participation de la population atteint environ 68 p. 100, en raison évidemment de divers facteurs socio-économiques. L'un de ceux-ci se rattache à l'âge des votants. « Traditionally, between 40 and 50 per cent of voters between the ages of 18 and 25 vote in federal elections. »³¹² Lorsqu'on examine les résultats du sondage Probe, on remarque que ce sont les libéraux qui obtiennent le plus grand appui des jeunes, quoique le NPD chez ce groupe n'accusait un recul que de 4 points. Tel n'est pas le cas chez les électeurs plus âgés qui se tournent vers la Parti libéral

³¹¹ Ibid. p. A8.

³¹² *Globe & Mail*, 26 mai 1997, p. A7.

mais rejettent le NPD. Bref, la faible participation des jeunes favorise les libéraux car elle enlève des voix au NPD qui constitue une forte concurrence dans plusieurs circonscriptions. Quoique le PLC perde l'appui des jeunes lorsque ceux-ci ne votent pas, il bénéficie de l'avantage d'avoir celui des gens âgés, contrairement au NPD. La faible participation des jeunes occasionne une perte de votes pour les libéraux, mais son impact est moindre pour eux. En second lieu, le niveau de revenu familial et professionnel des électeurs constitue un autre élément dont les libéraux profitent. Des études démontrent que les électeurs professionnels dont le revenu est élevé votent davantage que la moyenne de la population, leur taux de participation aux élections pouvant se chiffrer jusqu'à 78,2 p. 100.³¹³ Étant donné que les libéraux devancent déjà les autres partis, cet afflux de votants leur permet de consolider leur position. De plus, les électeurs qui sont indécis et qui se trouvent dans ces deux groupes socio-économiques, sont plus portés à voter le jour du scrutin et à choisir les libéraux. En dernier lieu, on peut faire remarquer que les résultats manitobains diffèrent des résultats nationaux. Un sondage effectué par Angus Reid, entre le 5 et le 8 mai, démontre que les libéraux avaient l'appui de 42 p. 100 des électeurs canadiens; ce résultat dépassait de 6 p. 100 celui obtenu au Manitoba. Par ailleurs, au niveau national, les femmes, qui représentaient 54 p. 100 des partisans du parti³¹⁴, avaient plus tendance à appuyer les libéraux qu'au Manitoba.

Enfin, il est important de souligner que la dernière semaine d'une campagne électorale est souvent ponctuée par une multitude de sondages, pour la simple raison que près de la moitié des électeurs prennent leur décision au cours de la campagne et plus de 20

³¹³ Denis Monière et Jean Guay, *La bataille du Québec*, Montréal, Fides, 1993, p. 131.

³¹⁴ *Brandon Sun*, 30 mai 1997, p. 3.

p. 100 le font pendant la dernière semaine.³¹⁵ Il n'est donc pas surprenant qu'au moins cinq sondages aient été publiés la semaine précédant le 2 juin ! Les agences de sondages sont interdites d'imprimer les résultats d'un sondage à moins de 48 heures de la date de l'élection, peu importe la date à laquelle il a été effectué. Notons que deux agences de sondages ont défié cette loi. L'une d'entre elles, Online Direct de Toronto, publie ses résultats à partir d'un site en Floride, qui peut être consulté à partir d'Internet. L'autre maison, Mariner Systems Services d'Edmonton, publie des résultats non scientifiques de toutes les circonscriptions au pays.³¹⁶

Vers la fin de la campagne, Probe a mené un autre sondage en posant les mêmes questions que celles du sondage initial du 2 au 7 mai. Voici les résultats obtenus (les données entre parenthèses représentent les pourcentages du 21 au 23 mai) :

Tableau 6.4

**Appui des partis au Manitoba parmi les groupes socio-économiques
(pris du 21-23 mai 1997)**

	Total	Sexe		Âge			Éducation				Revenu familial		
		mâle	féminin	18 à 34	35 à 54	55 et plus	école primaire ou secondaire	terminé secondaire	poste-secon- daire	diplôme universitaire	moins de 30 000 \$	30 000 \$ à 59 999 \$	plus de 60 000 \$
(Base non-ajustée)	1 004	498	506	287	398	315	215	267	294	221	320	355	192
PLC	35 (36)	35 (35)	35 (37)	35 (36)	39 (35)	31 (37)	28 (32)	32 (34)	39 (35)	39 (40)	34 (34)	33 (37)	39 (36)
PCC	21 (22)	22 (21)	21 (22)	18 (22)	21 (22)	27 (22)	18 (14)	22 (23)	20 (24)	27 (24)	16 (15)	22 (26)	29 (27)
NPD	23 (28)	20 (26)	26 (30)	26 (32)	22 (27)	19 (24)	28 (38)	28 (28)	19 (22)	17 (27)	29 (38)	24 (23)	15 (22)
Reform	21 (14)	23 (17)	18 (10)	22 (10)	19 (16)	22 (17)	26 (17)	17 (13)	23 (18)	17 (8)	21 (12)	21 (14)	17 (15)

* Les chiffres en () sont du premier sondage, 2-7 mai

317

Les intentions de vote libéral n'ont pas tellement changé durant la campagne. Le parti n'a pas autant bénéficié de l'appui de l'électorat féminin, a perdu la confiance d'une

³¹⁵ Jon H. Pammett, «Elections», *Canadian Politics in the 1990's*, Toronto, Nelson Canada, 1990, p. 275.

³¹⁶ *Brandon Sun*, 30 mai 1997, p. 3.

³¹⁷ Probe Research, *Winnipeg Free Press*, 30 mai 1997, p. A8.

partie des votants de plus de 55 ans (moins 6 points) mais a gagné celle des 35-54 ans (plus 4 points). Les électeurs qui ont tourné le dos aux libéraux se sont ralliés au parti réformiste qui, par ailleurs, a retrouvé dans ses rangs un nombre important d'anciens partisans NPD.³¹⁸ Les libéraux ont également déçu certains électeurs non diplômés ou diplômés du secondaire (perte de 4 et de 2 points respectivement), mais ont attiré ceux qui ont poursuivi des études postsecondaires. Les électeurs ayant un diplôme universitaire, quant à eux leur sont restés fidèles. L'appui des électeurs s'est aussi maintenu selon l'échelle salariale de ces derniers. Bien que le parti ait connu un recul de 4 p. 100 dans la tranche des votants qui gagnaient de 30 000 à 60 000 \$, il a récupéré 3 points grâce à ceux dont le salaire dépassait 60 000 \$. Le NPD, lui, a perdu beaucoup de ses partisans à faible revenu en faveur des réformistes.

Voici les résultats du sondage selon la répartition rurale-urbaine :

Tableau 6.5

	Total du Manitoba	Le rural	Winnipeg	Le nord-ouest Winnipeg	Le sud-ouest Winnipeg	Le sud-est Winnipeg	Le nord-est Winnipeg
Échantillon	1 004	367	574	219	145	96	114
PLC	35	33	39	39	41	42	24
PCC	21	22	13	13	30	17	21
NPD	23	18	32	32	17	22	35
Reform	21	27	16	16	12	18	19

319

Les résultats pour l'ensemble de la province étaient semblables à ceux du début de la campagne, bien que les libéraux aient accusé un léger recul de 1 point. La différence se

³¹⁸ *Ibid.*, p. A8.

³¹⁹ *Winnipeg Free Press*, 30 mai 1997, p. A2.

manifestait au niveau de leur appui rural-urbain : à l'extérieur de Winnipeg, les libéraux ont augmenté leur avance de 3 points alors qu'à Winnipeg, ils en ont perdu 3. Le tableau ci-dessus affiche des résultats intéressants en ce qui concerne la capitale manitobaine, où huit sièges étaient en jeu. La force des libéraux reposait particulièrement sur les régions du sud-ouest et sud-est de la métropole; alors que les sièges des circonscriptions de Saint-Boniface, Winnipeg-South, Winnipeg South-Centre et Charleswood-Assiniboine n'étaient pas menacés, au nord-ouest et surtout au nord-est de la ville, les libéraux étaient quelque peu vulnérables. Enfin, les comtés du nord-ouest de Winnipeg-Centre, Winnipeg North-Centre et Winnipeg North-St-Paul n'appuyaient que faiblement le NPD. Historiquement, ces circonscriptions, détenues par Stanley Knowles et David Orlikow, votaient NPD, mais elles ont changé leur orientation politique en 1988 en optant pour les libéraux. Cependant, le NPD a toujours désiré les reprendre et la lutte que ce parti a menée, et mène encore, est des plus rudes. Cependant, l'appui dont il bénéficiait dans une partie du comté de Winnipeg North-St-Paul, au nord-est de Winnipeg, menaçait considérablement le Parti libéral, qui, par ailleurs, n'avait aucune chance de remporter le comté de Winnipeg-Transcona où l'avance du NPD était insurmontable. En effet, depuis des années, cette circonscription est caractérisée par sa forte concentration d'ouvriers; elle est donc plus portée à voter NPD. De plus, selon les résultats du dernier sondage de Probe, les libéraux semblaient assurés de remporter quatre sièges à Winnipeg tandis que dans le cas du NPD, plusieurs circonscriptions paraissaient prometteuses. Au niveau rural, la compétition existait principalement chez les réformistes qui bénéficiaient d'une avance de 7 points par rapport au début de la campagne. Cette montée des réformistes pouvait nuire aux libéraux.

Il est intéressant de comparer les résultats du sondage avec le portrait socio-économique de chacune des circonscriptions manitobaines du Tableau 6.6 présenté ci-dessous:

Tableau 6.6

Les comtés	Revenu familial	Diplômés universitaires	Marge de victoire ou de perte en 1997
Moyenne manitobaine	40 179	7 098	
Brandon-Souris	35 061	6 956	-3 589
Charleswood-Assiniboine	52 019	9 235	6 963
Churchill	42 448	4 781	-2 710
Dauphin-Swan River	29 722	4 950	-5 285
Portage-Lisgar	36 183	5 830	-8 616
Provencher	40 592	5 328	1 786
Selkirk-Interlake	38 413	6 351	-51
St-Boniface	42 274	8 800	12225
Winnipeg Centre	29 471	6 595	-1 093
Winnipeg North St-Paul	51 422	10 106	4 016
Winnipeg North-Centre	32 982	5 247	-5 855
Winnipeg South	45 992	10 703	11 292
Winnipeg South-Centre	48 329	7 528	14 161
Winnipeg Transcona	39 204	6 990	-9 641

320

Ces données provoquent une réflexion intéressante. D'abord, si nous faisons une prédiction électorale basée seulement sur le revenu familial, sachant que les libéraux sont portés à bien faire au sein de la classe moyenne et de la classe bourgeoise, les libéraux remporteraient 7 des 14 comtés manitobains. Ce calcul est basé sur une formule dont le

³²⁰ Statistique Canada, *Recensement de 1996*, p. 47.

point de repère est le revenu moyen par foyer (40 179 \$)³²¹ : toute circonscription ayant des électeurs dont le revenu est supérieur à cette moyenne est considéré l'équivalent d'un siège libéral. Deuxièmement, le niveau de scolarisation des électeurs est un autre élément influant sur les résultats. Les libéraux s'appuient beaucoup sur les électeurs détenteurs d'un diplôme universitaire, groupe qui a tendance à voter en plus grand nombre que la moyenne. Le nombre total de diplômés au Manitoba se chiffre à 99 385,³²² soit en moyenne, 7 098 personnes par comté. En prenant en considération ce nombre et en partant du principe que ceux dont le revenu est supérieur à la moyenne votent libéral, nous arrivons à cinq comtés libéraux. Troisièmement, si nous utilisons le revenu comme point de repère, les libéraux récolteraient sept sièges alors que si nous considérons la scolarité, ils n'en obtiendraient que cinq. La moyenne des deux nous donne six circonscriptions libérales. La prédiction de Probe Research quelques jours avant les élections était la suivante :

Brandon-Souris	libéral	Churchill	NPD
Dauphin-Swan River	libéral	Portage-Lisgar	Reform
Provencher	libéral	Selkirk-Interlake	libéral
Charleswood-Assiniboine	libéral	St-Boniface	libéral
Wpg North Centre	NPD	Wpg Centre	NPD
Wpg South	libéral	Wpg South Centre	libéral
Wpg North-St-Paul	libéral	Wpg Transcona	NPD ³²³

³²¹ Statistique Canada, *Recensement de 1996*, p. 34.

³²² *Ibid.*, p. 58.

³²³ *Winnipeg Free Press*, 30 mai 1997, P. A9.

Selon les prévisions de Probe, les libéraux remporteraient neuf circonscriptions alors que nous savons qu'en réalité ils n'en ont obtenu que six.³²⁴ Nous pouvons donc en déduire que les regroupements d'âge et de profession, qui prévoyaient une moyenne de six sièges, auraient été de justes critères pour déterminer la force de l'appui pour le Parti libéral.

L'agence Environics a elle aussi effectué un sondage national, du 25 au 28 mai, dont voici les résultats pour le Manitoba et la Saskatchewan combinés :

Tableau 6.7

Parti	Man / Sask	
PLC	39 p. 100	
PCC	9	
NPD	20	
Reform	31	
Bloc	0	325

Nous ne pouvons faire une comparaison entièrement valide entre ces résultats et ceux de Probe puisqu'ils tiennent compte de la Saskatchewan. Cependant, nous pouvons dire que l'appui reçu par le Parti libéral était sensiblement le même; en effet, même si les données d'Environics démontraient un plus haut pourcentage d'appui pour les libéraux, il ne faut pas négliger le fait que la marge d'erreur du sondage de cette agence est aussi beaucoup plus élevée, soit jusqu'à 6,9 p. 100. Selon plusieurs sondages, le Parti libéral aurait l'appui de plus du tiers des électeurs; il puisait sa force dans Winnipeg, surtout dans les régions du sud-est et du sud-ouest de la ville où ses partisans appartiennent à la haute et

³²⁴ *Résultats officiels du scrutin*, trente-sixième élection générale 1997, disque compact.

³²⁵ *Globe & Mail*, 30 mai 1997, p. A5.

la moyenne classe et ont effectué plusieurs années d'études postsecondaires. En milieu rural, les libéraux ont eu à faire face à plusieurs luttes importantes.

L'utilisation des sondages dans une campagne électorale n'est pas sans problèmes. L'étendue de l'échantillon, les types de questions posées, l'ordre dans lequel on les présente et l'heure du sondage constituent tous des éléments critiques. De plus, si les sondages nationaux exigent qu'un petit nombre de Manitobains participent, au niveau local, on requiert un échantillon plus grand et donc plus représentatif. Enfin, il est primordial de rappeler que ces sondages ont permis au PLC d'identifier son appui assez bien distribué parmi la population canadienne, surtout parmi les femmes, les gens instruits et bien nantis.

Chapitre 7 - La conclusion

Les élections de 1993 avaient permis au PLC manitobain de récolter 12 des 14 sièges de la province répéter cet exploit électoral, dans le contexte historique manitobain de 1997, était presque inconcevable. Bien que les libéraux aient été avantagés surtout dans les milieux urbains et plus spécifiquement dans les quartiers plus riches, en milieu rural, ils ont dû surmonter des obstacles considérables tels que la tendance des électeurs manitobains de voter pour une formation conservatrice ainsi que l'impopularité de la loi C-68 parmi certains groupes ruraux.

7.1 Les facteurs qui ont joué dans la perte des sièges libéraux

Les événements menant aux élections de 1997 ont confirmé plusieurs principes théoriques avancés au début de cette thèse, notamment que plusieurs facteurs entrent en jeu lors d'une élection et qu'ils peuvent influencer substantiellement les électeurs.

Les élections de 1993 marquèrent un grand tournant pour la politique fédérale manitobaine. Le Parti conservateur, qui avait été si dominant au Manitoba, se retrouvait sans député élu ni dans la province ni même dans l'Ouest canadien. Or, depuis les années 1950, 50 p. 100 des députés manitobains étaient conservateurs. Cependant, depuis les cinq dernières décennies, chaque échec électoral que ce parti avait connu au Manitoba était suivi, lors des élections suivantes, d'une augmentation substantielle du nombre de sièges. En 1997, parce que le PCC n'a pas bénéficié de cette tendance historique, son élimination de la scène politique manitobaine et de l'Ouest canadien fut un moment décisif dans l'histoire du pays. De plus, le PCC avait pratiqué la politique de courtage pendant une grande partie du 20e siècle, tentant d'organiser tout comme le PLC, coalition nationale.

Après les élections de 1993, seul le PLC pratiquait encore cette politique. De plus, la victoire écrasante que ce parti a remportée au Manitoba lors des élections de 1993 s'explique à plusieurs niveaux.

D'abord, le gouvernement conservateur de Brian Mulroney était très impopulaire. La personne qui lui a succédé, Kim Campbell, n'a pas pu mettre sur pied une équipe organisationnelle très forte, et a commis plusieurs erreurs de tactiques au cours de la campagne, erreurs qui ont désillusionné les partisans conservateurs, ce qui était d'autant plus important au Manitoba où les gens ayant un penchant conservateur avaient commencé à voter réformiste en 1993. Progressivement, ce parti se substituait donc au PCC et s'imposait comme une véritable voix conservatrice au niveau national et surtout dans l'Ouest. Deuxièmement, le partage des voix de la droite a constitué un autre facteur favorable au PLC en 1993. Auparavant, les électeurs à tendance conservatrice au Manitoba n'avaient qu'un choix possible : le PCC. Cependant, aux élections de 1993, le Parti réformiste a présenté l'idéologie de droite avec plus de vigueur et d'énergie que le PCC et a convaincu bien des électeurs de sa légitimité. Le résultat fut un partage des voix des partisans de la droite et cela a permis aux candidats libéraux de remporter les circonscriptions rurales. Troisièmement, le PLC représentait la seule option réellement nationale. Or, la montée du nationalisme québécois requérait la création d'un gouvernement national capable d'affronter les nationalistes : aux yeux des Manitobains, seul le PLC pouvait relever ce défi. Sa victoire dans 12 des 14 circonscriptions de la province a découlé de plusieurs facteurs qui ne s'étaient pas produits aux élections de 1997.

Dans notre introduction, nous avons souligné que 75 p. 100 des électeurs ne sont pas affiliés à un parti politique. Généralement, ils votent pour le parti qu'ils perçoivent comme

étant celui qui défendra leurs intérêts. De plus, plus d'un tiers des électeurs peuvent être portés à changer de parti d'une élection à l'autre. C'est cette tendance des électeurs floteurs qui a nui aux libéraux en 1997 puisqu'ils sont particulièrement vulnérables en milieu rural. La victoire des libéraux en 1993, issue du rejet de l'ancien gouvernement, était fragile en milieu rural et sa coalition précaire. Les électeurs manitobains sont portés à voter pour des formations conservatrices : c'est la raison pour laquelle le PLC a toujours eu d'énormes difficultés à garder ses circonscriptions rurales manitobaines pendant plus d'un mandat. Les élections de 1997 ont d'ailleurs confirmé cette tendance. Cependant, en milieu urbain, les députés libéraux se sont retrouvés dans une situation plus favorable. Les sondages ont démontré que le parti était fort à Winnipeg, particulièrement en banlieue où la population est plus instruite et a un revenu familial élevé. Dans le chapitre 6, nous avons vu que, selon la firme de sondages Probe Research, les moyenne et haute classes étaient plus portées à voter pour un parti qui défendait les intérêts de leur classe : or, l'effondrement du PCC n'a laissé dans son sillage qu'un seul parti national capable de former un gouvernement.

Par ailleurs, 'l'inondation du siècle' devint un événement symbolique qui a touché la corde de l'aliénation manitobaine et de l'Ouest canadien. Comme nous l'avons souligné dans l'introduction, les Manitobains ont eu le sentiment que ceux qui détenaient les pouvoirs à Ottawa sont peu intéressés à relever les obstacles et les défis qui préoccupent les habitants de la Prairie canadienne. Ce sentiment d'aliénation remonte à la fin du XIXe siècle, époque durant laquelle les Manitobains, et les gens de l'Ouest, pouvaient collectivement s'occuper de leurs affaires. Certains ont perçu le déclenchement des élections le 27 avril 1997, alors que le Manitoba connaissait sa pire inondation depuis plus

de 140 ans, comme une insulte à tous les Manitobains. Il s'agissait là d'un autre exemple où Ottawa ne s'intéressait pas aux désastres naturels qui frappaient à l'extérieur des provinces centrales. Certes, le Manitoba possédait seulement 14 des 301 sièges à la Chambre des communes, soit moins de 5 p. 100 du nombre total, mais le fait qu'une province canadienne subisse un désastre sans précédent aurait dû être suffisant pour obliger les politiciens d'Ottawa à retarder la date de déclenchement des élections. Les Manitobains se sont sentis délaissés par Ottawa et il leur a semblé que les priorités politiques du Parti libéral étaient bien plus importantes que la souffrance et la misère des sinistrés. De plus, certains soulignaient qu'Ottawa n'aurait jamais déclenché d'élections pendant le désastre du Saguenay en 1996. À ce sentiment d'injustice s'est ajoutée chez les gens de la vallée de la rivière Rouge et des autres régions rurales de la province et ailleurs dans l'Ouest, la perception d'être trop faibles au point de vue politique et donc un facteur négligeable dans les stratégies du parti.

L'arrivée au Manitoba du directeur général des élections du Canada a apporté un peu d'espoir à la population : les pouvoirs d'Ottawa allaient enfin reconnaître les difficultés de la province et reporter les élections dans certaines circonscriptions. L'annonce des élections, à la fin d'avril, quelques jours seulement avant l'arrivée du directeur général, a renforcé l'impression que la décision de maintenir le processus électoral avait été prise avant même qu'il ait mis le pied dans la province. Affirmer que les Manitobains pouvaient voter en dépit des eaux qui ravageaient leurs maisons et leurs communautés, était difficile à supporter. Ce ne fut qu'un autre exemple démontrant que les gens de l'Ouest n'avaient que peu de poids au sein de la fédération canadienne. Ce sentiment d'aliénation était déjà revenu à la surface suite à certaines politiques impopulaires du gouvernement libéral,

surtout la loi C-68, perçue comme étant une injustice envers les fermiers, les chasseurs ainsi que les autochtones. Les critiques se concentraient surtout sur le fait que le gouvernement aurait dû cibler les vrais criminels au lieu de traiter la population entière comme un groupe de criminels potentiels. L'obligation d'enregistrer les armes à feu par le biais d'un registre national constituait un affront à la liberté et au sentiment d'indépendance qui caractérisent l'Ouest canadien.

L'inondation du siècle ainsi que la loi C-68 ont créé une atmosphère favorable à la montée des adversaires des libéraux, surtout en milieu rural. Ensemble, ces deux événements ont influencé fortement la fuite vers les autres partis. Aux élections de 1993, le PLC avait bénéficié de la migration d'électeurs insatisfaits du gouvernement conservateur; en 1997, le sentiment d'aliénation et l'impression que les libéraux ne cherchaient à satisfaire que les intérêts de l'Est ont convaincu les électeurs ruraux de voter pour une formation de droite, sauf dans le cas des circonscriptions de Provencher, où le député libéral avait voté contre la loi C-68, et de Churchill, où le député élu était du NPD.

7.2 Les circonscriptions

Aux élections de 1997, les libéraux ont vu leur nombre de sièges au Manitoba passer de 12 à 6, ce qui représentait une réduction de 50 p. 100. Parmi les six circonscriptions perdues, quatre étaient en région rurale, deux en région urbaine dont une nouvelle circonscription issue de la refonte des frontières, circonscriptions qui ont été remportées par le Parti conservateur (Brandon-Souris), le Parti réformiste (Dauphin-Swan River, Portage-Interlake) et le NPD (Churchill, Winnipeg-Centre, Winnipeg-North Centre). Comment expliquer l'envergure de cette perte? Historiquement, les milieux ruraux

manitobains ont toujours été plus conservateurs que les milieux urbains. Il n'est donc pas surprenant que les libéraux aient perdu leurs sièges à l'extérieur de Winnipeg au profit du Parti conservateur et du Parti réformiste. À Brandon-Souris, la perte du libéral Glen McKinnon était prévisible : depuis les 40 dernières années, la circonscription avait toujours élu un député du parti conservateur. Un grand mécontentement face à l'ancien premier ministre Brian Mulroney et l'incompétence organisationnelle du Parti conservateur en 1993 ont entraîné la victoire du PLC dans cette circonscription en 1993. Cependant, en 1997, les gens ont tout simplement renoué avec leur choix politique traditionnel. Enfin, ils se sont aussi détournés du PLC en raison de la politique de la loi C-68, car le contrôle des armes à feu n'était pas bien vu dans toutes les circonscriptions rurales, y compris celle de Brandon-Souris : le fermier, qui avait toujours eu une carabine pour chasser les bêtes qui menaçaient ses animaux, n'acceptait pas d'être obligé d'enregistrer son arme à feu auprès de la GRC. Il ne se voyait pas comme un criminel et comprenait mal la raison pour laquelle les propriétaires d'armes à feu devaient les enregistrer.

À Dauphin-Swan River, en raison de la loi C-68, le député libéral Marlene Cowland s'est effacée derrière le réformiste Inky Mark, président du 'Dauphin Handgun Club' et maire de la ville. Cowland avait aussi soutenu son gouvernement dans le vote de la loi C-68, un appui qui avait été très mal vu dans sa circonscription. Plutôt que de s'en éloigner, elle a maintenu cette décision et a justifié sa position auprès des gens du comté. De plus, elle a tenu des propos inappropriés en soulignant, lors d'un forum public, qu'elle privilégierait toujours les désirs de son parti au dessus de ceux des électeurs de sa circonscription, compte tenu de l'historique du régionalisme au Manitoba et de l'Ouest canadien.

En ce qui a trait à la circonscription de Churchill, elle a succombé au NPD. Historiquement, la région avait souvent voté pour le NPD et, au niveau provincial, le parti dominait la région. En 1993, l'ancien député provincial du NPD, Elijah Harper, s'est présenté pour le PLC au niveau fédéral. La population autochtone lui avait conféré le statut de héros en raison de son opposition à l'accord du Lac Meech, dont il a empêché la ratification au sein de la législature manitobaine. En 1993, ce député a bénéficié de sa célébrité ainsi que du fait que le NPD connaissait une baisse de popularité à travers le pays. Harper avait aussi appuyé la loi C-68, projet de loi qui n'était pas tellement bien vu par la population autochtone, l'idée d'enregistrer des armes à feu constituant une absurdité pour la plupart d'entre eux. Par contre, Harper n'a pas réussi à bénéficier de l'appui des chefs autochtones, un appui qu'il avait reçu lors de sa victoire électorale en 1993. Par ailleurs, le NPD l'a aussi accusé de négliger sa circonscription en n'étant pas assez présent à la Chambre des communes ou dans la circonscription, ce à quoi le député a répondu qu'il souffrait d'une maladie inconnue qui lui avait fait perdre beaucoup de poids et que les soins reliés à sa maladie ne lui avaient pas permis d'être dans sa circonscription aussi souvent qu'il l'aurait voulu : cette explication n'avait pas satisfait les électeurs de Churchill.

Dans la circonscription Selkirk-Interlake, la plus contestée de la province, le député libéral et ministre de la Science et de la technologie, Jon Gerrard, a perdu son siège par 51 voix dans la lutte serrée que les quatre partis libéral, réformiste, NPD et conservateur se sont livrée. Traditionnellement, la région votait pour les partis conservateurs ou le NPD; cependant, la question épineuse de la loi C-68 et le travail de ceux qui favorisaient le retrait de cette loi a fait pencher la balance en faveur du candidat réformiste. De plus, à l'époque,

le ministre Ralph Goodale était venu parler aux gens de la circonscription mais n'avait pas annoncé de nouveaux programmes agricoles, ce qui lui avait valu d'être critiqué pour ne pas avoir assez oeuvré en faveur des fermiers de la province; cette critique fut habilement exploitée par les réformistes et le NPD et a joué contre Gerrard et le PLC.

Les circonscriptions de Winnipeg-Centre et de Winnipeg North-Centre, quant à elles, ont été remportées par le NPD, la première ayant été détenue par le député libéral David Walker de 1988 à 1993, la deuxième étant une nouvelle circonscription créée après la refonte des frontières électorales. Il est important de souligner que ces deux circonscriptions étaient un fief du NPD depuis la fin de la Deuxième guerre. Les députés Stanley Knowles et David Orlikow avaient représenté ces circonscriptions pendant une grande partie de la période d'après-guerre; en 1997, les électeurs sont donc tout simplement revenus à leur allégeance politique traditionnelle.

De multiples facteurs expliquent la réussite du PLC à maintenir cinq sièges dans la ville de Winnipeg. Reg Alcock, dans Winnipeg-South, a bien exploité l'inondation du printemps lors de sa campagne : il a souvent été vu à la télévision en train d'aider des sinistrés de sa circonscription, visibilité médiatique qui lui a donné un avantage énorme par rapport à ses adversaires comme Ron Duhamel, qui, dans St-Boniface, a aussi pu utiliser l'inondation, quoique beaucoup moins qu'Alcock, afin d'augmenter sa présence médiatique. Cependant, Duhamel avait l'avantage de se présenter dans une circonscription qui avait souvent pour le PLC dans le passé. La victoire de Rey Pagtakhan à Winnipeg-St-Paul, quant à elle, est due surtout à la composition démographique de la circonscription, qui a favorisé le vote libéral. Le député a préféré tenter sa chance en banlieue plutôt que d'affronter l'ancienne ministre provinciale du NPD, Judy Wasylysia-Leis, dans Winnipeg-

North Centre. Pagtakhan savait que North-Centre votait historiquement NPD et que les banlieues lui seraient plus favorables. Ces facteurs ont également favorisé John Harvard dans Charleswood-Assiniboine. Enfin, la victoire de Lloyd Axworthy, le ministre des Affaires étrangères, était prévisible, compte tenu de sa présence sur la scène fédérale depuis 1979 et de sa visibilité durant l'inondation.

Le seul député libéral élu en milieu rural fut David Iftody dans Provencher. Il a gagné la circonscription par une faible marge contre le candidat réformiste Larry Tardiff, en n'appuyant pas son parti sur la loi C-68, ce qui lui a permis de garder l'appui des gens ayant un penchant libéral dans la circonscription. Contrairement à McKinnon, Cowling, Harper et Gerrard, Iftody était conscient que s'il votait en faveur de la loi, il courait l'énorme risque politique de s'aliéner ses électeurs; il voulait au contraire montrer qu'il respectait les désirs de ses électeurs et c'est la raison pour laquelle il s'est opposé à ce projet de loi. Enfin, sa présence au cours de l'inondation, dans tous les médias, lui a permis de se faire connaître plus que les autres candidats.

Ainsi, nous pouvons conclure que le Parti libéral a perdu la moitié de ses sièges au Manitoba parce qu'il avait sous-estimé l'importance de certaines préoccupations, alors que les Manitobains, et les gens de l'Ouest en général, les avaient à coeur. Lorsque le parti a choisi d'adopter ces politiques, il a négligé les conséquences de ces dernières au Manitoba, certainement parce que cette province ne détenait que 14 sièges sur un total de 301, un nombre peu conséquent. Néanmoins, il est intéressant de souligner que si le PLC avait perdu tous ses sièges au Manitoba, il n'aurait pas pu former un gouvernement majoritaire au niveau fédéral. En 1997, les électeurs sont aussi revenus à leurs sources politiques. Plusieurs circonscriptions ont voté pour une formation de droite, soit le Parti réformiste ou

le Parti conservateur. Les gens du « North End » de Winnipeg ont réélu le parti qui les avait représentés pendant des décennies et avec lequel ils se sentaient le plus à l'aise. Donc, si le PLC veut reprendre plusieurs circonscriptions, à l'avenir, il aura à proposer des politiques qui reflèteront mieux les désirs des Manitobains ainsi que ceux de l'Ouest canadien.

ANNEXE A

Députés fédéraux élus au Manitoba

Élections	Libéral		Conservateur		CCF/NPD		Réformiste	
	sièges	%	sièges	%	sièges	%	sièges	%
1953	8	57,1	3	21,4	3	21,4	-	
1957	1	7,1	8	57,1	5	35,7	-	
1958	0	0	14	100	0	0	-	
1962	1	7,1	11	78,6	2	14,3	-	
1963	2	14,3	10	71,4	2	14,3	-	
1965	1	9,1	10	71,4	3	21,4	-	
1968	5	38,5	5	38,5	3	23,1	-	
1972	2	14,3	8	57,1	3	24,4	-	
1974	2	14,3	9	71,4	2	14,3	-	
1979	2	14,3	7	50	5	35,7	-	
1980	2	14,3	5	35,7	7	50	-	
1984	1	7,1	9	64,3	4	28,6	-	
1988	5	35,7	7	50	2	14,3	-	
1993	12	85,7	0	0	1	7,2	1	7,2

ANNEXE B

Vote populaire des élections fédérales au
Manitoba

Élections	Libéral		Conservateur		CCF/NPD		Réformiste	
	scrutins	%	scrutins	%	scrutins	%	scrutins	%
1953	109 775	40,2	73 644	27	64 402	23,6	0	0
1957	90 880	26,1	124 867	35,9	82 398	23,7	0	0
1958	82 450	21,6	216 948	56,7	74 906	19,6	0	0
1962	121 041	31,1	161 824	41,6	76 514	19,7	0	0
1963	134 905	33,8	169 013	42,3	66 652	16,7	0	0
1965	117 442	30,9	154 253	40,7	91 193	24	0	0
1968	166 022	41,5	125 713	31,4	99 974	25	0	0
1972	132 555	30	182 947	41,5	117 206	26,5	0	0
1974	118 734	26,8	207 320	46,8	109 206	24,6	0	0
1979	101 700	22,6	213 750	47,3	135 457	30,1	0	0
1980	105 750	23,5	177 300	39,4	166 950	37,1	0	0
1984	78 750	17,5	235 800	52,4	135 450	30,1	0	0
1988	141 300	31,4	210 150	46,7	98 550	21,9	0	0
1993	218 250	48,5	77 850	17,3	53 100	11,8	100 841	22,4
1997	164 988	34,3	83 734	17,8	109 895	23,2	112 305	23,7

ANNEXE C

Intentions de vote et résultats des élections au Canada

Date du sondage	Maison de sondage	Commanditaire	Taille de l'échantillon	Marge d'erreur	PLC	PCC	NPD	Reform	Bloc	Indécis	Source
15-25 avril	Compas	Financial Post	2 600	1,9	47	18	10	13	11	23	Financial Post
16-22 avril	Angus Reid	Southam	1 513	2,5	42	18	11	16	13	14	Montreal Gazette
17-21 avril	Ekos	Aucun	3 008	1,9	50,1	15	7,8	11,9	9,7	25	Globe & Mail
17-22 avril	Environics	CBC	1 998	2	44	20	11	15	8	15	Globe & Mail
1-4 mai	Zogby	Aucun	1 005	3,2	47,6	16	10	15,4	7,7	25	Winnipeg Free Press
5-8 mai	Angus Reid	Southam	3 208	2,25	42	19	11	18	9	8	Montreal Gazette
7-12 mai	Gallup	Non spécifié	1 004	3,1	46	19	9	14	11	29	Montreal Gazette
8-13 mai	BBS	Toronto Star	1 850	2,2	43	20	10	16	10	25	Toronto Star
10-14 mai	Strategic	Aucun	1 200	2,9	40	23	10	16	10	N/A	Toronto Sun
13-15 mai	Environics	Globe & Mail	1 912	2,3	40	25	9	18	7	12	Globe & Mail
14-15 mai	Zogby	Aucun	1 009	3,2	45,5	20	9,9	15,5	7,5	30	Winnipeg Free Press
22-26 mai	Gallup	Non spécifié	1 103	2,9	41	22	11	16	9	27	Montreal Gazette
22-25 mai	Ekos	Aucun	3 008	1,8	38	21	11	18	10	N/A	Globe & Mail
24-28 mai	Angus Reid	Southam	3 255	2,2	36	24	11	9	10	9	CTV News
25-28 mai	Environics	Globe & Mail	1 852	2,3	39	20	11	19	9	12	Globe & Mail
24-28 mai	BBS	Toronto Star	1 850	2,2	38	19	11	19	9	10	Toronto Star
Résultats du scrutin 2 juin 1997					38,5	18,5	11	19,4	10,7		

ANNEXE D

Résultats par pourcentage par circonscription (1997)

Brandon-Souris		Charleswood-Assiniboine	
Rick Borotsik (P-C)	35,6	John Harvard (Lib.)	43,0
Ed Agnew (Réf.)	32,0	Felix Holtmann (P-C)	23,4
Glen McKinnon (Lib.)	17,7	Cyril McFate (Réf.)	22,7
Jennifer Howard (NPD)	13,4	Rupert Forde (NPD)	10,6
Churchill		Dauphin-Swan River	
Bev Desjarlais (NPD)	41,2	Inky Mark (Réf.)	41,2
Elijah Harper (Lib.)	29,3	Lorne Boguski (P-C)	21,6
Corky Peterson (Réf.)	19,0	Betty Findlay (NPD)	21,2
Don Knight (P-C)	10,5	Marlene Cowling (Lib.)	20,8
Portage-Lisgar		Provencher	
Jake Hoepfner (Réf.)	40,2	David Iftody (Lib.)	40,0
Brian Palliser (P-C)	35,9	Larry Tardiff (Réf.)	35,1
Heather Mack (Lib.)	14,6	Clare Braun (P-C)	16,3
Glen Hallick (NPD)	7,2	Martha Owen (NPD)	8,6

Saint-Boniface

Ronald Duhamel (Lib.)	51,2
Peter Carney (NPD)	18,0
Denis Simard (Réf.)	18,0
Jennifer Clark (P-C)	12,3

Selkirk-Interlake

Howard Hilstrom (Réf.)	28,3
Jon Gerrard (Lib.)	28,1
Kathleen McCallum (NPD)	27,8
Reid Kelner (P-C)	14,8

Winnipeg-Centre

Pat Martin (NPD)	40,9
David Walker (Lib.)	36,9
Reginald Smith (Réf.)	11,5
Campbell Alexander (P-C)	9,1

Winnipeg-Centre-Nord

Judy Wasylcyia-Leis (NPD)	50,3
Judy Silver (Lib.)	28,7
Mike Wiens (Réf.)	13,5
Marni Larkin (P-C)	6,4

Winnipeg-Nord-St-Paul

Rey Pagtakhan (Lib.)	37,5
Roman Yereniuk (NPD)	26,3
Terry Lewis (Réf.)	19,7
George Wall (P-C)	15,0

Winnipeg-Sud

Reg Alcock (Lib.)	49,6
Grey Yost (Réf.)	19,8
Bill Mackness (P-C)	17,3
Iris Taylor (NPD)	12,2

Winnipeg-Centre-Sud

Lloyd Axworthy (Lib.)	55,9
Sara Malabar (NPD)	16,0
Andrea Rolstone (P-C)	14,0
Gary Hollingshead (Réf.)	12,5

Winnipeg-Transcona

Bill Blaikie (NPD)	50,3
Rosemary Broadbent (Lib.)	21,5
Helen Sterzer (Réf.)	17,2
Glenn Buffie (P-C)	9,0

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES OFFICIELLES

GOUVERNEMENT DU CANADA, Résultats officiels du scrutin : Rapport du directeur général des élections de la trente-sixième élection fédérale, le 11 août 1997.

GOUVERNEMENT DU CANADA, Résultats officiels du scrutin : Rapport du directeur général des élections de la trente-cinquième élection fédérale, le 26 nov. 1993.

GOUVERNEMENT DU CANADA, Royal Commission on Electoral Reform and Party Financing, Vol. 16, Toronto, Dundurn, 1991.

GOUVERNEMENT DU CANADA, Décret de représentation électorale en 1996, le 12 octobre 1996.

GOUVERNEMENT DU CANADA, Guide des circonscriptions électorales fédérales 1996, le 17 mars 1996.

LES ENTREVUES

ALCOCK, Reg, député de Winnipeg-South, le 25 avril 1998.

DUHAMEL, Ronald, député de Saint-Boniface, le 3 avril 1998.

HARVARD, John, député de Charleswood-Assiniboine, le 17 avril 1998.

IFTODY, David, député de Provencher, le 15 avril 1998.

PAGKTAKAN, Rey, député de Winnipeg North-St-Paul, le 25 mai 1998.

LES DOCUMENTS DU PARTI

Parti libéral du Canada, *Le livre rouge*, « Créer de l'opportunité : le plan libéral », Ottawa, 1993.

Parti libéral du Canada, *Le livre rouge II*, « Bâtir notre avenir ensemble », Ottawa, 1997.

LIVRES

- BAUS, Hubert M., ROSS, William B. *Politics Battle Plan*. New York : the Macmillan Company, 1986.
- BECK, J. Murray, *Pendulum of Power*, Scarborough, Prentice-Hall, 1968.
- BRAID, Don & SHARPE, Sydney, *Breakup: Why the West Feels Left Out of Canada*, Toronto, Key, 1990.
- CLARKE, Harold et al, *Political Choice in Canada*, Toronto, McGraw-Hill, 1980.
- , JENSON, Jane & LeDUC, Lawrence & PAMMETT, Jon, *Absent Mandate* 3e éd., Toronto, Gage, 1996.
- , *Absent Mandate*, Toronto, Gage, 1984.
- DAWSON, R. MacGregor, *The Government of Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1946.
- ENGELMANN, Frederick et al, *Political Parties and the Canadian Social Structure*, Scarborough, Prentice-Hall, 1967.
- FLANAGAN, Tom, *Waiting for the Wave*, Toronto, Stoddard, 1995.
- FRIESEN, Gerald, *The Canadian Prairies*, Toronto, University of Toronto Press, 1984.
- FRIZZELL, Alan & WESTELL, Anthony, *The Canadian General Election of 1984*. Ottawa, Carleton University Press, 1985.
- , *The Canadian General Election of 1988*. Ottawa, Carleton University Press, 1990.
- GARGRAVE, Anthony & HULL, Raymond, *How to Win an Election: The complete practical guide to organizing and winning any election campaign*, Toronto, MacMillan of Canada, 1979.
- HERRNISON, Paul. *Party Campaigning in the 1980's*, Cambridge, Harvard University Press, 1988.
- KYMLICKA, William, *Liberalism, Community and Culture*, Oxford, Clarendon Paperbacks, 1989

- MACDONALD, Jack, McDONALD, Jim, *The Canadian Voter's Handbook*, Toronto, Fitzhenry & Whiteside, 1972.
- McCALL-NEWMAN, Christina, *Grits – An Intimate Portrait of the Liberal Party*, Toronto, MacMillan of Canada, 1982.
- MEISEL, John, *Working Papers on Canadian Politics*, Montreal, McGill-Queen's University Press, 1972.
- MONIÈRE, Denis & GUAY, Jean H., *La bataille du Québec*, Montréal, Fides, 1994.
- MORTON, W.L., *Manitoba : A History*, Toronto, University of Toronto Press, 1957.
- OWRAM, Douglas, *Promise of Eden : The Canadian Expansionist Movement and the Idea of the West, 1856-1900*, Toronto, University of Toronto Press, 1980.
- RESNICK, Philip, *Letters to a Québécois Friend*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1990.
- , *The Masks of Proteus*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 1990.
- TOMBLIN, Stephen G., *Ottawa and the Outer Provinces*, Toronto, James Lorimer & Company, 1995.
- TRUDEAU, Pierre E., *Le fédéralisme et la société canadienne-française*, Montréal, Jour, 1970.
- WEARING, Joseph, *The L – Shaped Party : The Liberal Party of Canada 1958-80*, Toronto, McGraw-Hill Ryerson Ltd, 1981.
- , *The Ballot and its Message*, Toronto, Copp Clark Pittman, 1991.
- WINN, Conrad & McMENEMY, John, *Political Parties in Canada*. Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1976.

ARTICLES

- AUCOIN, Peter, « The Politics of Election Reform », dans *Canadian Parliamentary Review*, Vol 16, No 1, 1993.
- BELL, David V. J., « Political Culture in Canada », dans Michael Wittington & Glen Williams, ed., *Canadian Politics in the 1990s*, Toronto, Nelson Canada, 1990.

- CLARKE, Harold & KORNBERG, Allan, « Evaluation & Evolution : Public Attitudes Toward Canada's Federal Political Parties, 1965-91 », *JCSP*, XXVI :2, Juin 1993, p. 287-311.
- ELLIS, Faron & ARCHER, Keith, « Reform at the Crossroads » dans Alan Frizzell, ed., *The Canadian General Election of 1997*, Dundurn Press, Toronto, 1997.
- FRANCIS, R. Douglas, « Changing Images of the West », dans David Taras & Beverly Rasporich, *A Passion For Identity*, Toronto, Nelson Canada, 1997.
- LAMBERT, Ronald & CURTIS, James, « Perceived Party Choice and Class Voting » *JCSP*, XXVI :2, juin 1993, p. 273-286.
- MARZOLINI, Michael, « The Regionalization of Canadian Electoral Politics » dans Alan Frizzell, ed., *The Canadian General Election of 1997*, Dundurn Press Toronto, 1997.
- OLSEN, Dennis, « The Political Elite, » dans Hugh Thornburn, ed., *Party Politics in Canada*, Scarborough, Prentice-Hall, 1985.
- ORNSTEIN, Michael D., « Regional Politics and Ideologies » dans Robert Brym, ed. *Regionalism in Canada*, Toronto, Irwin Publishing, 1986.
- PALTIEL, Khayyam Z., « The Control of Campaign Finance in Canada », dans Hugh Thornburn, ed., *Party Politics in Canada*, Scarborough, Prentice-Hall, 1985.
- PAMMETT, Jon H., « Elections », dans Michael Wittington & Glen Williams, ed., *Canadian Politics in the 1990s*, Toronto, Nelson Canada, 1990.
- PANITCH, Leo V., « Elites, Classes and Power in Canada », dans Michael Wittington & Glen Williams, ed., *Canadian Politics in the 1990s*, Toronto, Nelson Canada, 1990.
- REA, J.E., « The Roots of Prairie Society », dans D. Gagan, *Prairie Perspectives*, Toronto, Holt, 1970.
- SODERLAND, Walter, « Advertising in the 1993 Federal Election », dans *Canadian Parliamentary Review*, Vol 18, No 1, 1995.
- SMITH, David E., « Grits on the Prairies », dans Hugh Thornburn, ed., *Party Politics in Canada*, Scarborough, Prentice-Hall, 1985.

WATSON, W., « The Role of Illusion in North American Geography : A Note on the Geography of North American Settlement », dans *The Canadian Geographer*, XIII, printemps 1969.

WHITAKER, Reginald, « Party and State in the Liberal Era », dans Hugh Thornburn, *Party Politics in Canada*, Scarborough, Prentice-Hall, 1985.

WOODS, John, « History, Culture and Political Socialization : The Canadian Setting » Jon Pammett, *Foundations of Political Culture*, Toronto, Macmillan, 1976.

ARTICLES de JOURNAUX

BERCUSON, David, « Regionalism still a factor », *Winnipeg Free Press*, le 1 juin 1997.

BRANSWELL, Jack, « Observers fearful of Liberal minority », *Winnipeg Free Press*, le 28 mai 1997.

BROWN, Jim, « Battle for votes begins in earnest », *Winnipeg Free Press*, le 27 avril 1997.

BUECKERT, Dennis, « Hands tied on vote, PM says », *Winnipeg Free Press*, le 6 mai 1997.

CARR, Jim, « Give us a break, Mr. Chrétien », *Winnipeg Free Press*, le 26 avril 1997.

-----, « Leaders should try to catch up », *Winnipeg Free Press*, le 5 mai 1997.

-----, « Protest stance worries minister », *Winnipeg Free Press*, le 10 mai 1997.

CERNETIG, Miro. « Chrétien off to weak start in West », *Globe & Mail*, May 2, 1997.

CLEVERLEY, Fred, « Grits revert to handout mode », *Winnipeg Free Press*, le 28 avril 1997.

-----, « Slap in the face for Manitobans », *Winnipeg Free Press*, le 12 mai 1997.

-----, « Liberals will help after we vote », *Winnipeg Free Press*, le 26 mai 1997.

-----, « Mr. Chrétien's shifting ground », *Winnipeg Free Press*, le 2 juin 1997.

- CLOUTIER, Annie, « Les emplois, la santé et l'éducation », *La Liberté*, le 23 mai 1997.
- , « La question francophone », *La Liberté*, le 23 mai 1997.
- COLE, Brian, « Postpone the election », *Winnipeg Free Press*, le 24 avril 1997.
- , « Chrétien's gamble », *Winnipeg Free Press*, le 28 avril 1997.
- , « An ill-timed but crucial vote », *Winnipeg Free Press*, le 28 avril 1997.
- , « Angry voters », *Winnipeg Free Press*, le 30 avril 1997.
- , « Unseemly haste », *Winnipeg Free Press*, le 3 mai 1997.
- , « Evading the issue », *Winnipeg Free Press*, le 7 mai 1997.
- , « The medium has no message », *Winnipeg Free Press*, le 11 mai 1997.
- , « Paying the price », *Winnipeg Free Press*, le 12 mai 1997.
- COLLISON, John, « Chrétien had no choice », *Winnipeg Free Press*, le 30 avril 1997.
- DAFOE, John, « Liberals promise to do less », *Winnipeg Free Press*, le 23 avril 1997.
- , « Canada's politicians lack class », *Winnipeg Free Press*, le 27 mai 1997.
- DELACOURT, Susan, « PM wants to go to the people », *Globe & Mail*, 24 avril 1994.
- FESCHUK, Scott. « Manitoba flood crisis an issue on federal campaign trail », *Globe & Mail*, 30 avril 1997.
- « Chrétien tries to sandbag wave of Winnipeg cynicism », *Globe & Mail*, le 21 mai 1997.
- FLOOD, Gerald, « Little numbers make big stories », *Winnipeg Free Press*, le 14 mai 1997.
- , « Reform stealing NDP votes », *Winnipeg Free Press*, le 30 mai 1997.
- FUNNELL, Gary, « Cost of Grit gun control is out of this hemisphere », *Brandon Sun*, le 18 mai 1997.
- GOODERHAM, Mary, « Internet political ads run into legal blocks », *Globe & Mail*, le 8 mai 1997.

- GREENSPON, Edward, « Liberal seek to exploit new optimism », *Globe & Mail*, le 24 avril 1997.
- , « Electoral Officer weighs vote delay », *Globe & Mail*, 2 mai 1997.
- , « Chrétien defends calling election during flood », *Globe & Mail*, le 2 mai 1997.
- , « Chrétien may spread cash over Manitoba waters », *Globe & Mail*, le 15 mai, 1997.
- HIRST, Nicholas, « Core momentum builds », *Winnipeg Free Press*, le 31 mai 1997.
- KUXHAUS, David, « Voting remains a mystery », *Winnipeg Free Press*, le 29 avril 1997.
- , « Sandbag just keeps bouncing », *Winnipeg Free Press*, le 1 mai 1997.
- , « Harvard misusing mail privileges », *Winnipeg Free Press*, le 10 mai 1997.
- , « Grits fumble, poll shows », *Winnipeg Free Press*, le 13 mai 1997.
- , « Harper's gun stance costs native leaders' support », *Winnipeg Free Press*, le 18 mai 1997.
- , « Taxes, unity on breakfast menu », *Winnipeg Free Press*, le 22 mai 1997.
- , « Manitobans busy trying on parties », *Winnipeg Free Press*, le 14 mai 1997.
- , « Pagtakhan gets high-level help », *Winnipeg Free Press*, le 23 mai 1997.
- , « Tory hopes ride on popular mayor », *Winnipeg Free Press*, le 24 mai 1997.
- , « Liberals lead the race », *Winnipeg Free Press*, le 29 mai 1997.
- , « National unity fears rise », *Winnipeg Free Press*, le 29 mai 1997.
- , « Liberals pelted from all sides », *Winnipeg Free Press*, le 29 mai 1997.
- , « Grits, NDP slug it out », *Winnipeg Free Press*, le 30 mai 1997.
- , « Manitobans still angry over call », *Winnipeg Free Press*, le 30 mai 1997.
- LANTHIER, Sylviane, « Le Manitoba a les blues », *La Liberté*, le 9 mai 1997.

- , « Imprévisible Provencher », *La Liberté*, le 23 mai 1997.
- , « L'ultime test électoral », *La Liberté*, le 30 mai 1997.
- LETT, Dan, « Election, flood on collision course », *Winnipeg Free Press*, le 24 avril 1997.
- , « MPs want vote delayed », *Winnipeg Free Press*, le 25 avril 1997.
- , « PM to dodge water, gripes », *Winnipeg Free Press*, le 26 avril 1997.
- , « Officials mum on election plans », *Winnipeg Free Press*, le 27 avril 1997.
- , « PM all wet on election : sandbagger », *Winnipeg Free Press*, le 28 avril 1997.
- , « Magic figure in race is 30 », *Winnipeg Free Press*, le 28 avril 1997.
- , « Chrétien tries to court the West », *Winnipeg Free Press*, le 27 mai 1997.
- LEVINE, Allan, « Beauty and the media beast », *Winnipeg Free Press*, le 11 mai 1997.
- LUSIBNAN, Yves, « Promesses et prévisions », *La Liberté*, le 9 mai 1997.
- MARTIN, Nick, « Campaigning on culture », *Winnipeg Free Press*, le 27 mai 1997.
- MAXWELL, Andrew, « Did MP need Chrétien visit? », *Winnipeg Free Press*,
le 21 mai 1997.
- , « Crime victims impressed by get-tough talk », *Winnipeg Free Press*,
le 27 mai 1997.
- McILROY, Anne. « Chrétien sees perils in minority », *Globe & Mail*, le 29 mai 1997.
- McINTOSH, Gord, « Jobless rate grabs spotlight », *Winnipeg Free Press*, le 10 mai 1997.
- McKIE, Paul, « Making Political Waves », *Winnipeg Free Press*, le 4 mai 1997.
- , « Provencher Liberals seek three meetings », *Winnipeg Free Press*,
le 9 mai 1997.
- , « An unpopular choice », *Winnipeg Free Press*, le 12 mai 1997.
- , « Manitobans put deficit cutting first », *Winnipeg Free Press*, le 13 mai 1997.
- , « Liberals vote call too soon », *Winnipeg Free Press*, le 13 mai 1997.

- , « Liberals leading in city », *Winnipeg Free Press*, le 14 mai 1997.
- , « Riding shifts favour Grits », *Winnipeg Free Press*, le 14 mai 1997.
- , « Feds, province finalizing flood assistance details », *Winnipeg Free Press*
le 24 mai 1997.
- , « Burning fields, flood shroud voters' mood », *Winnipeg Free Press*,
le 28 mai 1997.
- MITCHELL, Penni, « Voters feel ambivalent », *Winnipeg Free Press*, le 27 mai 1997.
- MOORE, Terence, « Trashing Grits feels good », *Winnipeg Free Press*, le 2 mai 1997.
- MOTAR, Brian, « How much will Bill C-68 cost owners of firearms? »,
Thompson Citizen, le 23 mai 1997.
- NELSON, Diane, « Young goes to bat for McKinnon », *Brandon Sun*, le 14 mai 1997.
- O'HARA, Kathleen, « Grits seek to appease disabled », *Winnipeg Free Press*,
le 6 mai 1997.
- OWEN, Bruce, « Red's crest in city today », *Winnipeg Free Press*, le 1 mai 1997.
- , « Women gaining ground in vote », *Winnipeg Free Press*, le 16 mai 1997.
- , « Chrétien visit upsets », *Winnipeg Free Press*, le 27 avril 1997.
- ROBERTS, David. « Vote delay remains possibility », *Globe & Mail*, le 3 mai 1997.
- « Vote to proceed in Manitoba », *Globe & Mail*, le 5 mai 1997.
- « Flood aid flows into Manitoba », *Globe & Mail*, le 17 mai 1997.
- « Liberals' fortunes rise with receding waters », *Globe & Mail*,
le 19 mai 1997.
- ROBERTSON, Bud, « Politicians unite against flood », *Winnipeg Free Press*,
le 29 avril 1997.
- , « Rise in jobless figure hits Liberals », *Winnipeg Free Press*,
le 10 mai 1997.
- RUSSELL, Frances, « Chrétien as head waiter », *Winnipeg Free Press*, le 28 avril 1997.
- , « Liberals pitch in to fight flood », *Winnipeg Free Press*,

le 30 avril 1997.

----- , « Perils of status politics », *Winnipeg Free Press*, le 30 mai 1997.

SAMYN, Paul, « NDP lashes campaign during flood », *Winnipeg Free Press*,
le 29 avril 1997.

----- , « Flood relief deal on way », *Winnipeg Free Press*, le 1 mai 1997.

----- , « Soggy voter turned surly », *Winnipeg Free Press*, le 1 mai 1997.

----- , « Grits unleash flood of anger », *Winnipeg Free Press*, le 12 mai 1997.

----- , « Grit's grip on laurels weakens », *Winnipeg Free Press*, le 13 mai 1997.

----- , « Flood at top of PM's agenda », *Winnipeg Free Press*, le 20 mai 1997.

----- , « Chrétien leaves aid cash home », *Winnipeg Free Press*, le 21 mai 1997.

----- , « Flood money battle gets hot », *Winnipeg Free Press*, le 22 mai 1997.

----- , « Chrétien crawls out unscathed from secure bunker in Winnipeg »,
Winnipeg Free Press, le 26 mai 1997.

----- , « Why is unity a hot election issue? », *Winnipeg Free Press*, le 29 mai 1997.

----- , « It's now a fight for No 2 for Tories », *Winnipeg Free Press*, le 30 mai 1997.

STILWELL, Bill, « Towns foot bill for gun control », *Brandon Sun*, le 26 mai 1997.

----- , « C-68 won't save lives », *Brandon Sun*, le 12 mai 1997.

TEICHROEB, Ruth, « Liberals change health care tune », *Winnipeg Free Press*,
le 11 mai 1997.

WILD, Stevens, « The vote will go on », *Winnipeg Free Press*, le 5 mai 1997.

----- , « Liberal managers preferred », *Winnipeg Free Press*, le 14 mai 1997.

----- , « Manitobans think Liberals best bet on unity issue », *Winnipeg Free Press*,
le 14 mai 1997.

----- , « Party leaders head to Winnipeg », *Winnipeg Free Press*, le 15 mai 1997.

----- , « Election? So, who cares? », *Winnipeg Free Press*, le 17 mai 1997.

----- , « Rock, Axworthy do final rounds », *Winnipeg Free Press*, le 31 mai 1997.

WINSOR, Hugh. « Liberal slippage slowing, poll finds », *Globe & Mail*, le 25 avril 1997.

----- « Reliability of opinion polls under microscope », *Globe & Mail*,
le 30 avril 1997.

----- « Judging red book by Liberal record », *Globe & Mail*, le 26 mai 1997.

THÈSES, RECHERCHES ET AUTRES SOURCES

DRUMMOND, Robert A. *Liberal Party Organization and Manitoba's 1995 Provincial Election*. University of Manitoba, Thèse de maîtrise ès arts, printemps 1996.

GANZEVOORT, Herman, *Dutch Immigration to Canada : 1892-1940* ,
thèse de doctorat, Toronto, Université de Toronto, 1975.

HÉBERT, Raymond-M. *Manitoba's French-language Crisis, 1983-84 : Origins and Early Legislative Debates* University of Manitoba, Thèse de doctorat,
printemps 1991.

LANG, Timothy. *Liberals in Manitoba : Provincial Decline and Resurgence*.
University of Manitoba, Thèse de maîtrise ès arts, printemps 1991.